

YASSIN AL-HAJ SALEH

La Question Syrienne

articles traduits de l'arabe (Syrie)
par Nadia Leïla Aïssaoui,
Ziad Majed et Farouk Mardam-Bey

Sinbad
ACTES SUD

LA BIBLIOTHÈQUE ARABE

L'Actuel

Ces articles de Yassin al-Haj Saleh, grande figure intellectuelle de l’opposition démocratique syrienne, n’ont jusqu’à présent jamais été regroupés en un seul volume, ni en arabe ni dans une autre langue. Précédés d’une introduction précisant le contexte de chacun d’eux et classés par ordre chronologique, ils couvrent l’histoire du soulèvement syrien depuis son déclenchement en mars 2011 et constituent l’analyse interne la plus fine de cet événement majeur dans l’histoire moderne du Proche-Orient. Analyse originale non seulement du régime né du coup d’État de 1970, à partir de ses slogans et de ses emblèmes, mais aussi des origines sociales et culturelles de l’extrême violence dont il a toujours fait preuve, ainsi que de la militarisation du soulèvement et de l’intrusion des djihadistes, qui, en se conjuguant, ont abouti à ce que l’auteur désigne comme le “nihilisme guerrier”. Le dernier texte, le plus dense, “Le sultan moderne”, fait la synthèse des dizaines d’articles et chroniques publiés par lui durant une dizaine d’années dans la presse sur la nature du régime des Assad, père et fils, alliant despotisme, communautarisme, clanisme en un “État sultanien” (par référence entre autres aux mamelouks) de type nouveau.

YASSIN AL-HAJ SALEH

Né à Raqqa, Syrie, en 1961, Yassin al-Haj Saleh a fait des études de médecine à l'université d'Alep, interrompues par seize ans de détention pour appartenance à l'opposition communiste. Chroniqueur régulier depuis 2000 des luttes politiques et sociales en Syrie et dans le monde arabe, il est l'auteur de cinq ouvrages, dont un traduit en français sous le titre Récits d'une Syrie oubliée, sortir la mémoire des prisons (*Les Prairies ordinaires*, 2015). Il est à présent réfugié politique en Turquie.

Sindbad
est dirigé par Farouk Mardam-Bey

Titre original :
Al-Mas’ala al-sûriyya

Recueil inédit d'articles publiés en arabe
© Yassin al-Haj Saleh, 2016

© ACTES SUD, 2016
pour la traduction française
ISBN 978-2-330-06744-1

YASSIN AL-HAJ SALEH

La Question
syrienne

*articles traduits de l'arabe (Syrie) par Nadia Leïla Aïssaoui,
Ziad Majed et Farouk Mardam-Bey*

Sindbad
ACTES SUD

Pour Samira et pour Firas, voyageurs que j'escorte.

Nadia, Ziad et Farouk ne sont pas que les traducteurs de ce livre, ni seulement mes amis. Nous partageons surtout la même cause, à la fois syrienne, libanaise, palestinienne, arabe, qui est aussi celle de l'émancipation universelle. À Nadia, Ziad et Farouk revient une part essentielle de ce livre pour avoir contribué au choix des textes et assumé la tâche de les traduire avec, j'en suis certain, ce qu'il fallait de tendresse pour l'original arabe. C'est grâce à eux qu'ils sont à présent disponibles au public français et francophone. Je les en remercie.

INTRODUCTION

Ces articles ont été écrits au cours des quatre dernières années dans quatre villes : Damas, Douma, Raqqa et Istanbul – en fait, la plupart à Damas, où j'ai vécu deux ans dans la clandestinité. Je réside actuellement à Istanbul, mais je ne considère pas cette grande métropole comme un exil, non seulement parce que je fais partie des quatre millions de Syriens qui ont dû quitter leur pays, selon des chiffres qui me paraissent en deçà de la réalité, mais aussi parce que ma femme, Samira al-Khalil, a été enlevée en décembre 2013 à Douma, à proximité de Damas, par une organisation salafiste avec trois de ses camarades, Razan Zaitouneh, Wail Hamadé et Nazim Hammadi, et que mon frère, Firas, est prisonnier de Daech depuis juillet 2013. D'autres amis et connaissances partagent son sort : Ismail al-Hamod, le père Paolo Dall'Oglio, Ibrahim al-Ghazi, Abdallah al-Khalil et Muhammad Nour Matar.

Je ne suis pas non plus en exil parce que pas un jour, depuis quatre ans et huit mois, les Syriens n'ont eu un moment de répit, sans tueries, rafles ou tortures, pour reprendre leur souffle, s'enquérir de la situation de leurs proches, faire leurs adieux à leurs parents et amis disparus, et réfléchir à ce qui leur arrive pour affronter l'avenir.

Je tenterai dans ces pages de retracer mon itinéraire durant ces cinquante-six mois, de Damas à Istanbul, afin d'expliquer le contexte de chacun de ces articles. La tragédie syrienne a cruellement effacé la distance entre le public et le privé, le général et le particulier, chaque Syrien étant en quelque sorte devenu un personnage public. Les millions de personnes qui ont subi l'horreur dans leur chair racontent leurs histoires, des histoires parfois différentes mais qui finalement se ressemblent, et cette prise de parole indique en soi leur aspiration à se réapproprier la politique – et leur pays.

Ceci est donc le livre d'un homme engagé dans ce combat, et qui voudrait fournir des informations et des analyses pouvant intéresser les

lecteurs sans préjugés.

Quand la révolution s'est déclenchée, en mars 2011, je vivais à Damas depuis déjà plus de dix ans. Je poursuivais auparavant à Alep mes études universitaires, interrompues pendant dix-sept ans, dont seize passés en prison pour mon appartenance au parti communiste d'opposition. À Damas, où je me suis installé quelques mois seulement après la succession de Bachar al-Assad à son père, je me suis consacré à l'écriture et à la traduction, ce qui m'a permis d'observer attentivement l'évolution du pays avant la révolution, et depuis son déclenchement jusqu'à mon départ, deux ans et sept mois plus tard. Ma femme, Samira, qui avait passé quatre ans en prison, de 1987 à 1991, était ma partenaire idéale, y compris dans la rédaction de mes articles. Elle les lisait et les commentait avant ou après leur publication. Je me souviens surtout de ceux qu'elle a aimés. Nous nous étions rencontrés en 2000, et mariés en 2002. Ainsi ma vie d'écrivain et ma vie conjugale se sont confondues dès le début.

Le 30 mars 2011, je suis entré en clandestinité, emportant juste quelques effets personnels et des livres. Je n'étais pas poursuivi mais je voulais pouvoir m'exprimer en toute clarté. Une télévision par satellite arabe m'avait demandé de commenter le discours que Bachar venait de prononcer, et j'avais dû malgré moi arrondir les angles. C'est ce qui m'a incité à prendre ma décision.

Mon nom était relativement connu, mais je n'étais pas une célébrité et peu de gens connaissaient mon visage. C'était aussi le cas de Samira. En clandestinité, il m'était possible d'écrire sans m'autocensurer.

Ma cachette des quatre premiers mois n'était pas un appartement, mais elle avait l'avantage d'être située en centre-ville. Samira pouvait y accéder en prenant mille précautions, cependant il lui était impossible d'y habiter. J'écrivais à l'époque une chronique hebdomadaire pour le quotidien *Al-Hayat* et deux articles sans engagement régulier pour d'autres journaux. C'est pourquoi j'ai beaucoup hésité en établissant cette anthologie à partir des quelque 380 textes publiés entre mars 2011 et novembre 2015, dont 235 écrits en Syrie avant mon départ pour la Turquie en octobre 2013. J'ai dû par conséquent sacrifier dans ce livre beaucoup d'articles qui auraient

expliqué davantage le cours des événements et permis de connaître plus précisément ma propre évolution.

Le premier texte inclus dans ce recueil, “La révolution des gens ordinaires : questions morales, culturelles et politiques”, a été publié en juin 2011. On remarquera qu’il était imprégné d’espoir et de confiance. J’ai essayé d’y souligner le caractère démocratique et libérateur de l’*intifada*, comme je l’appelais alors, en montrant comment elle a sorti de l’ombre des individualités et des localités du pays longtemps occultées par le régime assadien. Elle avait deux composantes : l’une “traditionnelle”, plus ou moins conservatrice, originaire de villes et de villages appauvris et marginalisés, et l’autre “moderne”, issue des classes moyennes éduquées, mais toutes les deux formaient ce que j’ai nommé la “société du travail”, c’est-à-dire qu’elles ne subvenaient à leurs besoins ni par une rente de situation ni par un privilège octroyé par le pouvoir. Je proposais d’inclure les islamistes dans notre vision de la nouvelle Syrie démocratique, car ils n’avaient jamais été exclus de la vie politique en Syrie ou dans les autres pays arabes sans que soient exclues en même temps toutes les forces de l’opposition indépendantes, qu’elles fussent de gauche ou libérales. Certes, intégrer les islamistes dans le jeu démocratique n’est pas chose facile, mais s’obstiner à les en éloigner est désastreux.

Quatre mois plus tard, j’ai déménagé vers un vrai logement où Samira habitait avec moi et où je pouvais travailler dans de meilleures conditions (dans ma première cachette, je n’étais seul que la nuit). Je venais de m’y installer quand, en juillet 2011, les chars du régime ont pris d’assaut les villes de Hama et de Deir ez-Zor, où de gigantesques manifestations avaient eu lieu qui ressemblaient à celles de la place Tahrir, au Caire. J’avais assisté moi-même à Damas, début avril, à une tentative de rassemblement de ce genre, durement réprimée par les services de renseignement et les *chabbîha*¹. De même, à Homs, le 18 avril, près de 200 personnes avaient été tuées quand les manifestants avaient essayé de dresser des tentes place de l’Horloge pour s’y installer durablement. Les cadavres avaient été évacués au bulldozer, et les pompiers s’étaient chargés de laver la place.

Les *chabbîha* étaient, avec les *mukhâbarât*, les bras armés du pouvoir durant la première phase de la révolution. Le mot *chabbîha* a fait depuis lors le tour du monde pour désigner cette force irrégulière de répression dont on avait très peu parlé auparavant. Dans mon article “Les *chabbîha* et leur État”, qui date de septembre 2011, j’ai voulu montrer les origines sociales et politiques de ce phénomène effrayant, et la fonction particulière qu’il remplit dans le régime Assad, parallèlement à des agissements similaires sur les plans politique, économique et culturel, dus à l’étroitesse de sa base sociale et à son déficit de légitimité. Dans un autre article, écrit le même mois, je disais ma crainte, devant le début de la militarisation de la révolution, de voir dominer ce que j’ai appelé la “logique de la nécessité”, celle d’une lutte à mort dans une guerre ouverte où les aspirations démocratiques ne s’exprimeraient plus avec la même force et où la colère se substituerait à la raison.

Jusqu’à la fin de 2011, comme tous les militants et les intellectuels de l’opposition, je pensais que le régime ne tarderait pas à tomber. Ben Ali n’avait tenu qu’un mois, Moubarak trois, Ali Abdallah Saleh un peu plus, enfin, Kadhafi lui-même avait fini par être renversé et tué, certes par une intervention de l’Otan. Seul le roi du Bahreïn était toujours là, épaulé par l’Arabie saoudite avec la bénédiction des États-Unis. On ne pouvait imaginer que la révolution syrienne, bénéficiant d’un large soutien populaire, n’allait pas rapidement l’emporter. Il m’arrivait de dire qu’il fallait neuf mois pour voir la Syrie accoucher d’un beau bébé, mais, une fois ce délai dépassé, j’ai commencé à m’inquiéter pour la santé et de la mère et de l’enfant. Et il était devenu évident que personne n’était disposé à leur venir en aide.

Début 2012, ayant eu l’impression d’être surveillé, j’ai emménagé avec Samira dans un autre appartement, encore situé en centre-ville. La répression se durcissait jour après jour, et ce que nous disions auparavant sans vouloir y croire, comme quoi Bachar était disposé à détruire la Syrie pour rester au pouvoir, se vérifiait aux yeux de tous. C’était son seul et unique programme.

Il m’a paru alors nécessaire d’approfondir ma réflexion sur les origines sociales, historiques et culturelles du conflit syrien. D’où vient cette

violence inouïe exercée par le clan au pouvoir contre son propre peuple ? Et toute cette haine ? Et toute cette bassesse ? Mon article “Les racines sociales et culturelles du fascisme syrien” tentait de répondre à ces questions. Une certaine conception du nationalisme arabe, que j’ai appelé l’“arabité absolue”, celle du parti Baath, ouvrait selon moi la porte à toutes ces dérives : la militarisation de l’espace public, la séparation par un haut mur entre les Syriens et le monde extérieur, considéré comme intrinsèquement maléfique, l’interdiction de la politique. Quand on s’y opposait, on courait le risque d’être accusé de haute trahison, et par conséquent d’être incarcéré pour de longues périodes et torturé, voire tué. Le communautarisme favorisait l’identification au régime d’une partie de la population, facilement mobilisable pour les basses œuvres. Sous Bachar, une nouvelle bourgeoisie vit le jour, qui lui devait tout, et qui risquait de tout perdre s’il tombait. La “modernisation” dont elle se gargarisait consistait tout simplement à vernir le cercle intime de Bachar, sans lui réclamer la moindre réforme politique. Idéologie qui a remplacé l’ancienne version du nationalisme arabe, tout en maintenant ses implications quant à la haine de l’étranger et le rejet du pluralisme social et politique, et en leur ajoutant un solide mépris de la masse “sous-développée” de la population, qui s’apparente à celui des colons pour les colonisés. Or certains intellectuels, en vantant les mérites de cette modernité-là sous des prétextes culturalistes, ne faisaient que justifier la violence qui frappait les classes les plus défavorisées.

Installé dans un quatrième appartement, cette fois dans le quartier Muhâjirîn, à deux kilomètres du centre-ville, je comptais pour mes achats indispensables sur Samira, toujours extrêmement prudente, et sur un jeune ami militant, mais je continuais à me déplacer de temps en temps à pied, en empruntant les voies secondaires pour éviter les barrages. La résistance armée prenait de l’ampleur face à la terreur fasciste, et il était clair, vu le refus du régime d’envisager une solution politique au conflit, que le médiateur Kofi Annan allait échouer dans sa mission. J’ai participé à l’époque à la discussion sur la militarisation de la révolution, ses causes et ses éventuelles conséquences. L’État assadien n’avait plus le monopole des armes mais, du côté adverse, on manquait d’une direction capable

d'organiser la confrontation avec le régime. À la base, ceux qui étaient en mesure d'assumer cette fonction n'avaient pas suffisamment de liens avec les combattants ni les ressources financières nécessaires. J'évitais d'ordinaire de faire des prévisions mais je n'ai pas pu m'empêcher d'écrire dans un article : "Si le régime persiste à intensifier son action militaire, et rien n'indique qu'il ne le fera pas, la militarisation se généralisera, et l''armée libre', qui est un nom générique donné à toutes les formations de résistance armée, se transformera en groupes djihadistes. La cause de tels groupes est religieuse, et non nationale, et leur moyen d'action est la violence nihiliste, c'est-à-dire le terrorisme²."

Parallèlement à la lutte armée, les manifestations pacifiques se poursuivaient. Des appels étaient lancés à la désobéissance civile et à la grève générale. À Damas même, en mai 2012, dès les premiers signes d'une grève en solidarité avec les victimes du massacre de Houlé, Bachar convoqua les commerçants de la vieille ville et les menaça de la démolir sur leurs têtes.

Les puissances occidentales dénonçaient publiquement les crimes du régime mais avaient en réalité opté pour la "stabilité" et la "pérennité des institutions de l'État", autrement dit pour le maintien du régime. Les veto russe et chinois au Conseil de sécurité les exemptaient de mettre leurs actes en conformité avec leurs paroles, laissant Bachar massacrer en toute impunité. Ainsi furent réunies les conditions que j'ai analysées dans l'article "La montée du nihilisme guerrier en Syrie" et qui se résument en une violence déchaînée, une religiosité rigoriste en expansion et un désengagement international devant une situation jugée incontrôlable et incompréhensible. Quand j'ai écrit cet article en mai 2012, je n'étais pas le seul à douter de l'existence autonome du Front al-Nusra, créé au début de l'année. Nous savions depuis longtemps que le régime était passé maître en manipulation de groupes salafistes. Il avait libéré des détenus djihadistes trois mois après le déclenchement de la révolution ; nous nous souvenions du Jund al-Cham, qui avait revendiqué l'assassinat en 2005 du Premier ministre libanais, Rafic Hariri, ou du Fath al-Islâm qui s'était illustré en 2007 en affrontant l'armée libanaise dans le camp palestinien de Nahr al-Bared près de Tripoli et en entraînant la destruction du camp. Le chef de ce

dernier groupe, Chaker al-‘Absi, avait été, lui aussi, détenu en Syrie et libéré peu avant ces événements. Mais même si Al-Nusra n’était pas une pure invention des services de renseignement, tout ce qui se passait dans le pays favorisait la naissance d’une ou de plusieurs organisations de ce genre : les déboires de la révolution, le sentiment de larges pans de la population d’être abandonnés du monde entier, le désespoir de ne pouvoir obtenir justice ici-bas...

Une nuit d’avril, à une heure avancée, l’amie qui nous avait aidés à nous loger frappa à notre porte pour nous avertir que les *mukhâbarât* étaient en train de fouiller les immeubles du quartier et qu’il fallait déguerpir le plus tôt possible. J’avais pris l’habitude de travailler la nuit et de dormir au petit matin. Je réveillai Samira à l’aube et nous partîmes à 7 heures en emportant juste nos ordinateurs portables. Deux jours plus tard, nous voilà dans un cinquième appartement, à proximité du centre-ville, où nous allions loger pendant un an. Je dois dire que c’est grâce à son propriétaire, un ami damascène, que j’avais réussi à me débrouiller depuis mon entrée en clandestinité.

Tous les appartements où j’ai vécu ces deux années m’étaient gracieusement offerts par des amis, et c’est un signe de la solidarité que la révolution a révélée entre les Syriens ordinaires, après des décennies au cours desquelles le régime les avait montés les uns contre les autres et éloignés des affaires publiques.

En juin, les manifestations hebdomadaires réunissaient des foules énormes dans plus de sept cents localités du pays. Mais, un mois plus tard, il n’y en avait pratiquement plus. En effet, entre-temps, l’aviation militaire était entrée en action contre la population civile, et le régime n’hésitait plus à bombarder les quartiers urbains et les villages avec des missiles Scud. Le 18 juillet, plusieurs personnalités sécuritaires de premier plan, constituant ce qu’on appelait la “cellule de gestion de la crise”, ont été tuées dans un attentat. On pensait généralement à l’époque que c’était une opération exécutée par la résistance armée et que le régime allait sombrer. J’ai osé le lendemain me promener dans les rues principales, me rendre devant le café fréquenté par les intellectuels, et j’ai constaté que le principal

barrage de fouille, place des Sept-Fontaines, avait disparu. En fait, c'était le prélude d'une nouvelle étape, encore plus meurtrière, dans la guerre menée par le régime, qui s'est probablement lui-même débarrassé de ladite "cellule" à l'instigation de l'Iran. Dès août, quand l'aviation bombardait les files devant les boulangeries, il est devenu évident, même pour Kofi Annan, qui a depuis démissionné, que Bachar "ne reculera devant rien pour garder le pouvoir".

Je ne peux pas prétendre que j'étais conscient de ce qui se passait dans les coulisses du pouvoir ni que j'avais une vision claire du terrain. Il m'a fallu près d'un an pour me rendre pleinement compte que depuis le milieu de l'an 2012 le conflit n'était plus syro-syrien, mais régional et international. L'Iran pesait désormais de tout son poids, le Hezbollah entraînait les forces du régime à la guérilla et participait aux combats déjà avant son entrée en scène, officiellement en avril 2013. Des djihadistes sunnites proches d'Al-Qaida avaient de leur côté occupé en juin 2012 le passage de Bab al-Hawa entre la Syrie et la Turquie. La confrontation prenait de plus en plus un caractère confessionnel. Dans mon article "Al-Assad ou personne", j'abordais la constitution nihiliste du régime à partir de ce mot d'ordre scandé par ses partisans, et je soulignais les convergences entre ce nihilisme-là et celui des djihadistes, et les ressemblances entre leurs *chabbîha* respectifs.

Il n'en restait pas moins que le régime continuait à perdre des positions en dépit des bombardements par l'aviation, des missiles terre-terre, et du recours à l'armement chimique (à ce propos, s'il n'était pas certain de la disposition du régime à recourir à cet armement, Obama n'aurait pas évoqué ses fameuses "lignes rouges"). La Ghouta orientale et les quartiers périphériques à l'est de Damas, notamment, ont échappé à son contrôle en automne 2012. J'ai commencé début 2013 à planifier un voyage dans le Nord. La campagne d'Alep et d'Idlib avait échappé au contrôle du régime. J'étouffais à Damas, où je n'étais plus utile à personne. L'armée et les *mukhâbarât* dressaient des barrages partout et fouillaient tous les quartiers de la ville. Nous étions conscients, Samira et moi, que nous risquions gros en quittant notre cachette, et que nous devrions nous séparer quelque temps

si nous partions, mais nous nous étions déjà habitués à ce mode de vie irrégulier.

Finalement, après avoir consulté des amis, nous avons décidé de nous installer d'abord à Douma, dans la Ghouta orientale, d'où Samira irait à Raqqa, dans ma région natale, auprès de ma sœur et mes deux frères, ou ailleurs dans le Nord en passant par Beyrouth, puis par la Turquie. En attendant d'organiser son voyage, j'ai réussi à quitter Damas le 3 avril 2013, avec l'aide de deux militants que je ne connaissais pas. En automne, l'un d'eux a été arrêté, et il est probablement mort sous la torture, tandis que l'autre, dit-on, s'est racheté en dénonçant ses camarades.

Quand je suis arrivé à Douma, le régime venait de reconquérir Al-'Utayba, l'accès nord de la Ghouta. Selon des informations concordantes, cela n'a été possible qu'en raison des pressions saoudiennes, à la demande des Américains, sur les rebelles de la Ghouta et de la région de Deraa les dissuadant de marcher sur Damas. J'étais et je reste persuadé qu'ils auraient pu, à l'époque, libérer la capitale. Ces rebelles étaient des combattants enthousiastes et sincères, indépendants de toute instance politico-religieuse et solidement enracinés dans la population. Il existait, parallèlement, un petit groupe armé salafiste, dit Sariyyat al-Islâm (le Bataillon de l'islam), commandé par un ancien détenu libéré de la prison de Saydnaya en juin 2011, Zahrân 'Allouch, dont le père, Abdallah, un cheikh wahhabite renommé, vivait depuis fort longtemps en Arabie saoudite. Ce bataillon avait très peu contribué à la libération de Douma et de la Ghouta orientale en automne 2012, mais à mon arrivée à Douma, en avril 2013, il était devenu, sous le nom de Liwâ' al-Islâm (la Brigade de l'islam), la plus puissante des forces militaires existantes. Je tends à penser qu'elle avait été renflouée par ses protecteurs pour empêcher les rebelles de conquérir Damas. C'était d'ailleurs ce que disaient ouvertement les militants locaux, dont Muhammad Flaytani, assassiné en mai 2014, probablement par la même formation qui a encore changé de nom pour s'appeler Jaysh al-Islâm (l'Armée de l'islam). De toute façon, je ne pouvais que constater durant ma présence à Douma, entre avril et mai, la frustration ambiante du fait de la mainmise sur la ville du Bataillon/Brigade/Armée de l'islam...

J'ai résidé près d'un mois à l'Organisme de défense civile, faisant de mon mieux pour comprendre, apprendre et aider. De là, je suis parti à Mliha, où je suis resté un autre mois et où j'ai été rejoint par Samira le 13 mai. Poursuivie à Damas, elle avait été, après s'être coupé les cheveux, exfiltrée à moto par deux combattants. Peu de temps auparavant était arrivée Razan Zaitouneh, la célèbre avocate, écrivaine et militante des droits de l'homme, et elle avait immédiatement loué un local et y avait installé le Centre de documentation sur les violations.

Revenu à Douma début juin, j'ai habité avec Samira et Razan dans le même appartement. Et là, j'ai écrit sept portraits de combattants de l'Armée libre, publiés aussitôt sur le site Internet Al-Jumhuriya, que j'avais fondé avec quelques amis en mars 2012. J'ai publié ensuite un article sur l'attaque chimique de Jobar, basé sur les témoignages d'un rescapé et de médecins de la région, puis une lettre ouverte aux intellectuels européens, reprise dans plusieurs journaux, les exhortant à faire pression sur leurs gouvernements pour venir en aide au peuple syrien.

En suivant l'évolution de la situation sur le terrain, il m'a semblé qu'on était désormais en présence de quatre Syries : la "Syrie d'Al-Assad", la République arabe syrienne, la Syrie rebelle et la Syrie salafiste. C'est ce que j'ai essayé de montrer dans mon article "Un portrait, deux drapeaux et une bannière", combinant l'analyse sociologique et le déchiffrement des symboles, et concluant que la nouvelle Syrie devrait être fondée sur l'alliance entre la Syrie rebelle et la République arabe syrienne contre les deux autres, celle d'Assad et celle des salafistes. L'article fut publié le 10 juillet, au moment où je quittais Douma pour Raqqa, après cent jours d'attente.

Dans un voyage aussi exténuant et risqué, il était impossible à Samira de m'accompagner. Nous nous sommes embrassés, j'ai fait mes adieux à Razan, en imaginant que Samira pourrait me rejoindre un jour, dans de meilleures conditions, en passant par Damas. Mon périple fut effectivement très pénible : dix-neuf jours sous un soleil de feu, dans une steppe désolée.

En route pour Raqqa, j'ai pu téléphoner à mon ami et médecin Ismail al-Hamod pour avoir des nouvelles de mon frère Ahmad, membre du conseil local de Tall Abyad, qui venait d'être arrêté par Daech. Il m'a appris qu'il

était toujours détenu et que mon frère Firas, père d'un enfant de deux ans, avait été enlevé à son tour, le 20 juillet, après qu'il eut participé à un rassemblement réclamant la libération d'Ahmad. Nous ne savons toujours rien de son sort.

Les quelques semaines que j'ai passées à Raqqa m'ont été particulièrement dures. Un jour avant mon arrivée, le père Paolo Dall'Oglio, militant italien de la cause syrienne, avait été arrêté. Et je devais me claquemurer dans cette ville où j'avais longtemps vécu durant mon enfance et mon adolescence, où mes parents avaient été enterrés, où deux de mes frères étaient aux mains de Daech, alors que de jeunes détraqués, des tueurs et rien d'autre, venant de Tunisie, d'Arabie saoudite, d'Égypte, d'Europe, se pavanaient dans les rues. D'où la tonalité très pessimiste de l'article que j'ai écrit durant mon séjour : "Deux ans et demi après : les voies de la révolution syrienne et ses perspectives³."

J'étais encore à Raqqa quand eut lieu le massacre chimique dans la Ghouta orientale, où se trouvait Samira. Pendant quelques jours, on a cru que le régime allait être sanctionné pour avoir transgressé les "lignes rouges" d'Obama, et il n'y avait aucune raison de ne pas s'en réjouir après tous les crimes odieux qu'il avait commis. Or les responsables américains se bousculaient pour annoncer que leur éventuelle intervention militaire serait limitée à quelques cibles, sans plus. Étrangement, ceux qui se prétendaient garants du droit international rassuraient le criminel en lui disant qu'ils pourraient être amenés à le punir mais sans l'empêcher de commettre de nouveaux crimes. À les entendre, il avait tort, non d'avoir massacré 1 466 personnes, qui s'ajoutaient à ses 100 000 victimes, mais de l'avoir fait avec des armes prohibées ! De toute façon, peu de jours après, l'administration Obama concluait avec la Russie un marché "qui restera à jamais marqué par l'infamie", pour reprendre les mots de Roosevelt à propos de l'attaque japonaise de Pearl Harbor. Le prétendu "ami du peuple syrien", les États-Unis, s'accordait avec l'ennemi du peuple syrien, la Russie, pour laisser Bachar poursuivre impunément son œuvre de mort avec toutes les armes dont il disposait sauf l'arme chimique. Rien ne prouvait autant la perversité du système international dans son ensemble. Car ce n'était pas seulement un permis de tuer offert au régime mais aussi le plus

beau cadeau dont pouvaient rêver Daech et le Front al-Nusra. L'impunité des criminels alimente le terrorisme.

Depuis lors, en rapport avec le “marché chimique”, la presse internationale n'avait plus d'autre souci, à propos de la Syrie, que les exactions de Daech, créature étrange, démoniaque, fascinante, “sexy”, capable en Europe même de tourner la tête de centaines de jeunes musulmans et musulmanes, ou de convertis à l'islam.

Profitant du quitus américain, des agissements délibérément spectaculaires de Daech et du soutien illimité des Iraniens et des Russes, le régime aura désormais recours à une arme terriblement meurtrière, le bombardement de la population civile par des barils d'explosifs, faisant des centaines et des centaines de morts et détruisant maisons et services publics. C'est ce qui m'a conduit l'été dernier à participer à la rédaction d'une lettre ouverte ironique adressée à Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU chargé de la recherche d'une résolution pacifique au conflit en cours en Syrie, lui demandant d'user de ses bons offices pour faire voter une résolution du Conseil de sécurité restituant à Bachar le droit d'user de son armement chimique mais lui interdisant celui des barils d'explosifs. Nous suggérions aussi la création d'une agence de l'ONU du nom d'International Barrel Bomb Agency, dont le siège serait Téhéran ! Traduite en anglais, en français, en espagnol et en turc, notre lettre eut peu d'écho...

Pendant ce temps-là, Samira et Razan enquêtaient, chacune de son côté, et diffusaient des informations sur ce qui se passait dans la Ghouta. Samira dirigeait le centre de formation “Les Femmes au présent”, dont l'objectif était de leur apprendre un métier qui les aiderait à subvenir à leurs besoins quotidiens. Elle écrivait aussi régulièrement de courts textes sur sa page Facebook décrivant les conditions de vie dans la région. Razan, elle, publiait des rapports sur le massacre chimique, des témoignages d'anciens détenus, et coordonnait le réseau du Centre de documentation sur les violations, qui s'étendait sur l'ensemble du pays.

Je continuais pour ma part à vouloir me rendre dans le Nord, mais c'était de plus en plus compliqué pour quelqu'un comme moi, ni combattant ni susceptible d'être protégé par des combattants. Ma famille me pressait de m'enfuir de Raqqa, où je risquais de tomber aux mains de Daech comme

mes frères. Je finis donc par partir pour la Turquie le matin du 11 octobre 2013, soit deux ans et sept mois après le déclenchement de la révolution. La Turquie était le deuxième pays que j'allais “visiter”. Jusqu'alors, étant interdit de quitter la Syrie, je n'avais mis les pieds qu'au Liban, pour un très court séjour.

Trois semaines plus tard, mon ami et médecin Ismail al-Hamod a été enlevé par Daech. Après cinq mois d'attente angoissée, sa femme et ses cinq enfants ont dû se réfugier en Turquie, puis en France, et ils n'ont eu depuis lors aucune nouvelle de lui.

Je m'inquiétais beaucoup pour Samira, qui vivait toujours dans la Ghouta orientale, sévèrement assiégée par le régime. Cette zone libérée était déjà encerclée auparavant mais on pouvait y entrer ou en sortir après avoir traversé plusieurs barrages de l'armée, qui contrôlait et fouillait. Mon principal souci était de faire parvenir à ma femme l'argent dont elle avait besoin, surtout pour maintenir la communication par Internet grâce à un petit appareil alimenté par un générateur électrique. Or il fallait de l'essence pour le faire fonctionner, et l'essence était devenue excessivement chère, le prix du litre passant de 150 livres syriennes, soit un dollar, en avril 2013, à 3 000 livres cent jours plus tard. Samira et Razan consommaient chaque jour de trois à cinq litres. Lors de notre dernière communication, je lui ai annoncé que j'allais lui faire parvenir une modeste somme d'argent par l'intermédiaire d'une personne habitant à Damas qui contacterait un correspondant à Douma, et celui-ci lui avancerait la somme moyennant une commission. Des gens non affiliés au régime s'enrichissaient par ce subterfuge.

Cette terrible année 2013 ne s'est terminée qu'après m'avoir infligé l'épreuve la plus affreuse de ma vie : l'enlèvement dans la nuit du 10 décembre de ma femme, Samira, et de Razan Zaitouneh, ainsi que de Wail Hamadé et Nazim Hammadi qui les avaient rejointes deux mois après mon départ de la Ghouta. Je craignais pour eux les bombardements incessants du régime mais nous n'avions pas tous pris au sérieux les menaces reçues par Razan de l'Armée de l'islam, et c'était une fatale erreur. Pendant quelques jours, je ne voulus pas y croire, je m'attendais à les voir

rapidement libérés. Notre adversaire était cette “armée” qui avait pris le pouvoir, grossie et entretenue par ceux qui ne voulaient pas que Damas soit libérée. C'est elle qui a commis ce crime, ou qui a incité à le commettre, elle qui n'a rien fait pour rechercher les criminels si elle n'y était pour rien, elle qui a empêché quiconque de le faire.

J'ai accusé ouvertement l'Armée de l'islam d'être politiquement responsable de l'enlèvement, voire pénalement. À l'époque, une rumeur a circulé selon laquelle Robert Ford, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie, puis chargé du dossier syrien par l'administration américaine, aurait conseillé à des Syriens de sa connaissance de ne pas attribuer le crime à cette organisation. Quelqu'un comme lui avait certainement ses raisons, que je ne suis pas en mesure de deviner !

Jusqu'à présent, nous ne savons rien des quatre enlevés de Douma, et c'est d'autant plus tragique que la responsabilité en incombe, non au régime, mais à une force qui lui était prétendument hostile. D'une certaine façon, nous avons nous-mêmes rendu possible un tel acte. Les deux ans que j'ai passés depuis ce jour funeste m'ont été plus douloureux que mes seize ans d'incarcération. Je me suis engagé à raconter leur histoire, à l'expliquer, à la faire connaître tant que les quatre n'ont pas réapparu, et tant que je suis en vie. J'avais dès 2011 abordé la notion de “république” dans l'usage syrien commun sous le titre “De la monarchie assadienne à la Troisième République”. J'ai eu ensuite l'occasion en Turquie de constater ce que le concept recelait parfois de centralisme excessif, de nationalisme chauvin et de volonté d'assimilation forcée des populations n'appartenant pas à l'ethnie majoritaire. C'est ce qui m'a incité, début 2014, à revisiter la question dans l'article, inclus dans ce recueil, “L'idée républicaine et la révolution syrienne”, afin de défendre une conception démocratique de la république dans le contexte syrien. Nous avons non seulement à en finir avec la monarchie républicaine des Assad, qui se croit propriétaire de la Syrie et de son peuple, mais aussi avec deux versions de l'élitisme antidémocratique : un certain modernisme qui méprise la “plèbe”, et l'islamisme radical, aussi bien politique que militaire. En outre, dans la mesure où il implique la réappropriation de la politique par les citoyens, le

républicanisme démocratique prémunit contre l'emprise totale de l'économie, qu'elle soit étatisée ou libérale, sur les relations sociales.

Au printemps 2014, à Istanbul, j'ai participé à une rencontre organisée par un groupe turc de gauche sur le communautarisme en Syrie. Ce que j'y ai dit est à la base du dernier [article⁴](#), le plus long, de ce recueil. Le communautarisme n'est pas le produit des différences ethniques et confessionnelles qui existent d'ailleurs dans toutes les sociétés humaines, mais celui des priviléges sociaux et politiques que leurs bénéficiaires maintiennent et défendent en se servant de ces différences. C'est un instrument du pouvoir, une stratégie de domination. Je me suis efforcé d'analyser l'économie politique du communautarisme pour montrer qu'il ne se situe pas dans un autre monde que celui des classes sociales. En un mot, il s'agit d'une lecture à l'exact opposé du culturalisme ambiant dans les pays occidentaux, surtout depuis la fin de la guerre froide. Une critique du déterminisme culturel qui institue des "civilisations" figées, définitivement conflictuelles, dans le but de les hiérarchiser et de défendre les priviléges des unes au détriment des autres, qui seraient moins "civilisées".

Pour conclure, ce livre ne raconte pas l'histoire de la révolution mais aborde quelques questions relatives à son évolution, en rapport direct avec mon expérience personnelle. J'ai cherché, ce faisant, à instruire un procès moral contre le régime des Assad, que je complète actuellement par deux autres : le premier, contre les islamistes, et le second contre le système international tel qu'il fonctionne de nos jours, et qui porte une lourde responsabilité dans la destruction de la Syrie et d'innombrables vies humaines.

C'est l'interconnexion entre la lutte populaire contre le despotisme, les conflits ethniques et confessionnels et les interférences étrangères qui légitime le titre de ce livre : *La Question syrienne*. Et, comme toutes les questions – la question juive, la question d'Orient, la question palestinienne –, elle est complexe, surchargée de haines, de désespoir, de guerres et de sang, et elle dénonce avec acuité l'état du monde. Il me semble que les "questions" reflètent fidèlement le jeu des puissants qui fait de l'histoire humaine un récit cruel sans fin et dont les héros sont de grands

criminels, assassins, pillards, menteurs. Mais il est un autre visage de l'histoire, celui des révolutions des faibles qui tranchent le nœud gordien et laissent espérer un monde plus juste et plus jeune. La question syrienne est la réponse des puissants, à l'échelle locale, régionale et internationale, au soulèvement du peuple syrien, mais aussi des autres peuples arabes. Les puissants de ce monde enferment les peuples dans des labyrinthes dont ils sont forcés de chercher l'issue leur vie durant. La fabrication des "questions" est leur meilleur moyen de les contrôler.

Faut-il énumérer ceux qui ont fabriqué la question syrienne ? La Russie, vieille prison des peuples ; les États-Unis, qui détiennent les clés de la prison moyen-orientale ; les deux théocraties, iranienne et saoudienne, qui regorgent de rancœur autant que de pétrole, sans oublier le petit Qatar qui se démène pour être grand ; la Turquie, la grande héritière de la question d'Orient, et deux héritiers de second rang, le Liban et la Jordanie ; les républiques et les monarchies européennes qui ne s'intéressent qu'aux "minorités" ; Israël, qui intervient quand bon lui semble et avec lequel Américains et Russes coordonnent leurs mouvements ; enfin les deux acteurs du monde souterrain, les groupes djihadistes d'un côté, manipulés par les services de renseignement du monde entier, et, de l'autre côté, ces mêmes services qui mènent leur propre djihad... Tout cela pour un pays qui a payé son dû pour la solution sioniste de la question palestinienne, et qui est lui-même un avatar de la question d'Orient.

La question syrienne nous informe donc sur l'état du monde, un monde qui s'enfonce dans une crise qui menace d'une guerre civile internationale. La prévenir exige la création de nouvelles institutions internationales fondées sur la responsabilité de tous envers tous, pour remplacer ce Conseil de sécurité oligarchique, foncièrement injuste et qui a largement montré qu'il était caduc.

Ce principe, la responsabilité universelle, géré par de nouvelles institutions, est le seul à pouvoir sauver la démocratie. Quand la démocratie est interdite à un peuple, comme c'est le cas en Syrie, elle est trahie et bafouée dans son principe même partout ailleurs. Si elle n'avance pas, on risque de retomber dans son contraire, et de voir s'étendre le modèle des *gated communities* (résidences fermées) aux États riches et puissants, qui

édifiaient de hauts murs pour se défendre des “barbares” – comme le font déjà certains pays européens face aux réfugiés syriens.

Istanbul, novembre 2015

LA RÉVOLUTION DES GENS ORDINAIRES : QUESTIONS MORALES, CULTURELLES ET POLITIQUES⁵

Damas, juin 2011

La révolution populaire syrienne constitue une expérience hors du commun pour des centaines de milliers de Syriens, une épreuve aussi bien morale que politique, un renouvellement psychique autant qu'un changement social. C'est une insurrection contre soi et une révolution contre ce qui est.

1

Défiant les dangers de détention, de torture et de mort, des jeunes et des moins jeunes, des femmes et des hommes, bouleversent leurs vies et se renouvellent à travers la participation au mouvement de protestation. Ils sortent plus forts de cette expérience, plus courageux et plus entreprenants. Ainsi, ils se respectent eux-mêmes davantage. Seul celui qui participe à la protestation accède à cette condition. Deux générations n'ont pas eu cette possibilité, avec cette ampleur. Par l'implication dans ce risque collectif et coûteux, ces nouveaux Syriens développent un esprit d'altruisme et de solidarité sans pareil dans l'histoire des deux générations précédentes. Par leur sacrifice pour un objectif collectif, ils se libèrent à la fois de la peur et de l'égoïsme. Cette expérience, le plus souvent dangereuse et dramatique, est susceptible de s'enraciner dans la mémoire nationale pour des générations.

Il est donc approprié de parler d'une révolution, puisque beaucoup de Syriens changent eux-mêmes en profondeur en luttant pour transformer leur

pays et libérer leur peuple. Pour cette raison, il sera, sans doute, difficile de les mater et de les faire taire définitivement.

Pendant quarante ans, le régime en place a imposé aux Syriens une vie étroite, sans élan de courage, sans renouvellement et sans joie. Une vie dénuée de toute dimension morale, spirituelle ou esthétique. Dans ce désert spirituel, la religion a été un recours, unique refuge contre le pourrissement d'une vie où seuls comptaient le pouvoir et l'argent.

Aujourd'hui, la révolution procure de nouvelles expériences aux Syriens. Elle est démocratique dans ce sens où les participants s'y engagent volontairement. Cela ne s'était jamais produit sous le régime du Baath.

2

Grâce aux progrès technologiques, la distance s'est réduite entre les activités du terrain et leur couverture médiatique. On a vu apparaître de nouvelles formes d'organisation et de gestion, plus démocratiques, plus proches du mouvement social et basées essentiellement sur les nouveaux moyens de communication : le téléphone portable, les séquences vidéo diffusées sur Internet et les réseaux sociaux. En se substituant aux journalistes, frappés de l'interdiction de rapporter librement les faits, les jeunes révoltés ont assuré une couverture intensive des événements.

Chaque activiste est doublement créateur d'une nouvelle réalité : il le fait une fois en sortant dans la rue pour défier et changer le pouvoir tyrannique qui représente dorénavant le passé, et une deuxième fois en témoignant par un document de cette nouvelle réalité. Ce faisant, il transforme son vécu en une réalité commune qui atteint les différents créneaux médiatiques et il apporte une (relative) caution à ce mouvement protestataire. Il s'adresse à l'opinion publique du pays mais aussi du monde, il attire plus de sympathie, aussi bien syrienne qu'arabe et mondiale. Faute de ce "système nerveux" (les jeunes qui couvrent les différents points du mouvement), la révolution aurait été isolée et par conséquent facile à broyer par le régime.

Grâce au téléphone portable, cette activité est en train de constituer une mémoire objective de la révolution. Elle construit des archives visuelles colossales qui sont en soi une immunité supplémentaire contre l'oubli, car la mémoire verbale, bien qu'essentielle dans la mémoire collective, est toujours plus fragile que la mémoire visuelle. Le téléphone portable ainsi que les pages personnelles sur Facebook ont joué un rôle unique dans la genèse des individualités et des subjectivités indépendantes. Une fonction démocratique qui a pu élargir la possibilité de participer à la production des informations et à la conception d'un espace public différent, "virtuel" et inaccessible à la colonisation du régime. Un rôle de communication qui permet de nouveaux rassemblements difficiles à disperser, sans compter son importance dans la construction d'une mémoire de la révolution et la création d'un journal dans lequel l'histoire est quotidiennement consignée.

Outre les archives visuelles, les témoignages écrits se multiplient, rédigés par un grand nombre de participants directs au mouvement. En protégeant la mémoire collective contre la confiscation et l'oubli, la documentation photographique a également assuré une grande victoire dans la bataille médiatique.

Le régime syrien ne dispose pas de la moindre crédibilité ni du dynamisme qui caractérisent la couverture médiatique de la révolution, peu coûteuse financièrement mais dont le coût humain est très élevé. En soi, cela a fondé une supériorité morale : ceux qui sacrifient leurs vies ne sont pas comparables à ceux que les Égyptiens appellent le "parti du canapé", qui suivent le cours de la révolution assis en face de leurs écrans, ni aux *chabbîha* des médias ou aux idéologues qui vénèrent le régime et lui cherchent des justifications, ni évidemment à ses grands ou petits tueurs.

Le courage et les sacrifices des révolutionnaires constituent une épreuve nationale fondatrice, une expérience qui rénovera le pays en profondeur. Un régime qui mène une guerre contre les populations qu'il gouverne ne réussira jamais à en mener une contre leur mémoire. Même s'il peut les réprimer par la force, ce n'est qu'une séquence d'un long conflit dans lequel les Syriens auront acquis une expérience exceptionnelle, des bases sur lesquelles ils s'appuieront dans leur lutte pour leur libération.

Aujourd’hui, il existe deux forces en Syrie : le régime et le soulèvement populaire, que j’appelle l’“*intifada*”.

La première possède les armes, l’argent et la peur mais est dépourvue de tout sens. La deuxième possède le défi et le goût de la liberté. L’*intifada* est l’incarnation de l’altruisme extrême : le sacrifice. Le régime est l’incarnation de l’égoïsme extrême qui pourrait mener à la destruction du pays pour faire survivre une clique médiocre aux plans intellectuel, politique et éthique. L’*intifada* est une révolte morale et politique, elle produit la plus grande rupture dans l’histoire contemporaine de la Syrie depuis l’indépendance. Le régime, lui, est en guerre contre la société syrienne ; pour qu’il survive, il faut que la société soit malade, divisée et dépourvue de confiance en elle-même.

L’*intifada* nomme, le régime anéantit les noms. Ce dernier impose à tout le pays un seul et unique nom, Al-Assad. Les rues sont à son nom, les places, le plus grand lac du pays, l’hôpital de Damas, la bibliothèque nationale et la Syrie elle-même sont à son nom. La révolution nomme ou plutôt ressuscite les lieux : Deraa (Jasem, Nawa, Dael, Inkhel) ; Damas (Kanaker, Douma, Harasta, Midan, Barzeh, Rukin Eldin, Mouaddamiyé, Al-Tall, Kisweh, Qatana, Jdaydet-‘Artouz) ; Homs (Bab al-Sibaa, Bab Dreb, Al-Waer, Al-Rastan, Talbisa, Qusayr) ; Hama (Al-Hader, Al-Souq, la place Al-Assi, Salamieh) ; Idleb (Ma’arrat al-Nu’man, Jisr al-Shughour, Binnech, Khirbet al-Joz, Jabal al-Zawiya) ; Alep (l’université, Sayf al-Dawla, Saladin, Al-Sakhour, Ein Arab, Tal Rifaat, Manbij, Al-Bab) ; Hasakeh (Qamishli, Ras al-‘Ayn, Dirbasieh) ; Lattaquié (Al-Slaybeh, le camp palestinien Al-Raml, Al-Kantouri, Jableh) ; Tartous (Banyas, Al-Bayda) ; Raqqa (Tabqa) ; Deir ez-Zor (Mayadin, Al-Boukamal, Al-Quryeh)…

Elle baptise les jours, notamment les vendredis : “vendredi Saint”, par allusion au vendredi qui a précédé Pâques, vendredi *Azadi* (“liberté” en

kurde), vendredi de Saleh al-‘Ali (un résistant alaouite au mandat français en Syrie), vendredi “Dégage !”. Elle libère le nom du pays. Dorénavant la Syrie n'est plus la Syrie d'Al-Assad ou du Baath.

En nommant et en ressuscitant les noms, l'*intifada* se fait créatrice de subjectivités, d'initiatives et d'actions libres, alors que le régime a tout fait pour réduire la Syrie et les Syriens à des objets soumis à une seule et unique subjectivité libre : Al-Assad.

L'*intifada* dévoile la richesse longtemps occultée de la Syrie, sa richesse sociale, culturelle et politique, la richesse de ses enfants dont les traits ont été effacés. Elle leur donne la parole : ils crient, protestent, se moquent, chantent et reprennent l'espace public ou plutôt le libèrent d'une occupation quasi totalitaire.

À travers l'acte de nommer, les Syriens regagnent la maîtrise de leurs propres vies et leur environnement ; ils relatent leurs histoires et restaurent leur langue en exprimant des émotions vives et extrêmes.

4

La politique de Bachar al-Assad, celle de la “modernisation et du développement”, se base essentiellement sur le renouvellement des outils et des appareils (nouvelles voitures, centres commerciaux, hôtels et restaurant luxueux, banques, écoles et universités privées pour l'élite du pays), mais sans contenu humain ou politique d'intérêt général. Rien en matière de droits politiques, de libertés publiques, de solidarité sociale, de culture. Bien au contraire, la solidarité sociale et nationale entre les Syriens s'est gravement délitée. Les dimensions émancipatrices de la culture se sont effacées en faveur des idéologies sectaires et fanatiques, portées de surcroît par des intellectuels réputés.

Cette combinaison entre un régime politique suranné et inhumain d'un côté et une vitrine matérielle brillante de l'autre est la marque de fabrique du système en place. Cela fait de lui plus qu'un régime politique autoritaire : il s'agit d'un système social, politique et intellectuel basé sur la

discrimination presque raciale par le monopole du pouvoir et de la richesse nationale. Ce monopole est une des raisons majeures de la protestation populaire et explique pourquoi celle-ci a débuté dans les régions périphériques et rurales du pays et les banlieues. La libéralisation économique qui a eu lieu il y a quelques années a engendré un modèle de développement favorable aux grandes villes au détriment de la province, aux centres au détriment des quartiers “périphériques” et à de nouvelles banlieues riches au détriment des anciennes banlieues populaires, vers lesquelles on a expulsé la population déclassée, qui a subi les conséquences désastreuses de ce “développement” libéral autoritaire.

Marginalisées, ces zones ont vu grimper le taux de chômage en raison du changement de la nature de l'offre (utilisation des nouvelles technologies, langues étrangères). Cela s'ajoute au recul du rôle social de l'État et à la transformation de ses représentants locaux en notables fortunés et arrogants, gouvernant la population tels des émissaires étrangers n'ayant ni respect ni sympathie à son égard. Le cousin germain du président, ‘Atef Najib, qui avait arrêté puis torturé les enfants de Deraa juste avant le déclenchement de l'*intifada*, puis suggéré à leurs pères que ses hommes en fassent de nouveaux à leurs épouses s'ils étaient impuissants, est l'exemple type de l'homme de pouvoir brutal, inhumain et bénéficiant d'une impunité absolue.

Certains intellectuels ont contribué à entretenir cette situation en défendant une approche autoritaire de la laïcité qui se contente de réduire le rôle de la religion dans la vie publique sans se prononcer sur le système politique et les élites qui en tirent profit. Cette approche aristocratique et mensongère de la laïcité a justifié la conduite brutale et méprisante du pouvoir à l'égard des classes populaires et la suppression des garde-fous éthiques et intellectuels censés protéger la vie de la majorité. Sans compter la dérive vers un culturalisme quasi raciste (le racisme étant une idéologie de classe et non d'identité, pour reprendre Benedict Anderson). Certes, ‘Atef Najib n'est pas un lecteur assidu d'Adonis, Georges Tarabichi ou Aziz al-Azmeh. Néanmoins, ces auteurs ont involontairement contribué à lever les barrières symboliques, morales et intellectuelles qui auraient pu empêcher l'émergence d'ogres de son espèce.

Au final, on peut dire que la révolution syrienne a éclaté contre une modernisation économique libérale privilégiant les riches, contre une modernité sans contenu émancipateur, se limitant au secteur bancaire, aux universités privées et aux voitures de luxe. C'est une révolution contre un régime qui a fait de "modernisation et développement" une doctrine masquant la relation privilégiée et illégitime entre le pouvoir et l'argent. C'est une révolution contre les riches qui ont pillé le pays du temps du socialisme baathiste avant de devenir les seigneurs de l'économie libérale. Et contre les idéologues qui ont fait de la "modernité" une nouvelle religion...

5

Le caractère traditionnel du principal milieu social de la révolution pose une question d'ordre politique et idéologique sur la relation entre cette base sociale et la démocratie.

Dans la "Syrie d'Al-Assad", ce milieu subit une persécution politique, une spoliation culturelle et une exploitation économique. Cela en fait un prolétariat qui a très peu à perdre dans une révolution et beaucoup à gagner. Sa participation massive et courageuse au soulèvement le réhabilite culturellement et le libère politiquement, ce qui rééquilibrerait dans une certaine mesure le rapport de force social et économique.

En réalité, ce qui est qualifié de "traditionnel" est le produit d'une exclusion de la vie publique et de la dégradation des conditions de vie, avec un penchant local systématique pour une plus grande autonomie. Il n'y a rien de traditionnel dans ce "traditionalisme" qu'il faut placer dans son contexte politique, semblable par ses effets au colonialisme. Ce milieu était en train de changer jusqu'aux années 1970, lorsque le déclin des conditions économiques, l'effondrement de l'enseignement public et l'isolement politique l'ont figé dans le sous-développement et l'exclusion.

Contrairement à ce que propage une certaine culture politique "moderniste", plus les milieux locaux se renforcent et plus ils constituent un

rempart contre la tyrannie et un soutien potentiel à la démocratie. Une plus large autonomie et une décentralisation seraient souhaitables sur le plan du développement administratif et politique. Le centralisme excessif constituait un frein à l'évolution, une source de paupérisation sociale et culturelle et une assise pour la dictature.

6

Comment dès lors ne pas comprendre que la révolution ait pu constituer une expérience de réinvention de soi pour des centaines de milliers de Syriens issus des milieux “traditionnels”, ces territoires naturels de la révolution ? La “tradition” est-elle compatible avec la réinvention de soi ? N'est-elle pas un modèle idéal donné que l'on doit imiter et s'approprier ? Si l'on se pose ces questions, c'est que nous nous attachons encore à une représentation idéologique du “traditionnel”, lui opposant une modernité dépourvue de toutes pratiques émancipatrices.

La révolution syrienne rassemble divers milieux locaux qui se révoltent contre les privations et l'intrusion brutale des services de sécurité dans leurs vies et réseaux de solidarité. Elle mobilise aussi des individus modernes, éduqués et cultivés, des hommes et des femmes aspirant à la liberté et à l'autonomie individuelle. Ce qui relie ces deux catégories est leur attachement au travail comme moyen de subsistance, mais aussi comme boussole morale dans leur vision du monde. Elles constituent ensemble la société syrienne “publique”, par opposition à celle, “privée”, qui se définit par le pouvoir, l'argent ou par une prétendue distinction culturelle et intellectuelle.

La liberté que défendent et pour laquelle se sacrifient des jeunes, croyants et non croyants, de la classe moyenne éduquée et de ses franges les plus défavorisées, signifie pour eux la reconstruction du régime politique et éthique autour de la valeur du travail. Une valeur radicalement opposée à celles du pouvoir et de ses alliés...

Mais pourquoi réclamer la liberté en premier lieu et non la justice, comme le suppose l'attachement au travail comme valeur éthique majeure ? Cela est probablement dû au despotisme politique, qui a abaissé la valeur matérielle et symbolique du travail, méprisé la société du travail et réduit son poids politique. La primauté du mot d'ordre de "liberté" indique tout simplement que l'on est convaincu que la justice dépend de l'élimination de la tyrannie.

C'est probablement un pas vers la restructuration du système des valeurs dans notre culture, plaçant la liberté au rang le plus élevé et en faisant un préalable de la justice.

On constate par conséquent, en considérant les composantes de la révolution dans leur diversité, que ce qui les distingue l'une de l'autre est beaucoup moins important que ce qui les sépare des nouveaux féodaux, qui possèdent, règnent et ne travaillent pas.

Est-il possible que l'évolution politique en Syrie dérive après les Assad vers une "tyrannie de la majorité" ? Doit-on s'attendre à une tyrannie islamique hostile aux minorités religieuses, principalement chrétiennes, ou à une tyrannie sunnite opprimant les alaouites, les druzes, les ismaéliens et les chiites ?

Cette crainte n'a pas de fondement dans l'histoire contemporaine de la Syrie. Avant l'ère baathiste, la tendance générale était à la réduction des disparités matérielles et politiques entre les différentes composantes de la population et non à leur aggravation. Le Baath lui-même, y compris l'emprise des Assad, n'aurait pas été possible sans cette évolution. Avant leur marginalisation par le système totalitaire du parti unique, les partis politiques actifs assuraient l'accessibilité de l'espace public à des individus issus de tous les milieux religieux, confessionnels et ethniques. Les courants nationalistes et communistes offraient à la société des alternatives à ses divisions communautaires. Il est connu que le parti Baath comprenait

des chrétiens, des musulmans sunnites, alaouites et bien d'autres. Le parti communiste a rassemblé, en plus des Arabes, des Kurdes, des Arméniens et des juifs. Quand toutes ces structures ont été détruites, les gens n'avaient plus comme recours que leurs références traditionnelles.

Ajoutons que cette destruction durant le long règne de Hafez al-Assad s'est accompagnée de l'assujettissement de l'armée, dont le caractère national a totalement disparu, ainsi que des universités et des syndicats, qui ont perdu toute autonomie.

Ceux qui connaissent la société syrienne savent très bien qu'on peut définir les musulmans sunnites uniquement par défaut. Rien ne les unit à part le fait qu'ils ne sont ni chrétiens ni alaouites ni druzes ni ismaélites ni chiites. Cela ne plaît guère aux islamistes, qui cherchent à se faire les représentants naturels des sunnites, ni à d'autres fanatiques de toute confession qui ne se distinguent en rien des islamistes.

La seule question pertinente est donc la suivante : qu'est-ce qui justifie que la mise en garde contre la tyrannie de la majorité prévale sur la dénonciation d'une tyrannie effective qui dure depuis des décennies ? C'est probablement le dogme du modernisme qui identifie la modernité à l'Occident et qui a hérité de l'hostilité "occidentale" classique (judéo-chrétienne et libérale démocrate laïque) à l'égard de l'islam. L'intérêt excessif porté aux minorités, et aux seules minorités, n'a pas d'autres raisons.

Résister à toute éventuelle islamisation de nos révolutions actuelles et à toute islamisation de nos sociétés post-révolutionnaires serait plus aisé si l'on dissociait cette contestation de toute hostilité vis-à-vis de l'islam en tant que tel. Il n'y a rien de démocratique ou de libérateur dans cette hostilité. Au contraire, elle est foncièrement rétrograde et raciste. Un véritable démocrate laïque ne peut logiquement pas être partisan de ce courant essentialiste qui s'est développé en force dans les années qui ont suivi le 11 septembre 2001.

Est-il possible que le dernier mot en Syrie de l'après-Baath revienne à l'islam politique ? En Tunisie, les islamistes de la mouvance des Frères musulmans sont plus forts que jamais depuis l'indépendance, il y a soixante ans. En Égypte, ils ont l'ambition de gouverner. Rien ne laisse supposer qu'ils ne seront pas dans la même disposition en Syrie. Mais cela n'est pas nouveau, et n'est pas plus grave que les dictatures personnelles ou familiales.

Il n'est sans doute pas facile d'intégrer les islamistes dans un système politique démocratique, mais chaque fois qu'ils ont été exclus de la vie politique les conséquences ont été catastrophiques, et là où ils ont été persécutés (l'Égypte, la Tunisie, la Syrie et la Libye), nombre de militants appartenant à d'autres courants politiques ont subi le même sort. Le fait est que le despotisme, en réprimant toutes les forces politiques qui le contestent pacifiquement, engendre lui-même des islamistes fanatiques qui lui disputent le pouvoir et cherchent à imposer à la majorité de la population leurs aberrations religieuses, morales et culturelles.

L'apparition légitime des islamistes sur la scène sociale et politique dans nos sociétés en mouvement pourrait exacerber les conflits politiques et idéologiques. Elle devrait cependant inciter les opposants à l'éventuelle tyrannie des islamistes à marier démocratie et laïcité. La dissociation de ces deux valeurs durant la dernière génération avait disqualifié la démocratie, corrompu la laïcité et servi les jupes au pouvoir.

Qu'attendons-nous de la révolution syrienne ?

La réponse à cette question est importante afin d'éviter l'excès d'optimisme et, par la suite, d'amères déceptions. Croire qu'une démocratie stable pourrait s'instaurer dès les premières années qui suivront le changement politique serait d'un optimisme exagéré. L'essentiel est de créer les conditions favorables à des réformes qui répondraient progressivement aux aspirations des Syriens. La Syrie de l'après-Baath doit

relever des défis colossaux : reconstruire l'État et la société, et réconcilier les Syriens entre eux en se basant sur le principe de citoyenneté. La Syrie sera sur la bonne voie quand elle parviendra à se maintenir comme État-nation, à inventer des mécanismes et des processus d'auto-changement et à rompre avec le régime de la guerre intestine permanente.

Une fois la victoire acquise, il sera urgent de réformer l'enseignement, la justice, l'administration, et de refonder le système politique sur de nouvelles bases. On devra restructurer l'appareil sécuritaire, repenser les médias et reconstruire l'armée pour qu'elle ne soit plus l'armée d'un parti mais de la nation.

Du déblayage des ruines laissées par le Baath jusqu'à la construction du pays sur des bases saines, une très lourde charge pèse sur les épaules de la jeunesse. Cette génération qui avance à grands pas en payant le prix exorbitant de sa réappropriation de la politique, et de la vie.

LES CHABBÎHA ET LEUR ÉTAT

Damas, septembre 2011

Le mot *chabbîha* est entré dans l'usage commun depuis que ceux qu'il désignait ont occupé les rues syriennes comme des démons, effrayants, haineux, assassins, rivalisant d'obscénité. Il était jusqu'alors inconnu hors de la Syrie et peu connu en Syrie même. Très vite, il fut intégré dans la famille des mots apparentés pour qualifier les nervis du régime, au moment où les jeunes opposants s'étaient nommés par dérision les “[infiltrés](#)⁶”.

La signification de *chabbîha* s'est ensuite élargie à toute forme de soutien au régime ou de trahison de l'éthique révolutionnaire ou civique. L'écrivaine syro-britannique Rana Kabbani a utilisé pour la première fois l'expression “*chabbîha de la plume*” pour qualifier certains écrivains occidentaux pro-régime, tandis que Bernard-Henri Lévy a reçu le titre de “*chabbîh de la philosophie*” ! Plus tard, on a dénommé “*chabbîha de la révolution*” ceux qui se disaient partisans de la révolution sans cesser d'être hypocrites ou hargneux.

L'origine du mot n'est pas claire : serait-il dérivé de *ashbâh*, qui signifie “fantômes”, du fait que les *chabbîha* sont des hors-la-loi et agissent dans l'ombre, aux sens propre et figuré, et qu'ils apparaissent et disparaissent furtivement ? Ou alors fait-il référence aux véhicules Mercedes “Fantôme”, non identifiables car dépourvus de plaques d'immatriculation, appréciés et utilisés par les plus grands *chabbîha* ? Sinon peut-être à la “reconduite des prérogatives, leur élargissement et leur [expansion](#)⁷”, comme quand un prisonnier est plaqué debout contre une planche, les bras ouverts, puis “rallongé” de force...

Il est probable que le terme *chabbîha* est entré dans le langage parlé syrien durant la seconde moitié des années 1970, à la suite de l'intervention syrienne au Liban en 1976, en raison de la contrebande qui s'était développée entre la Syrie, au système économique verrouillé, et son voisin laxiste. Son usage se répandit davantage durant la crise nationale majeure des années 1980. Depuis lors, et jusqu'à la mi-mars 2011, date du déclenchement de la révolution syrienne, la dénomination s'est circonscrite à de jeunes hommes de la région littorale, alaouites de naissance, dont les chefs appartenaient à la dynastie des Assad, et plus tard aussi à des familles alliées, telles que les Dib ou les Makhlof (les cousins maternels des enfants de Bachar al-Assad). Ils étaient impliqués dans la contrebande d'électroménager, de tabac, de drogue, d'alcool, de vestiges archéologiques, etc., et pratiquaient le racket. Ils étaient connus pour leur cruauté, leur rudesse et leur subordination aveugle à leurs supérieurs, qu'ils appelaient *mu'allem*⁸ (maître) ou "oncle"⁹. En cela ils étaient proches des organisations de la Mafia. Ils étaient évidemment connus des institutions du gouvernement central, qui fermaient les yeux sur leurs pratiques, ainsi que des autorités locales, qui leur garantissaient une totale impunité. Elles n'osaient même pas se défendre en cas de *conflit d'intérêts*¹⁰.

Dans les années 1980, les *chabbîha* de la ville côtière de Lattaquié agissaient en toute impunité. Ils s'amusaient, par exemple, à forcer les clients d'un café à se jeter à plat ventre sous les tables, une scène dont a été témoin et victime le regretté philosophe Elias Morkos (1928-1991). Ils ont un jour froidement abattu un jeune homme qui ripostait aux humiliations d'un *chabbîh*¹¹. Ils extorquaient les biens des citoyens sous la menace, arbitraient des conflits et tranchaient naturellement en faveur du plus offrant. Le viol des jolies jeunes filles était l'une des spécialités de leurs *chefs*¹².

Parmi les victimes des *chabbîha*, il y avait de nombreux alaouites. On raconte qu'au début des années 1990, une jeune femme nommée Hala Akel a été enlevée, violée, tuée puis jetée devant le domicile de sa famille. Dans la même période, le professeur d'université Samir Ghafar a été assassiné car il refusait de donner “un petit coup de pouce” à une étudiante proche d'un grand *chabbîh*. Comme les *chabbîha* vivaient dans des quartiers alaouites et mixtes, leurs premières victimes étaient leurs voisins. Par exemple, le grand *chabbîh* Abi Ramah ridiculisait les habitants de son quartier à Lattaquié en fermant son accès pour en faire une aire de jeux pour ses enfants et y dresser une tente pour recevoir ses [acolytes](#)¹³.

2

Le trait premier du phénomène des *chabbîha* est leur proximité avec les services de sécurité du régime. Cela est d'abord dû à la consanguinité entre leurs chefs et le président lui-même, d'ailleurs nommé “maître”, ensuite à leurs agissements similaires en matière de *taballi* (calomnie) et de *salbata* ([exaction](#))¹⁴. Ce dernier mot renvoie à une pratique du pouvoir dans la “Syrie d'Al-Assad” faite de *salb* (pillage), de *labt* (piétinement) et de *tasallot* (asservissement). Quant au *taballi*, il s'agit de l'accusation mensongère d'avoir insulté le président ou dénoncé le [confessionnalisme](#)¹⁵.

À partir de la deuxième moitié des années 1970 et durant toute une décennie, les Brigades de la défense étaient en fait une milice de hors-la-loi financée par l'argent public. Jusqu'en 1985, leur chef, Rifaat al-Assad (le frère de Hafez), était un *chabbîh* au plein sens du terme. Un homme vulgaire, grossier, violent, cupide et débauché dont la cruauté et la corruption étaient sans limites. Il détenait en grande partie le monopole de la contrebande des antiquités. C'était un homme impulsif, contrairement à son frère, calculateur et patient. Rifaat a été l'acteur principal du massacre de Hama en 1982, et deux ans plus tôt de celui de la prison de Palmyre. Quant à Hafez, il “excellait” en tout. La preuve en était la torture sauvage

des prisonniers politiques islamistes durant une vingtaine d'années, dans la prison de Palmyre.

Du moment où la priorité ultime du régime était sa pérennisation, la suspicion et la méfiance vis-à-vis de tout le monde étaient un dogme des services de renseignement. À cela s'ajoute le récit de victimisation répandu dans les milieux alaouites, d'où est issue la majorité des chefs du renseignement et de la sécurité. Ces derniers sont haineux et revanchards vis-à-vis des opposants, y compris alaouites, et de la société dans son ensemble. En période de tensions, il n'est pas surprenant qu'ils se comportent comme des *chabbîha*. Les Syriens et ceux qui s'intéressent à eux ont eu à regarder des vidéos montrant des groupuscules sécuritaires en train de mener des expéditions punitives de type colonial ou rappelant celles des milices confessionnelles durant les guerres libanaise et irakienne. La scène filmée au village Al-Bayda est la plus [célèbre¹⁶](#) mais il y en a d'autres qui montrent des *chabbîha* armés vêtus de l'uniforme militaire forcer un homme à scander : “[Il n'y a d'autre dieu que Bachar¹⁷](#) !”, ou en enterrer un autre vivant alors qu'il s'entêtait à crier : “[Il n'y a d'autre dieu que Dieu¹⁸](#) !”

Dans la perception des *chabbîha* se mêlent quatre éléments caractéristiques. Le premier est la consanguinité avec les dirigeants, le deuxième l'hostilité à l'égard de la société qui prédispose les *chabbîha* à sévir avec une extrême violence, organisée ou non. Cette hostilité provient de vieux griefs contre l'ordre social, répandus dans les catégories marginalisées et chez les minorités – qui auraient pu avoir un contenu démocratique mais qui se sont transformés durant l'ère Assad en une pulsion agressive, conservatrice, au service du despotisme. La troisième caractéristique des *chabbîha* est l'allégeance personnelle à leurs chefs, ce qui assure leur cohésion, et la quatrième, l'intérêt financier, car la majorité des *chabbîha* sont impliqués dans des opérations de [contrebande¹⁹](#). On disait couramment que la passion des *chabbîha* pour les Mercedes “Fantôme” s'expliquait par le coffre spacieux de ces voitures pouvant contenir une quantité importante de marchandises ! Et on savait qu'elles étaient volées au Liban et qu'elles étaient, malgré leur fabrication récente, dans un piteux état en raison du mauvais traitement qui leur était infligé par les *chabbîha*.

Les grands *chabbîha* usent de la force pour accaparer des priviléges ou des “fiefs” générateurs de gros revenus : les ports par exemple. Rifaat al-Assad possédait un port privé à Lattaquié, qui n'a été fermé qu'en 1984 à la suite du différend apparu entre lui et son frère. Tandis que leurs chefs jouissent de fortunes colossales, les *chabbîha* ont des revenus limités et manquent de qualifications leur permettant de vivre autrement que par des pratiques mafieuses. Il est probable que la raison du faible degré de développement de la zone littorale est d'avoir considéré ses habitants, en particulier les alaouites, comme un vivier de gros bras peu qualifiés et prêts à la défendre jusqu'au bout. C'est une véritable “force de pouvoir” (par référence à l'expression “force de travail”) disponible à bon marché. Le *chabbîh* type est quelqu'un de très peu éduqué, provenant d'un milieu social marginalisé et pauvre. Il est le plus souvent robuste, musclé, le crâne rasé, barbu et de noir [vêtu²⁰](#). Mais de nos jours, avec l'extension du phénomène des *chabbîha*, il n'y a plus de signes aussi marquants, sinon le port d'armes à feu et autres matraques électriques.

Le confessionnalisme est sans doute un moyen politique approprié dont se sert le régime pour mobiliser ses partisans sans qu'ils aient nécessairement un intérêt matériel direct à le soutenir. C'est précisément ce qui en fait un phénomène dangereux et irrationnel. Les pauvres et les démunis deviennent des nervis féroces au service des nantis qui les méprisent.

Mais le confessionnalisme n'est qu'un élément parmi d'autres qui facilitent la dépendance personnelle. Plus tard, le phénomène des *chabbîha* s'est répandu hors de son berceau originel pour toucher tout un monde de favoritisme et de clientélisme.

Les *chabbîha* sont d'une loyauté sans faille à l'égard du président et du régime. Ce dernier n'est jamais entré en conflit avec eux sauf dans de très rares circonstances, par exemple lorsque Bassel al-Assad, le fils aîné de

l'ancien président, a mené une campagne contre certains d'entre eux dans les années 1990. Il était alors le successeur désigné de son père et devait faire preuve d'autorité. Certains ont été arrêtés et leurs chefs sommés d'avoir un peu de retenue dans leurs relations avec la société. Il n'en reste pas moins que le régime n'a jamais éradiqué ce phénomène ni manifesté une quelconque volonté d'y parvenir, même s'il y eut parfois des conflits d'intérêts entre tel appareil du régime et les *chabbîha*. En 2006, le cousin germain de Bachar, Namir al-Assad, et ses sbires ont été déplacés de la prison de 'Adra à celle de Saydnaya, mais ils agissaient en *chabbîha* à l'égard des autres prisonniers sans que personne n'ose intervenir²¹.

Si les *chabbîha* se sont maintenus, ce n'est certes pas à cause de l'impuissance du régime à les mater mais parce qu'ils lui ressemblent et lui sont structurellement liés. Ils sont l'autre visage, l'inconscient sombre du régime, dans sa brutalité, sa violence aveugle et scabreuse. C'est la cruauté, les liens de parenté et le despotisme entremêlés.

Cet inconscient politique s'est révélé avec force lors de l'essor de la révolution et la régression manifeste de l'idéologie proclamée du régime, nationaliste arabe et socialiste, mais aussi la remontée en surface de ses instincts criminels profonds. Il est alors apparu que les *chabbîha* étaient une armée de réserve, disposée à tout moment, pour de faibles gains et avec beaucoup d'ardeur, à le défendre quand il est menacé²².

L'État avait intégré le *tachbîh* (comportement des *chabbîha*) comme un élément de sa structure, en particulier au sein des services de sécurité qui le pratiquaient en tant que violence organisée et légale. Mais il est difficile de qualifier cette violence de violence d'État, ou de considérer la prison de Palmyre comme une prison "classique". En réalité, les services de sécurité sont davantage une armée d'occupation. Avec un dédain à la limite du racisme, ils paralysent la société et rendent impossible tout mouvement de contestation, sauf quand il prend la forme d'une révolution telle que celle que nous vivons aujourd'hui. Avec sa férocité barbare, son opacité et son arbitraire, la prison de Palmyre a été une usine à fabriquer de la terreur nationale deux décennies durant.

Dans son livre *Haywanat al-insân* (L'Animalisation de l'humain), le regretté Mamdouh 'Udwan souligne le lien organique entre les *chabbîha* et

le régime à travers cette anecdote : Un homme dans son véhicule rouge attendait à un carrefour que le feu passe au vert. Le moment venu, il démarre, tandis qu'arrive en trombe un homme à moto grillant le feu rouge du croisement. La collision a été évitée de justesse. Alors que le *chabbîh* était en infraction, il se précipite en hurlant et insulte le chauffeur, et lorsque ce dernier lui explique qu'il est passé au vert et que, selon l'expression courante, "la voie lui appartenait", le *chabbîh* réplique tout de go en lui assénant un coup de poing au visage : "Ah bon ! La voie t'appartient ? Tu ne sais pas que tout le pays nous appartient ?" Le "nous" renvoyait à la fois au pouvoir et à la communauté (alaouite). Ce genre d'incidents humiliants était courant dans les années 1980, au point que l'accent alaouite était devenu une menace terrifiante. Il arrivait que des non-alaouites en fissent usage pour en tirer un quelconque bénéfice.

Un des traits marquants des *chabbîha* est leur langage obscène et le plaisir manifeste qu'ils éprouvent à insulter leurs victimes avec les mots les plus grossiers. Cette violence verbale est d'ailleurs une spécificité des services de sécurité assadiens, en particulier dans la prison de la terreur, à Palmyre. Les geôliers étaient au comble du bonheur quand ils nous interrogeaient sur la couleur du sexe de nos mères.

Certains geôliers simulaient verbalement des actes sexuels avec la sœur de l'un des nôtres, qui était supposée être calée contre l'épaule de celui-ci, témoin consentant de la scène. Le but ultime de ce genre de violation extrême de la dignité humaine était de marquer la distance infranchissable entre les gouvernants et les gouvernés. C'est précisément la raison pour laquelle la revendication de la *karâma* (dignité), mot tant scandé dans les manifestations, a été primordiale dès le déclenchement de la révolution.

du pays. Cela a coupé le mot de son lieu d'origine et de ses liens de parenté ! À Alep, les *chabbîha* proviennent de familles locales, dont la plus connue est la famille Berri. Son implication dans tout genre de trafic : drogue, armes, etc., est notoire. Elle entretient une relation très étroite avec le régime en dépit de quelques frictions de temps à autre avec l'administration ou la police. Cette famille règne presque exclusivement sur les quartiers périphériques. Elle se comporte avec ce qu'il faut de "responsabilité" en choyant les représentants locaux du pouvoir.

En revanche, ceux que les chaînes arabes par satellite appellent *chabbîha* sont d'un autre genre. Il s'agit plutôt de hors-la-loi ou de repris de justice qui ont tissé des liens avec des officiers du renseignement et de la police, leur offrant une part de leurs gains dans la contrebande et la prostitution et bénéficiant en retour de leur protection. Cela n'empêche nullement de temps à autre des arrestations et des règlements de compte, ciblant le plus souvent les jeunes débutants, tandis que les gros bonnets jouissent généralement de l'immunité sauf dans les cas d'extrême nécessité, quand il faut en sacrifier un pour en sauver d'autres, plus haut placés.

Le phénomène d'origine des *chabbîha* et celui de ses versions plus récentes ont ceci en commun qu'ils se caractérisent par la force des liens, la dépendance personnelle, la famille élargie et la tribu. Cela les rapproche également des réseaux du crime organisé actifs dans le trafic de drogue et la contrebande. Il se dit qu'à Alep, leurs noyaux durs seraient des grandes familles vivant en périphérie, échappant quasiment à l'autorité de l'État. Et quand bien même ce ne serait pas le cas, ces réseaux manifestent une totale allégeance au "maître", à l'image des réseaux de la mafia italienne. C'est également ce qui, d'une certaine façon, les rapproche des appareils sécuritaires dont les dirigeants veillent au puissant lien de dépendance de leurs subordonnés. En outre, ils rejoignent les réseaux confessionnels dans la pratique du favoritisme [interne²³](#) basé sur des liens de parenté réels ou fictifs. Enfin, ils sont proches avant tout du régime, qui est fondé sur la dépendance et l'allégeance au président. Celui-ci était décrit vers la seconde moitié des années 1980 comme le "Père-guide", qui attendait de ses vassaux qu'ils manifestent à son égard ce que montrent des enfants vis-à-vis de leur père. C'est probablement la convergence structurelle de ces

phénomènes qui les articule si bien ensemble ou les intègre dans le monde social et politique même.

Toutefois, de la même façon que le régime possède un noyau dur qui est sa politique sécuritaire, les *chabbîha* se sont constitués autour de ce mélange de violence et de [confessionnalisme²⁴](#) incarné par l'inconscient du régime comme évoqué plus haut. Le destin des deux noyaux est beaucoup plus lié que celui du “régime” avec l’“État”, d'un côté, et encore plus entre les *chabbîha* d'origine et le phénomène qui s'est répandu après la révolution, de l'autre. Si le régime venait à chuter, il est fort probable que son noyau dur se transforme en *chabbîha*. En d'autres termes, la violence du régime se dépouillerait de son fin revêtement officiel pour apparaître sous son vrai jour, chaotique et arbitraire. Ce serait la disparition de la frontière qui séparait jusqu'à présent les services de sécurité des *chabbîha*.

5

Est-ce que la majorité des *chabbîha* alaouites serait prête à défendre le régime jusqu'au dernier souffle ? *A priori*, leur disposition à le faire serait supérieure à celle de non-alaouites en raison de leur affiliation confessionnelle. Ce qui ferait d'eux les premiers volontaires. Toutefois, cette mobilisation dépend aussi d'un facteur économique “pragmatique”. Nombreux sont ceux qui s'acharnent à préserver le régime, non parce qu'ils s'identifient à lui davantage que d'autres, mais parce que sa sauvegarde est gratifiante à peu de frais. On dit que les *chabbîha* toucheraient entre 7 000 et 10 000 livres syriennes pour travailler le vendredi et au moins 2000 livres les autres jours de la [semaine²⁵](#). Compte tenu de la réduction du coût du travail en raison du caractère pacifique de la [révolution²⁶](#), les choses peuvent changer si les revenus des *chabbîha* baissent et que les risques augmentent. Il est très probable que beaucoup d'entre eux se retrouveraient au [chômage²⁷](#). On dit que les *chabbîha* s'étaient en effet mis en grève en juillet 2011 pour cause de diminution de leur rémunération. Certains sont même retournés dans leurs villes et

villages d'origine sur le [littoral](#)²⁸. Ce qui nous autorise à considérer la majorité des *chabbîha* comme un “prolétariat” de la répression qui vend sa force aux “capitalistes” du pouvoir.

Certaines informations indiquent que le pillage des propriétés privées dans les foyers de la révolution relève de l'autofinancement des *chabbîha*, orchestré par un régime en mal de ressources. Selon un important rapport publié en octobre par les “comités locaux de coordination” (la source d'information la plus fiable concernant la révolution), les milices des *chabbîha* à Tall Kalakh s'adonnaient systématiquement au “pillage et au vol des biens des citoyens, tels que les [bijoux](#)²⁹”. Quant à Rastan, le rapport indique que les *chabbîha* et les services de sécurité y ont pillé des magasins vendant toutes sortes de biens, y compris du matériel très coûteux qu'ils ont chargé dans leurs [camions](#)³⁰. Les biens des citoyens volés sont considérés par ces *chabbîha* comme butin de guerre. On entend aussi beaucoup parler d'arrestations arbitraires dans d'autres régions, en particulier à Idlib, en vue de soutirer des [rançons](#)³¹.

6

On constate dans ce qui précède, même s'il reste encore à faire une enquête de terrain, que le *tachbîh* est une tendance inhérente à la structure du régime. Elle refait surface chaque fois qu'il traverse une crise existentielle. Nous l'avons vu clairement dans les années 1980 quand le pouvoir pratiquait le *tachbîh* dans tout le pays. Ce phénomène a perduré et prospéré à Lattaquié et s'est développé dans une moindre mesure à travers la Syrie. On pourrait ainsi dire que les *chabbîha* sont le spectre accompagnant le pouvoir assadien. Sa présence et son impact sont d'autant plus puissants que l'on approche des véritables centres de pouvoir.

On constate en outre la corrélation directe entre les pratiques du pouvoir et l'expansion des *chabbîha*. Chaque fois que le pouvoir se comporte en *tachbîh* public apparaissent des *chabbîha* privés qui lui prêtent allégeance en échange d'une liberté d'action et de certains priviléges : des facilités ici

et là, des passe-droits, un piston dans les études [universitaires³²](#), sans compter les rétributions directes et les parts de butin, surtout pendant la révolution.

Depuis le milieu des années 1990 jusqu'au début de la révolution, le *tachbîh* public a décliné, mais seulement pour se mettre en veille, et n'a pas manqué de réapparaître instantanément avec la révolution.

Si le dernier mot dans l'affrontement actuel revenait au pouvoir, le *tachbîh* serait aux commandes dans tout le pays. Nous serions témoins de niveaux d'horreur et de discrimination qui dépasseraient sans doute ce que le pays a connu dans les années 1980. Aucune sorte de "réforme" ne suivra l'écrasement de la révolution. Ce régime est incapable de gouverner autrement que par l'assujettissement de ceux qui abdiquent et l'anéantissement de ceux qui se révoltent. En finir avec les *chabbîha* nécessite impérativement de venir à bout de ce régime infâme.

C'est ce que résume parfaitement une banderole portée par des manifestants de la commune de Talbisé, près de Homs, en août 2011 : "Nous voulons un État séculier qui nous gouverne, et pas un État de *chabbîha* qui nous tue !"

Si le *tachbîh* marque fortement le régime de Hafez al-Assad, il a en fait apparu dès le début du règne du parti Baath, en 1963. Les baathistes se sont en effet livrés dès leur premier coup d'État au *tachbîh* idéologique pour compenser leur manque de légitimité populaire. De la surenchère à la méfiance, des rumeurs aux fausses accusations de trahison, ils ont délibérément provoqué un climat de paranoïa afin que les gouvernés redoutent d'être considérés comme des conspirateurs et des traîtres.

Le *tachbîh* idéologique a été un facteur essentiel dans l'affaiblissement de la pensée critique en Syrie. La surenchère n'est certes pas une invention syrienne ou proprement baathiste. Elle est due à la fragilité des forces sociales et à leur besoin pour se revigorer de dogmes infaillibles. Mais la

surenchère et ses dérivés ont été élevés en Syrie baathiste au rang d'une politique d'État et ont provoqué un décalage sans précédent entre les discours et la réalité. Cette surenchère, notamment dans la confrontation avec Israël, a été à l'origine de la défaite tragique de juin 1967. Les baathistes en ont usé et abusé dans leur approche de la question nationale comme du socialisme, ce qui a déchiré la société syrienne, nui aux Libanais et aux Palestiniens, et n'a pas peu contribué à la stagnation et à la régression d'une des sociétés les plus avancées du monde arabe.

Le *tachbîh* idéologique a endommagé le langage politique arabe. Il y a élevé le taux de mensonge et généralisé la disjonction entre signifiants et signifiés. Il a du coup privé le public de l'outil principal capable d'exprimer ses soucis et revendications. Il a imposé comme seule langue juste celle du pouvoir, conçue avant tout pour déposséder les gouvernés de leur possibilité de s'exprimer librement. C'est sans doute cette carence d'une langue pour "dire" qui a conduit à l'engagement des corps dans une révolution. La nouvelle opposition a enrôlé les corps dans le combat et les a forcément mis en péril. À ce jour, il y aurait environ 5 000 corps détruits dans cet affrontement³³.

L'éloquence du verbe, reprenant assez souvent le vocabulaire du régime, a été longtemps, pour l'opposition traditionnelle, le seul moyen de contestation, et c'était sans doute l'une des raisons de notre impuissance. Ce que la majorité des opposants a subi comme sévices corporels en prison a, en quelque sorte, éloigné leurs corps de l'affrontement avec le pouvoir. De notre génération il ne reste que des mots. Notre opposition est un rassemblement de fantômes. Des âmes sorties de leurs corps, qui ne font plus le poids face à la masse musculaire et aux innombrables et assommantes langues du régime. Et, du fait de ce caractère fantomatique, aucune personne issue de l'opposition traditionnelle n'a été tuée et très peu ont été arrêtés³⁴.

La confiscation de la langue commune incite la révolution à adopter une langue et des mots d'ordre nouveaux, loin du jargon habituel et des clichés. On ne peut pas se séparer du régime sans rompre avec sa langue et son univers symbolique. Ceux qui attendent de la révolution syrienne des positions se référant au "nationalisme arabe", avec tout son vocabulaire

désuet, ne comprennent pas cela. Ils ne prennent pas en considération ces deux points :

Le premier est que les slogans nationalistes du régime n'ont jamais été que du *tachbîh* déconnecté de la réalité. Il a suffi d'ailleurs que la Ligue arabe suspende la participation du régime à ses réunions pour que son arabisme tant clamé vole en éclats. Ses chaînes de télévision qualifient maintenant les membres de la Ligue d’“Arabes-Bédouins sous-développés”, tandis que des baathistes vantent la grandeur de la “nation syrienne” qui n'a rien à voir avec les Arabes, et que des loyalistes scandent dans les rues : “Arabité, on t'emmerde !”

Le second point est que la révolution constitue un effort global de rupture avec le régime, qui pourrait aboutir à une approche différente de tous les problèmes. Je dirais même que c'est un impératif de fidélité à la révolution.

8

Le régime a également agi en *chabbîh* au plan régional, ou en *baltaoui*, selon l'usage égyptien. Ses partisans dans la région, en particulier au Liban, sont de vrais *chabbîha*, violents, corrompus, qui ont contaminé de leur *tachbîh* l'État et la politique libanais. Il s'agit d'une reproduction à l'identique de leur modèle afin de leur garantir la même pérennité qu'en Syrie. L'ancien haut-commissaire syrien au Liban, le terroriste Rustom Ghazali, en est un agent actif, et c'est dans la pure tradition dénoncée par Orwell qu'il est devenu le chef des forces antiterroristes en Syrie...

En matière de *tachbîh*, les nouveaux riches qui, à partir de 2005, ont fait leurs choux gras de l’“économie sociale de marché” sont les dignes descendants de ceux dont le système économique était fondé sur la confiscation, le pillage, le travail forcé... Leur politique dite de “développement et modernisation” n'est qu'un subterfuge moins brutal pour atteindre les mêmes objectifs : accumuler des richesses énormes et exercer un pouvoir total et éternel. Après la révolution, la génération des fils

n'a pas trouvé mieux que de revenir aux méthodes expérimentées par leurs géniteurs³⁵.

Ces nouveaux féodaux qui dominent l'économie syrienne ont fait fortune en pratiquant le grand *tachbîh*, bien plus rémunérateur que celui dont vit la majorité des *chabbîha*. Les petits sont des miliciens qui s'en prennent aux opposants et tirent profit des services rendus au régime. Les grands, eux, se servent de l'État pour amasser des milliards. Ce sont eux qui gouvernent la Syrie et affrontent aujourd'hui la révolution avec une violence inouïe.

Au bout de huit mois, l'État des grands *chabbîha* ne s'est montré aucunement disposé à renoncer à ses méthodes d'asservissement de la population par la force. C'est un État qui ne négocie pas, ne fait pas de politique et ne peut se réformer. Il est en ce sens un État khaldûnien, condamné après l'apogée au déclin. Mais il ne durera probablement pas aussi longtemps que les États d'Ibn Khaldûn, qui vivaient généralement plus d'un siècle...

9

Qu'y a-t-il en commun entre toutes ces formes de *tachbîh* ? L'usage de la violence brute pour régner sans partage à l'intérieur du pays et sur le plan régional ? La surenchère idéologique déconnectée de la réalité et du possible ? L'enrichissement illégal tiré de l'exercice du pouvoir ? La séparation entre les fruits du travail et le travail, entre les mots et le sens, entre les situations acquises et les compétences ? Le *tachbîh* est foncièrement une négation du travail comme source de revenu, et de la production comme source de richesse. C'est aussi un sabotage de la politique en tant que production de représentation et régulateur de la relation entre les intérêts privés et l'État.

Cela pose la question de la représentation en général. Celle des gouvernés dans les instances politiques, du travail par des revenus, des signifiés par des signifiants.

En conséquence, le *tachbîh* est un mode de production (qui ne produit pas de richesses mais s'en empare), un régime politique (qui ne dirige pas mais opprime), une signification (qui n'engendre pas de sens nouveau mais vide la langue de sa substance). C'est une production sans travail et une gouvernance sans représentativité.

Cela impose à la révolution syrienne de repenser le travail en tant que fondement des valeurs morales et matérielles, la juste gestion des intérêts sociaux en tant que base de légitimité, le réel en tant que laboratoire des concepts et des idées. En d'autres termes, la révolution nous incite à reconstruire la production matérielle, morale et politique. Elle constitue un immense projet de refondation à partir de ces trois types de production à la fois.

LES RACINES SOCIALES ET CULTURELLES DU FASCISME SYRIEN

Damas, avril 2012

[À la mémoire de Hamza al-Khatib](#)³⁶

Nous devrons un jour explorer en profondeur les racines sociales et culturelles de la violence fasciste du régime de Bachar al-Assad durant ces treize derniers mois. Jusqu'à présent, il a massacré près de 12 000 Syriens ordinaires, de pauvres et courageux travailleurs. Il a causé de terribles destructions dans des dizaines de villes et de villages, déplacé plus d'un million de personnes et poussé à l'exil vers les pays voisins une centaine de milliers de Syriens. Cette barbarie s'est accompagnée d'une haine jamais dissimulée des révolutionnaires et de leurs milieux sociaux.

J'examine dans cet article trois constructions sociales et culturelles qui ont pu nourrir cette violence inouïe et la justifier, voire la rendre désirable. Il s'agit de l'"arabité absolue", c'est-à-dire la version baathiste du nationalisme arabe, du confessionnalisme et de ce qui en découle pour les formations sociales et politiques et idéologiques, enfin de la nouvelle bourgeoisie, la classe qui s'est constituée sous le régime assadien (du temps du père) et qui a occupé une position politique et idéologique importante sous le fils.

J'espère ainsi ouvrir un débat sur ces questions, car les Syriens ont très peu pensé leur pays, et ils l'ont encore moins représenté scientifiquement que politiquement.

Je précise que j'entends par fascisme l'agression violente contre des gens sans défense et le total mépris de leurs vies, libertés et dignité. C'est aussi le recours du clan au pouvoir, riche et intouchable, qui justifie ses actes par la

primauté de “la patrie et sa sécurité”, à des expéditions punitives, bombardant villages, quartiers urbains et banlieues. Il ne s’agit pas d’une pensée fasciste structurée ou d’organisations sociales fascistes, mais plutôt d’un mélange de violence sans limites et d’une “pensée” qui au mieux la dénie, et au pire la justifie en jetant l’opprobre sur les gens ordinaires.

L'ARABITÉ ABSOLUE ET SON UNIVERS INTELLECTUEL

La première racine du fascisme syrien se trouve dans la version baathiste du nationalisme arabe, ou ce que nous qualifions d’arabité absolue. Cette idéologie considère la Syrie comme une entité arabe, tout comme les autres pays qui constituent la “patrie arabe”. L’arabité de ces entités est une essence, une donnée indiscutable, qu’il s’agisse des habitants, de la terre ou de l’État.

La charte du parti Baath (d’avril 1947) stipule que “la patrie arabe est une unité politique et sociale indivisible. Aucune entité arabe ne pourrait se former et vivre sans les autres entités³⁷”. Ce sont ces principes qui sont enseignés dans les écoles syriennes.

Ce n’est donc pas une arabité historique ou contractuelle, et la Syrie n’est pas un pays arabe parce que ses habitants sont devenus majoritairement arabes à travers les siècles et que leur langue est l’arabe. Non, l’essence arabe syrienne implique l’arabité de tous les habitants du pays. Tout, dans la dénomination officielle est arabe syrien : l’armée, la télévision, l’hymne national, etc. Les Syriens qui ne le sont pas doivent être arabisés de force ou bien expulsés comme le précise la charte du Baath dans sa onzième clause : “Seront bannis tous ceux qui appellent à, ou rejoignent un regroupement ethnique et tous ceux qui ont migré vers la patrie arabe pour des motifs coloniaux³⁸.”

Cette conception a formé la base d’une politique d’assimilation qui n’a réussi à assimiler personne, mais qui a en revanche aliéné les Kurdes en Syrie et les a écartés, non pas du pays, mais de l’espace public. Il y a aujourd’hui 250 000 Kurdes syriens dépourvus de nationalité. L’arabité

absolue a légitimé cette situation. Le Kurde est invisible et inaudible en Syrie, ce qui provoque une colère tout à fait compréhensible chez les Kurdes, qui pourrait se traduire par une solide hostilité envers les Arabes en tant qu'Arabes. Ce qui est en tout cas certain, c'est que cette situation va poser dans un proche avenir de graves problèmes politiques et existentiels.

Or la fonction principale de l'arabité baathiste ou absolue dans le cadre syrien consiste à créer une forme de parfaite adéquation politique et intellectuelle entre les Syriens et le parti Baath, ce dernier étant leur réalité profonde et leur porte-parole dans le monde. D'où la censure de tout ce qui évoque les diversités religieuses, confessionnelles, ethniques ou régionales, ainsi que les divergences d'idéologies et d'opinions. Leur manifestation dans l'espace public, qui est totalement contrôlé par le régime, est tout simplement interdite.

Cette arabité érige dans le même temps des barrières entre les Syriens et le monde extérieur. Les frontières de la patrie arabe sont "naturelles", car le territoire de la nation arabe, selon la septième clause de la charte baathiste, s'étend "des montagnes du Taurus au golfe de Bassora et à la mer d'Arabie, et des montagnes de l'Éthiopie et du Sahara à l'océan Atlantique et à la Méditerranée³⁹".

La nature et la culture se sont partagé le mérite de séparer les Arabes des autres peuples. Quant aux frontières entre les pays arabes, elles sont artificielles, imposées par le colonialisme, qui a en plus désigné ses agents locaux pour les maintenir.

La culture des Arabes est *une*, tout comme leur langue. L'existence d'autres cultures et langues n'est même pas concevable, et l'usage commun de parlers arabes différents, que tous les Arabes ne comprennent pas, est passé sous silence car gênant. Les espoirs des Arabes et leurs souvenirs historiques sont les mêmes. Et quand ce n'est pas le cas, c'est que "la conscience de l'être arabe" n'est pas encore suffisamment éveillée.

Cette frontière, naturelle et culturelle, dans l'idéologie baathiste entre les Arabes et le monde fonde une vision méfiante de l'étranger, surtout occidental, mais aussi des pays non arabes du voisinage, et parfois même des États arabes dont les gouvernements sont considérés comme traîtres et comploteurs. La théorie du complot est partout répandue, mais en Syrie elle

est en plus un des fondements de la doctrine politique du régime et partie intégrante de sa vision du monde.

L’arabité absolue flotte sur un océan de suspicion vis-à-vis du monde. Elle évolue dans une ambiance permanente de guerre, d’alerte psychologique et intellectuelle, d’hostilité envers les étrangers et de méfiance vis-à-vis des “agents” infiltrés à l’intérieur. Ambiance qui est entretenue par l’élite au pouvoir, par les services de renseignement et par les forces armées, et justifiée par la nécessité d’affermir le patriotisme des citoyens. Elle permet des débordements de la part des maîtres du pays et empêche les gouvernés de défendre leurs droits les plus élémentaires, du moment où ils risquent d’être accusés de trahison.

Dans de telles conditions, critiquer l’armée est inconcevable et la respecter, une obligation. Il n’existe en effet aucun texte écrit par un Syrien critiquant l’“armée arabe syrienne” malgré sa corruption et sa transformation par le Baath en une institution qui divise les Syriens, les hiérarchise selon leur communauté et les humilie. Sans oublier qu’elle n’a jamais remporté une seule victoire depuis le début de l’ère assadienne, sauf contre l’“ennemi intérieur” !

Depuis le début de la révolution, le respect obligé de l’armée s’est traduit par la sacralisation de la botte militaire. Les Syriens et ceux qui suivent l’actualité syrienne n’ont pas manqué de voir des gens poser des bottes militaires sur leurs têtes, ou les [embrasser](#)⁴⁰.

L’arabité absolue isole les Syriens en les coupant de l’extérieur “comploteur”. Un simple contact avec des étrangers apparaît suspect, car ces derniers sont soit des espions, soit une source de pollution culturelle. Dans ces conditions, obtenir un passeport est loin d’être une simple formalité, de même que voyager à l’étranger, surtout quand on est connu comme opposant. Le prétexte de cette volonté de fermeture est l’immunisation des citoyens contre toute contagion corruptrice. C’est d’ailleurs l’un des traits universels du fascisme.

La criminalisation de la dissidence politique ou intellectuelle est prise en charge par toute une institution vouée à la détention politique, active depuis le début de l’ère baathiste, et animée durant les décennies du pouvoir assadien par plusieurs services sécuritaires. La “branche Palestine” à Damas

est très représentative de cette institution. Rien que par son nom, elle incarne le lien étroit entre la doctrine nationaliste dans sa version absolue et le traitement barbare infligé aux dissidents. Affiliée à la “sécurité militaire”, elle était à l’origine destinée à contrecarrer l’espionnage israélien. Mais l’identification officielle du régime à la nation a effacé la différence entre opposition au régime et collaboration avec l’ennemi. Car la Syrie est par définition et éternellement en état de guerre avec l’“ennemi sioniste”. Ce qu’ont subi des milliers de détenus politiques, dont de nombreux Palestiniens, dans cette “branche” nous autorise à la considérer comme un haut lieu du fascisme syrien.

Il est désolant de constater que rares sont les opposants et intellectuels syriens, premières victimes de l’“arabité absolue”, qui contestent les fondements de l’“accusation de haute trahison”. Nous ne pouvons plus admettre les discours qui ne tiennent pas compte de la complexité de nos sociétés, qui nient sa diversité et n’abordent jamais l’arabité actuelle comme l’aboutissement d’une longue histoire. Nous avons au contraire besoin de discours critiques enracinés dans la réalité et qui disent notre appartenance au monde, sans murs de séparation et sans “frontières naturelles”. Discours qui doivent également affirmer les droits des individus et des communautés dans leurs rapports à l’État et à la nation, qu’elle soit arabe ou syrienne, et rejeter l’essentialisme qui nous est imposé pour aborder le réel d’une façon empirique et historique.

La paranoïa propagée par le Baath eut les conséquences souhaitées par le régime, notamment celle de nous couper de ce que l’Occident a apporté en termes de libertés et de progrès. Il n’est pas rare d’entendre parler de “théories importées” ou d’“invasion culturelle” et il est significatif que ce discours se soit développé en Syrie au début des années 1990, en réplique à trois événements internationaux : la vague de démocratisation en Europe de l’Est après l’effondrement de l’Union soviétique, les négociations de paix avec Israël qui mettaient à mal la doctrine de l’arabité absolue (à l’époque, la rhétorique classique de l’“invasion culturelle” s’est enrichie d’un nouveau leitmotiv : la “résistance à la normalisation”), enfin l’émergence des chaînes par satellite, qui a mis fin à la souveraineté (et censure) médiatique de l’État. Dès lors, s’immuniser contre l’“invasion culturelle”

est devenu une priorité vitale pour le régime, car l'ouverture au monde était devenue inévitable, et sa doctrine officielle de confrontation avec l'ennemi israélien, dont il se servait pour bâillonner les Syriens, avait perdu toute véracité.

Rappelons que la doctrine du nationalisme absolu était dans les années 1960 et 1970 influencée par la pensée communiste, par son opposition à l'impérialisme occidental. Cela a renforcé son animosité envers l'Occident, perçu tantôt comme agressif, tantôt comme décadent. Elle rivalisait en cela avec les mouvements islamistes qui prenaient leur essor et qui ajoutaient à l'hostilité primaire envers l'Occident leur notion de l'"authenticité". Incitant à l'isolement politique et culturel, cette notion prédispose au fascisme tel qu'il se manifeste dans les courants du salafisme djihadiste.

Mais déjà, dès la création de l'État d'Israël, soutenu quoi qu'il fasse par les pays occidentaux, le nationalisme absolu avait trouvé là de quoi nourrir sa volonté d'homogénéiser l'intérieur et de s'isoler de l'extérieur. Superpuissant, surarmé, impuni et, par-dessus tout, établi sur la base d'un nationalisme religieux, Israël a grandement contribué à la militarisation de la pensée et de la vie publique dans les pays arabes et considérablement ralenti le changement politique et culturel dans nos sociétés. Le régime baathiste n'a cessé d'instrumentaliser la cause palestinienne pour répandre la paranoïa anti-occidentale, à la fois arrogante et auto-victimisante, en politique comme en culture.

Si cette doctrine n'a plus le même ascendant au moins depuis les années 1970, elle vaut toujours pour sa fonction première : justifier le pouvoir absolu par le besoin de sécurité, et fait encore régner une atmosphère de suspicion, d'accusation mensongère et de calomnie. C'est par son détachement de la réalité, la pauvreté de son discours et cette paranoïa qu'elle a engendré le pouvoir despote d'un Hafez al-Assad en Syrie ou d'un Saddam Hussein en Irak.

Toutes les gloires passées attribuées à la nation arabe étaient accaparées par le parti Baath et parfaitement incarnées par deux secrétaires généraux, chacun dans son pays. Assad et Saddam étaient les gardiens de la pureté patriotique, les défenseurs de la nation contre toute contamination en

provenance de l'étranger. Ce qui ne les empêchait pas de s'accuser mutuellement de trahison, car chacun se considérait comme le secrétaire général légitime d'un parti qui devait en principe être aussi soudé que la nation arabe elle-même...

C'est ainsi que l'esprit révolutionnaire baathiste, selon le langage de la charte du parti, s'est transformé en pouvoir monarchique héréditaire, dont les Syriens, comme les Irakiens, payent encore aujourd'hui le prix exorbitant. Cette transformation sultanienne n'est pas surprenante. La tendance du nationalisme absolu à l'homogénéisation de la nation la dispose à devenir une unité organique, une grande famille dirigée par un père glorieux, le "maître de la patrie". Réduits au statut de frères identiques, nous devons accepter d'être incarnés par le "chef suprême", le "grand de cette nation". Notre union nationale s'illustre dans notre mobilisation "en rangs serrés derrière le pouvoir éclairé du leader", pour reprendre mot à mot l'expression en usage en Syrie du temps de Hafez al-Assad. Cette union nationale fut régulièrement décrite en termes mystiques, la nation se consumant dans l'amour de son "leader". Quant à ceux qui ne se consument pas, ils sont qualifiés de traîtres, de comploteurs manipulés par l'étranger. Les punir sévèrement est un devoir.

Bien que l'arabité absolue ne soit pas la doctrine officielle de l'ère Bachar, il n'en demeure pas moins que sa logique interne (l'homogénéité interne, le complot externe, l'accusation de haute trahison) est toujours prégnante. Certaines catégories de ce que nous appelons la "nouvelle bourgeoisie", issues surtout des minorités religieuses et confessionnelles, se réclament d'une "syrianité absolue", une reproduction en miniature de l'arabité absolue, dont le territoire est la patrie syrienne au lieu de la patrie arabe.

Dans sa confrontation avec la révolution, le régime ne s'en tient pas à une idéologie précise. Il attaque les Arabes au nom de l'arabité bien qu'une partie importante de sa "classe moyenne" soit extrêmement hostile à cette arabité et que l'arabité et les Arabes soient parfois insultés dans les médias officiels et apparentés. À la place du slogan "Progrès et socialisme" utilisé contre les islamistes au début des années 1980, le régime évoque aujourd'hui "stabilité et sécurité", favorisant une classe qui a accumulé de

grosses fortunes et s'est hissée au sommet de la hiérarchie sociale grâce à ses liens avec le pouvoir politique.

Il va sans dire qu'en considérant l'arabité absolue comme l'une des sources du fascisme syrien, ce ne sont pas les Arabes en tant que peuple, ni l'arabité en tant que lien culturel et humain, ni même le nationalisme arabe en tant que discours politique, qui sont en cause. C'est le nationalisme absolu, qu'il soit arabe, syrien ou autre, partout dans le monde.

LE CONFESIONNALISME ET LA CONSTRUCTION DE LA HAINE

Lorsqu'on aborde le confessionnalisme, il ne s'agit pas des structures sociales héritées d'un long passé. Sous cet angle, la Syrie n'est pas différente des autres pays du monde. Ce qui importe véritablement, c'est la nature du système politique et juridique dans le pays et sa volonté de neutraliser les différences héritées ou, au contraire, de les alimenter et les exacerber, voire les soulever les unes contre les autres. Le passé peut fournir des griefs susceptibles de mobiliser les identités communautaires et de les consolider, mais la confrontation entre identités est une conséquence de la politique du pouvoir et des polarisations qu'elle a provoquées.

Hafez al-Assad a compté dès le début de son règne, pour former ses services de sécurité, sur des hommes de confiance appartenant à sa communauté confessionnelle. Il était conscient de l'extrême importance de fidéliser ces services dans un pays connu pour l'instabilité de sa vie politique et la fréquence de ses coups d'État. Pour lui, il était clair que le défi n'était pas tant d'accéder au pouvoir, car plusieurs l'avaient fait avant lui sans grande difficulté, que de le préserver. Aussi a-t-il rapidement pris des mesures concernant la politisation de l'armée, d'abord en privant les politiques, y compris ses proches camarades baathistes, de tout contact avec l'armée, ensuite en mettant en place de nouvelles unités militaires dirigées par des personnes de son clan. Il était évident que ces unités étaient créées dans le seul but de sécuriser son régime. Avec le temps, l'armée a été piégée, car la répartition des postes sur une base confessionnelle a non

seulement entravé toute solidarité en son sein mais également alimenté la peur et la méfiance.

Une autre inquiétude pour Assad était l'existence d'une opposition politique, dont il avait connu le dynamisme dans les années 1950 et 1960. Pour l'affaiblir et la contenir, il multiplia les services de renseignement dirigés par ses proches et infiltrera les forces d'opposition, de même que toute la société, par des informateurs. Les tâches sécuritaires du parti Baath furent élargies aussi pour quadriller l'ensemble de la société. Des branches des services de renseignement furent établies dans les quartiers partout dans le pays, ainsi que des cellules dans les universités, les administrations publiques et les établissements économiques.

Les premiers hommes de confiance dans toutes ces structures étaient des membres de la famille Assad. Rifaat, le frère de Hafez, était le commandant des Brigades de défense, une formation militaire d'élite, la mieux équipée de l'armée syrienne et constituée essentiellement d'officiers et de soldats alaouites. Adnân Makhloûf, un cousin de l'épouse de Hafez, commandait la garde présidentielle. Cette structuration confessionnelle et clanique, sans précédent dans l'histoire contemporaine de la Syrie, est la première source des tensions communautaires dans une société qui se dirigeait avant Assad et l'ère baathiste vers la réduction des inégalités sociales et culturelles.

Il était normal dans ces conditions que la souveraineté du droit et les libertés politiques et culturelles régressent sérieusement jusqu'à disparaître, contrairement à ce qu'elles devraient être dans un État-nation à la fin du xx^e siècle. L'idéologie nationaliste abstraite et le principe d'union nationale (c'est-à-dire "tous unis derrière le leader historique Hafez al-Assad") masquaient la réalité du confessionnalisme et interdisaient de l'évoquer.

La personne sacrée du président était devenue le centre de la loyauté politique et le principe d'identification nationale. En se transformant en un parti politique, le Baath, l'arabité n'était plus un lien rassembleur, même entre Arabes syriens.

Mais tout en conservant la doctrine de l'arabité absolue, le régime de Hafez al-Assad a adopté une politique pragmatique envers les Kurdes. Tablant sur leur méfiance à l'égard de leurs voisins arabes de la région de la Djézireh, dans le nord-est du pays, accusés d'être favorables au régime

irakien, il a su les attirer politiquement tout en persistant dans la négation de leur existence en tant que peuple et culture. Ce qui nous intéresse dans cet exemple, c'est que la politique du régime a toujours consisté à monter des catégories de la population contre d'autres et qu'il a toujours investi dans les différences héritées pour diviser la population.

Son ultime priorité étant sa pérennité, toutes les questions primordiales comme l'intégration nationale, la récupération des territoires occupés, le progrès social et le développement de l'enseignement et de la justice, ont été reléguées au second plan, voire sacrifiées si elles risquaient de porter atteinte à la priorité des priorités. Les seuls éléments constants de l'ère assadienne étaient le gel de la vie politique, la paralysie de la vie sociale et la concentration du pouvoir dans les mains du président et de ses hommes.

Le blocage du dynamisme politique est susceptible d'activer les liens confessionnels et de les politiser sans même recourir délibérément au communautarisme. Que dire alors quand celui-ci est bel et bien à l'œuvre ? Que dire encore quand le clan au pouvoir affirme aux druzes et aux chrétiens qu'il les protège des fanatiques [sunnites⁴¹](#) ? Ou quand on pose la question suivante à un militant arménien syrien : "Si tu es arménien et chrétien, pourquoi t'opposes-tu à nous ?" Ce "nous" (désignant les Arméniens et les alaouites réunis) devant faire face à un ennemi commun : le musulman sunnite...

Cette politique a perduré des décennies et a causé une crise de confiance à plusieurs niveaux. Les Syriens se soupçonnent mutuellement, ont peur les uns des autres, et ne se sentent dans une relative sécurité qu'au sein de leurs groupes communautaires et parmi leurs proches. Le champ de confiance restreint est la famille, puis il s'élargit à la communauté confessionnelle ou ethnique. Les musulmans s'autocensurent en présence de chrétiens, et inversement. Les sunnites et les alaouites agissent de la même façon, ainsi que les Kurdes et les Arabes. Le "peuple syrien", en tant que tel, n'est pas un champ de confiance, ce qui revient à dire que "le peuple syrien n'existe pas".

Toutes les communautés ont ainsi développé un récit de suprématie ou de victimisation, avec des références anciennes ou récentes. Chacune se voit victime d'injustice de la part des "autres", et chacune se croit supérieure

aux autres. On a vu par exemple des étudiantes dans une école publique à Lattaquié, d'ascendance musulmane sunnite, alaouite et chrétienne, se renvoyer des clichés confessionnels et s'accuser mutuellement des pires méfaits. Les filles sunnites voilées traitaient les non voilées de dévergondées. Les non voilées qualifiaient les voilées de rétrogrades. Dans cette école (d'après une institutrice en 2010) comme au plan national, aucun effort n'est fait pour contrer les amalgames et les stéréotypes dangereux. Encore moins de volonté affichée pour promouvoir le respect des différences, de la diversité.

Cela est le résultat d'une politique pratiquée durant les quatre décennies du règne assadien, un exemple parmi tant d'autres de la crise de confiance nationale, souvent exprimée dans des récits de victimisation et de suprématie, en l'absence de toute substance réellement nationale dans la doctrine officielle.

En 1981, des femmes parachutistes rattachées aux Brigades de la défense de Rifaat al-Assad ont agressé des femmes damascènes dans la rue et leur ont arraché leurs voiles. Cette agression fut unanimement interprétée comme une manifestation de haine et de mépris pour le milieu social populaire auquel appartenaient les femmes voilées, jugé inférieur et arriéré⁴². Le confessionnalisme n'était pas étranger à cela. Étant donné la sensibilité du sujet, Hafez al-Assad lui-même fut contraint de faire une apparition télévisée pour présenter ses excuses et calmer les Damascènes.

En l'absence de mécanismes de régulation sociaux, culturels et politiques, la propagation des stéréotypes et des représentations simplistes réduit forcément la solidarité et l'empathie entre les différentes communautés et abaisse ainsi la valeur de la liberté et de la vie des autres. Puisqu'ils sont perçus comme rétrogrades, fanatiques ou dépravés, pourquoi hésiter à les persécuter, voire à les tuer ? Ces jugements activent des mécanismes psychiques prédisposant à la violence collective et aux massacres.

Parmi ces mécanismes, la généralisation d'une rumeur qui établit un rapport binaire d'exclusion entre communautés : "Si nous ne les tuons pas, ils nous tueront". Aussi étrange soit-elle et infondée dans l'histoire contemporaine de la Syrie, il semblerait que cette rumeur serve d'élément

d'identification communautaire et de distinction entre le “eux” et le “nous”. Elle relève d'une forme de communautarisme absolu qui s'apparente à l'arabité baathiste et qui aspire à imposer une homogénéité communautaire totale dont les implications sont le rejet d'autrui et le “bannissement” des dissidents. L'imaginaire du “meurtre selon l'identité” mène à ce confessionnalisme absolu.

La société syrienne manque d'associations libres, de partis politiques, de clubs de jeunes, d'espaces de débat publics qui transcendent les appartenances communautaires en donnant les moyens de faire face au communautarisme. Bien sûr, il existe des Syriens, beaucoup, qui se définissent d'abord comme Syriens, indépendamment de leurs origines religieuses. Cependant, leur “syrianité”, en général, est abstraite. Elle ressemble en quelque sorte à l'arabité absolue dans sa manière de niveler la diversité et de se couper des autres. Leur attitude puritaire à l'égard du confessionnalisme les conduit à éluder ses symptômes dans la réalité.

Autant la “branche Palestine” des services de renseignement symbolise l'instrumentalisation fasciste de l'arabité absolue, autant la prison de Palmyre incarne le croisement entre le confessionnalisme et la violence fasciste organisée tout au long des deux dernières décennies du règne de Hafez al-Assad. Il semblerait que cette prison, partiellement fermée en 2001, a été rouverte après la [révolution](#)⁴³.

Le régime recrutait souvent ses geôliers dans la communauté alaouite. Les responsables des prisons l'étaient systématiquement, tandis que la plupart des prisonniers étaient islamistes. La pratique systématique de la torture dans la prison de Palmyre a fait d'elle l'image de marque du pouvoir assadien. Elle révèle la nature du régime et dévoile sa face [démoniaque](#)⁴⁴.

L'un des signes les plus révélateurs du communautarisme depuis le déclenchement de la révolution fut l'apparition massive des [chabbîha](#)⁴⁵. Ils sont probablement à l'origine des massacres confessionnels les plus atroces, comme celui de Karm al-Zaytoun à Homs, le 11 mars 2012 et, de Houlé, le 25 mai 2012. Certes, ce genre de massacres, animés par la haine confessionnelle ou ethnique, n'est pas une spécificité syrienne. L'histoire contemporaine en a connu d'horribles, de l'Allemagne nazie au Rwanda en passant par l'ex-Yougoslavie. D'autres ont eu lieu dans notre voisinage

immédiat, en Irak et durant les guerres du Liban. Cependant, c'est en Syrie en ce moment et depuis quelques années que le communautarisme fait des milliers de victimes.

Or, comme sur d'autres questions de fond, les intellectuels syriens n'ont pas eu assez de courage pour lancer un débat public sur celle-ci. Bien au contraire, ils ont souvent affiché leur refus d'en débattre, intérieurisant les lignes rouges tracées par le régime, qui parvient ainsi à maintenir son emprise idéologique. Dans un pays où, depuis le début du règne assadien, le confessionnalisme est l'un des plus importants moyens de contrôle de la société, la transgression de ce tabou et la dénonciation de toutes les formes de manipulation communautaire sont indispensables pour l'élaboration d'une politique émancipatrice qui permette de s'en débarrasser.

LA NOUVELLE BOURGEOISIE ET SA CULTURE

Cette nouvelle bourgeoisie est surtout constituée des “fils des responsables” et de leurs proches, qui ont amassé leur fortune en faisant main basse sur l'économie du pays par l'intermédiaire de contrats léonins portant sur les grands projets et leur valant des commissions juteuses. Ils ont de même largement tiré profit, grâce à leur proximité avec le pouvoir, des ressources publiques en Syrie et, avant cela, au [Liban](#)⁴⁶. Rami Makhlouf, le cousin maternel de Bachar al-Assad et propriétaire de la société de téléphonie mobile Syriatel, est le symbole de cette classe. Deux mois après le début de la révolution, il a déclaré : “Nous avons décidé de nous battre jusqu’au [bout](#)⁴⁷.” Il incarne le mariage du pouvoir et de l'argent, et représente les dizaines de requins qui forment un club fermé dont les principales institutions financières sont l'entreprise Cham Holding (Makhlouf lui-même est le vice-président de son conseil d'administration) et Syria Holding. L'idéologie de cette classe se résume dans ce slogan, “Développement et modernisation”, qui est également la devise adoptée par Bachar pour qualifier son règne. Cependant, quand on examine ce qu'elle recouvre, on constate qu'elle est foncièrement réactionnaire et

conservatrice. Invoquée pour la première fois durant le “printemps de Damas”, au début des années 2000, pour contrer les revendications de réformes politiques, elle visait tout simplement à maquiller le visage du régime par un semblant “moderne”. Une autre devise, “Stabilité et continuité”, a fait son apparition presque au même moment. Ainsi le “développement et [la] modernisation” dépendaient de la “stabilité” qui, elle, est assurée par la “continuité”, c'est-à-dire la succession du père par le fils.

Cette idéologie prétendument nouvelle convenait à Bachar al-Assad et son épouse, Asmâ’ al-Akhras : tous les deux sont “modernes” et élégants, parlent une langue étrangère, savent utiliser l'ordinateur et sont familiers de la musique occidentale.

Tout en étant étroitement liée au régime et faisant partie de son noyau dur, la nouvelle bourgeoisie regroupe une partie non négligeable de l'ancienne, qui a été recyclée et intégrée en faisant allégeance à la nouvelle⁴⁸. Elle se caractérise, en plus de sa relation organique au pouvoir politique, par une gestion familiale de ses affaires⁴⁹. C'est la raison pour laquelle elle est la plus acharnée dans sa loyauté à l'égard du régime et dans son hostilité à toute opposition. Le journal *Al-Watan* et la chaîne par satellite Al-Dunya, qui sont aussi “indépendants” que leur propriétaire, Rami Makhlouf, sont les médias les plus fascistes en Syrie, au point de prendre le pas sur les médias officiels.

Après le retrait forcé du régime syrien du Liban au printemps 2005, cette classe a eu besoin d'un Liban alternatif, interne. D'où l'annonce dans le congrès annuel du Baath, dès l'été 2005, du passage à l’“économie sociale de marché”. Cela ne signifiait rien d'autre qu'une libéralisation économique en faveur de la nouvelle bourgeoisie, sans réformes politiques ni juridiques. Et on a vu comment ce néolibéralisme dans le cadre d'une dictature à caractère totalitaire s'est naturellement transformé en fascisme face au soulèvement des gens ordinaires.

Le régime de Bachar n'est qu'un état-major de cette classe, pour utiliser un vocabulaire marxiste, et cet état-major dirige la guerre contre les gens ordinaires depuis plus d'un an. Rami Makhlouf, lui, a été contraint de faire une apparition médiatique en août 2011 pour annoncer qu'il allait se

consacrer à une fondation caritative. Si sa conversion n'est pas effective, l'événement illustre quand même la fusion entre pouvoir et grandes fortunes.

Notons qu'à la faveur de la libéralisation économique, le régime a facilité les voyages à l'[étranger](#)⁵⁰, ainsi que l'entrée et la circulation des étrangers sur le territoire. Il a en plus relâché son contrôle de l'espace public virtuel. Et depuis lors, le parti Baath et ses "organisations populaires" n'ont plus fait le poids face à la nouvelle classe. Les cadres du Baath et des organisations satellites, souvent moustachus, au regard fuyant, aux origines rurales et aux apparences démodées, qui occupaient la scène publique au temps du père, ont été remplacés par la nouvelle génération de nouveaux riches et des professionnels libéraux de la classe moyenne, "développés et modernes". Ils sont à l'image de Bachar al-Assad, ils ont son âge ou sont un peu plus jeunes, ils ont étudié dans des universités occidentales et sont élégants. Ils enseignent dans des universités privées ou occupent des postes importants dans les nouvelles banques. Ils dirigent des journaux et des magazines "indépendants" ou sont propriétaires de restaurants et de cafés branchés. Mais bien qu'ils soient ouverts sur le monde, l'Occident surtout, ils sont extrêmement obtus à l'intérieur du pays, méprisants et viscéralement hostiles aux catégories les plus démunies de la société, celles qui ont lancé la révolution.

Une privatisation partielle de la violence contre-révolutionnaire a lieu aujourd'hui, qui n'est pas sans rapport avec l'émergence de la nouvelle bourgeoisie et sa position "éminente" au sein du pouvoir. Ce ne sont pas seulement les *chabbîha* qui l'illustrent, mais aussi les commanditaires de cette violence. C'est aussi un signe du déclin des organisations du parti Baath (étudiants, jeunesse baathiste, travailleurs, etc.) qui avaient activement contribué à la répression dans les années 1980.

La modernisation sous le règne de Bachar et la montée de la nouvelle bourgeoisie ont facilité la propagation en Syrie, durant la dernière décennie, de l'idéologie moderniste qui s'était répandue mondialement et dans le monde arabe après la chute de l'Union soviétique.

Il s'agit surtout d'un concept ambigu qui fait référence à ce que doivent être les modes de vie, le comportement et la pensée modernes, par

opposition à d'autres modes, considérés comme archaïques. En outre on y réduit de plus en plus la modernité et la tradition à la seule culture, la culture à sa composante constante, puis celle-ci à la religion, la religion à l'islam et l'islam au seul islam sunnite.

Trois caractéristiques fondamentales définissent le “modernisme” de la nouvelle bourgeoisie. La première est le désintérêt total pour les questions éthiques – la justice, la liberté, l'égalité, la dignité humaine, le respect mutuel entre les gens – en faveur de principes sans contenu éthique : la laïcité, la rationalité, les lumières, la modernité.

La deuxième est le refus radical de tenir compte des problèmes de la pauvreté, du chômage, de la marginalisation, de la qualité de vie et de l'analphabétisme.

La troisième est la proximité avec le pouvoir politique. Les nouveaux bourgeois ne cachent pas leur hostilité à la démocratie, décrite comme une “démocratie du nombre” ou considérée comme un subterfuge pour la domination de la majorité, ou encore comme une atteinte à l'autorité de l'État. Trois représentations de la démocratie qui s'apparentent au discours fasciste...

Les nouveaux bourgeois prétendent que nos problèmes politiques et sociaux sont dus à l'arriération culturelle de la société, à sa débilité mentale, son irrationalité, sa violence innée. Ils n'auraient rien à voir avec le despotisme, la corruption, la férocité des services de renseignement. Ils n'auraient pas non plus de rapport avec la monopolisation des ressources nationales par une classe dominante, ni avec la pauvreté, le chômage et la médiocrité de l'enseignement. C'est pourquoi la vie, la liberté et la dignité des gens ordinaires, qualifiés de fanatiques et de rétrogrades, ont peu de valeur. Si ce jugement n'est pas l'unique raison qui a poussé le régime à massacer froidement autant de Syriens, on peut gager que toute cette hostilité et cette dévalorisation y ont largement contribué. Ce “modernisme”-là est l'idéologie offensive de la nouvelle bourgeoisie face aux gens ordinaires dans le but de s'approprier le pouvoir et la richesse. Il justifie et prolonge la violence exercée contre eux par les services de renseignement.

Dans l'histoire contemporaine de la Syrie, le modernisme était porté par une alliance des élites issues des petites bourgeoisies urbaines et rurales qui avaient pour idéologie l'arabité absolue combinée au socialisme. Cette alliance s'est affirmée de haute lutte dans les années 1960 en revendiquant de profondes réformes sociales et en se servant d'un discours anti-israélien. Aujourd'hui, la guerre sociale de la nouvelle bourgeoisie n'a d'autre objectif que de garantir les priviléges d'une petite minorité de riches, et elle substitue à Israël les salafistes et Al-Qaida dans sa rhétorique démagogique. C'est la raison pour laquelle les idéologues défendant le régime sont à présent rarement baathistes. Ce sont en majorité des cadres professionnels de la génération de Bachar al-Assad, "Syriens absous" (et non plus "Arabes absous"), comme ceux de la chaîne de télévision Al-Dunya, qui expriment ouvertement leur mépris des Arabes du Golfe.

On trouve un échantillon de la "pensée sociale" de la nouvelle bourgeoisie dans un article écrit par un ingénieur sur la croissance démographique dans la région de la Djézireh (au nord-est de la Syrie) : "Soyons francs, nous ne serons pas prêts à offrir à des gens non civilisés, qui font 8 à 15 enfants, des subventions de notre budget tant qu'ils ne se comporteront pas de manière rationnelle, logique et sage. Ils sont responsables de leur pauvreté car ils ont gaspillé leur argent en concevant et en « pondant » des enfants. En offrant des paniers alimentaires à ces gens [qui ont historiquement été traités comme des colonisés et qui ont subi quatre mauvaises saisons agricoles entre 2006 et 2010], le gouvernement utilise nos ressources et nous avons le droit de protester [...] et de réclamer que les donations soient conditionnées par le changement de leur comportement destructeur". Il poursuit en considérant que la croissance démographique dans les régions orientales de la Syrie est le résultat de "l'absence de conscience et de culture", et décide que "nous ne voulons pas que notre beau pays soit appauvri et que les foules sans emploi se transforment en groupes de tueurs et de bandits ou de mendians sur les routes [...]. Nous appelons donc à des mesures strictes sans considérations émotionnelles, religieuses, tribales ou [régionales⁵¹](#)".

Tous les éléments de la pensée fasciste sont présents dans ce passage. Les gens ordinaires sont les seuls responsables de leur condition misérable, le

darwinisme social est la solution, il faut sévir.

Rien ne semble affecter les bonnes relations entre certains grands officiers des services de renseignement (surtout ceux qui portent le titre de “docteur”) et les intellectuels qui défendent cette étrange idéologie moderniste. L’un de ces derniers a même fait publiquement l’elogie de ces officiers qui ont, selon lui, aidé au développement d’une “cellule culturelle laïque et moderniste”. Son article intitulé “La défense de la vérité, des services de renseignement syriens et le silence suspect des intellectuels” est sous-tendu de bout en bout par sa haine de l’islam⁵². Il est fort désolant de constater que des intellectuels de renom faisaient partie de cette cellule, soudée par la haine obsessionnelle de l’islam et l’attachement à une modernité dénuée de toute valeur morale. Le contenu réactionnaire de leur doctrine n’était pas dissimulé avant les soulèvements populaires arabes mais il s’est révélé ensuite carrément fasciste, notamment depuis le déclenchement de la révolution syrienne.

Cette troisième racine du fascisme syrien contribue avec les deux premières (l’arabité absolue et le confessionnalisme) à justifier toutes les atteintes à la vie et à la dignité des plus démunis qui “se reproduisent comme des lapins et vivent dans des zones illégales et sales qui entachent la civilisation de ce beau pays” (télévision officielle syrienne, le 12 avril 2012).

On devine aisément que la peur du changement est à l’arrière-plan de l’alliance entre la nouvelle bourgeoisie, les services de renseignement et les idéologues du modernisme. La nouvelle bourgeoisie glorifie la stabilité et la sécurité, les services de renseignement les garantissent et les idéologues défendent l’idée que les foules arriérées ne méritent pas la démocratie. Pour éviter la montée en puissance de ces foules dangereuses, l’un des grands idéologues du modernisme avait proposé d’empêcher les analphabètes de voter. Selon lui, le problème résidait davantage dans les esprits incultes que dans l’absence d’élections libres⁵³. Cette théorie s’est répandue après le 11 septembre 2001 parmi de nombreux intellectuels syriens, dont la plupart sont aujourd’hui plus ou moins proches du régime.

Dans le contexte syrien actuel, le modernisme sert à justifier des positions contre-révolutionnaires. Qualifier les manifestants d’“arriérés” ou

de “salafistes” légitimait la violence exercée contre eux ou du moins la rendait tolérable. Ils sont “arriérés” par référence aux quartiers pauvres et aux bidonvilles où ils vivent et à leur modeste niveau d’éducation. Et ils sont “salafistes” parce qu’ils se rassemblaient dans les mosquées avant de manifester. Mélange de mépris social et de confessionnalisme, amalgame classe/confession, racisme fondé sur des bases culturelles créées de toutes pièces, que résume le mot “[racaille⁵⁴](#)”, qu’on entend souvent dans des émissions télévisées.

CONCLUSIONS

L’arabité absolue, en tant que structure mentale, est à la base du fascisme syrien. Le confessionnalisme le nourrit d’émotions et de passions. La défense des priviléges de la classe bourgeoise est sa finalité.

Pour en finir avec l’arabité absolue, il faut s’en tenir à une conception constitutionnelle de la nation, qui reconnaît la diversité interne de notre société, s’ouvre au monde et respecte la liberté des individus et leur autonomie. Le slogan “La Syrie d’abord” est inadéquat et “La Syrie au-dessus de tous”, une variation sur un thème nazi.

Il faut déminer le champ confessionnel, non en occultant le problème mais, au contraire, en le posant dans le débat public. La priorité doit être donnée à l’instauration de garde-fous institutionnels, légaux et intellectuels pour empêcher l’immixtion du confessionnalisme dans l’État. Et cela doit être accompagné de la diffusion d’une culture anti-confessionnelle, les intellectuels ayant à assumer pleinement leurs responsabilités dans ce combat.

Le régime assadien ne gouverne pas la Syrie par la seule force brutale, mais également par l’hégémonie idéologique qui a interdit de poser certains problèmes et d’en débattre publiquement. Notre résistance à ce régime n’aboutira que si nous déconstruisons cette hégémonie, transgressons les tabous qu’elle nous a imposés et explorons les origines de son fascisme. Celui-ci n’est pas l’apanage du pouvoir assadien, ni d’une communauté

précise. Toute idéologie communautariste le porte en elle, notamment le salafisme en milieu sunnite.

Enfin, il va falloir briser l'union sacrée entre le pouvoir et la richesse et se diriger vers une économie du travail dont les acteurs soient en mesure de s'organiser librement, dans un cadre démocratique, pour défendre leurs droits face au capital.

La culture et la pensée critique ont un rôle politique considérable à jouer dans la résistance à la domination et dans la défense des plus faibles. Ce qui implique une haute exigence morale de la part des intellectuels, aussi bien entre eux qu'envers les autres.

LA MONTÉE DU NIHILISME GUERRIER EN SYRIE

Damas, mai 2012

Cet article tente d'explorer, à la lumière d'une révolution qui se poursuit depuis plus de quatorze mois, les origines de l'émergente structure nihiliste en Syrie, à savoir la violence excessive, la religiosité sévère et la perte de confiance dans le monde. La confluence de ces trois éléments est en passe d'engendrer un mouvement nihiliste islamique de type "Al-Qaida". Les risques de voir ce nihilisme se propager augmentent à mesure que les conditions qui génèrent ces trois éléments se perpétuent et que les résistances sociales supposées y faire face s'amenuisent.

Dans le contexte syrien et plus généralement arabe, les tendances nihilistes dans leurs formes les plus radicales et les plus négatrices ont la particularité d'avoir adopté l'islam comme matrice. Cet article tentera de clarifier ce point tout en abordant le "nihilisme révolutionnaire" qui cherche à bouleverser l'ordre actuel et le nihilisme combattant qui compte sur les armes pour changer la "réalité".

1

Depuis quatorze mois se déroulent trois processus qui favorisent les dispositions nihilistes.

Le premier est la violence inouïe du régime Assad : les assassinats, la torture, les bombardements aveugles, les massacres, le déplacement des populations, la destruction des habitations, les viols, les exécutions arbitraires, parfois par le feu. Cela soulève, dans les milieux sunnites en

particulier, un sentiment de colère mêlé à de la sidération car leurs membres se sentent ciblés par le régime de la façon la plus virulente et la plus destructrice qui soit. Ce sentiment nourrit une conviction croissante que ce régime à la violence sans bornes ne tombera que par la violence.

Un an après la révolution, la société syrienne est devenue l'exemple même d'une société violentée, longtemps traitée avec cruauté, n'ayant plus confiance en personne et dont les franges les plus vulnérables et les plus exposées sont susceptibles de répondre à la violence par la violence et la mort. Cette réponse n'est pas seulement une réaction de l'agressé contre l'agresseur ou un châtiment mérité à ses yeux, mais aussi l'expression de la dignité et de l'honneur bafoués.

Le deuxième processus a trait au spectacle conflictuel offert par l'opposition politique syrienne. Le problème ne réside pas dans la divergence des orientations et des positions, ni dans la division des groupes de l'opposition et encore moins dans leur incapacité à hâter le changement dans le pays. Il concerne plutôt deux aspects bien précis : les dissensions permanentes sans autre raison que les ambitions personnelles et la médiocrité de la plupart des représentants de l'opposition, qui manquent de consistance et de vision collective. Il en résulte une perte de confiance dans tous les opposants et leur remise en cause sans exception, accusés au mieux d'impuissance et de désinvolture, au pire d'être de méprisables infiltrés envoyés par le régime dans les rangs de l'opposition, comme les décrivent certains activistes de la révolution. Cela a poussé les révolutionnaires locaux à ne compter que sur eux-mêmes. La marche de la révolution tout au long de l'année a été un cheminement des sociétés locales vers l'exercice de la politique, l'expression libre et l'appropriation de l'espace public, non seulement en affrontant le régime mais en s'opposant aussi aux formations politiques de l'opposition. Il n'est pas rare de voir celles-ci décriées et accusées de mensonge, de corruption et de convoitise du pouvoir.

Le troisième processus a pour cause la paralysie régionale et internationale face à la situation en Syrie depuis plus d'une année. Certains États arabes et bien d'autres ont pourtant été très clairs en dénonçant à maintes reprises la répression féroce du régime, ce qui a été perçu par la plupart des Syriens comme une prise de position solidaire de leur combat et

de leurs sacrifices. Ces mêmes Syriens voyaient venir la fin du régime alors que rien n'a été fait pour arrêter la tuerie et que de nombreux pays disaient en fait la chose et son contraire. Le régime a tiré profit de cette paralysie et de ces contradictions et poursuivi sa sanglante répression dans une totale impunité. D'où le sentiment très répandu dans le pays d'être abandonnés par le monde entier, voire d'être la victime d'une conspiration universelle. Les Syriens ont en mémoire de douloureux souvenirs qui renforcent leur méfiance vis-à-vis du monde, et de l'Occident en particulier.

2

L'impact de ces trois processus a entamé la confiance des Syriens en une quelconque force existante. Cela s'est reflété dans les banderoles et les slogans exprimant les états d'âme des manifestants. Le 17 février 2012, durant le siège et le bombardement de Baba Amr à Homs, la "ville occupée de Kafranbel" a déployé ce message : "Vous nous prenez pour des dupes ? Tandis que des rivières de notre sang coulent, vous jouez et échangez les rôles du bien et du mal ! Le monde entier est fourbe et perfide !" Le terme "occupée" que s'attribue la commune de Kafranbel, entre bien d'autres, renvoie à un contexte politique et psychologique dans lequel la révolution est considérée comme une libération d'une occupation étrangère.

Le fameux slogan "Ô Dieu, nous n'avons que Toi, Dieu", apparu dès l'été 2011, correspondait aussi à un fort sentiment d'isolement et d'abandon. Le 17 mars 2012, lorsque les manifestants ont scandé durant les funérailles de leurs martyrs tombés la veille à Raqqa "Ô Dieu, Ton peuple est désarmé", ils ont en peu de mots proclamé qu'ils sont le peuple de Dieu et qu'ils sont désemparés face à un régime assassin, armé et hostile. En somme, leur salut en tant que "peuple de Dieu non armé" viendrait en s'armant.

Avant cela, le 14 octobre 2011, "Kafranbel occupée" avait brandi une banderole alliant le comique et le dramatique qui deviendrait célèbre : "À bas le régime et l'opposition, à bas la nation arabe et islamique, à bas le

Conseil de sécurité, à bas le monde entier !” Cette commune était auparavant “inconnue”, comme la Syrie tout entière. Elle exprimait de la sorte un rejet de toute forme de discrimination positive au bénéfice de quiconque. Toutes sont maléfiques ou complices ou sans intérêt. Au bout d'une année de révolution, une autre banderole très significative a été brandie dans la commune de Binich, qui ne diffère pas beaucoup de Kafranbel d'un point de vue social et culturel. Cette fois, le message est dénué d'humour et plus radical et sombre : “À bas les comités de coordination et les conseils, à bas les traîtres du Conseil national, à bas la page principale de la révolution syrienne [la page Facebook sur laquelle se déroulaient les votes des slogans des manifestations du vendredi], à bas la Coalition des coordinations et le Comité national de la révolution !” Ce qui distingue cette banderole, c'est sa proclamation radicale d'un manque total de confiance en toute l'opposition, y compris des formations créées au sein de la révolution ou en rapport avec elle. Cela n'était pas tant l'expression d'un désespoir résigné que celle d'une colère, d'une méfiance à l'égard de ces formations aux noms ronflants et peu fiables plutôt qu'une annonce de renonciation à la lutte. Selon certaines informations, ceux qui cessaient de manifester prenaient les armes. La colère, la détermination à poursuivre le combat et le recours aux armes devaient peu à peu, une fois combinés, transformer le conflit en entreprise nihiliste avec pour seule perspective tuer ou être tué. Le régime a depuis le début de la révolution combattu avec cette mentalité.

3

Il nous semble que le morcellement inévitable des activités de la révolution contribue à propager l'esprit nihiliste : méfiance généralisée, propension à la violence et radicalisation religieuse. Cela résulte du caractère extrêmement décentralisé de la révolution et des séquelles de plusieurs décennies de despotisme. Car il faut garder à l'esprit que, pendant près d'un demi-siècle, le régime a divisé et isolé la société. Et dès le début de la

révolution, il s'est efforcé avec une terrible détermination d'empêcher tout rassemblement protestataire sur les places centrales. La convergence des multiples flux de la révolution est ainsi devenue impossible, et avec elles les opportunités de débats, d'échanges d'opinions et de confiance entre les manifestants.

La radicalisation religieuse confère un caractère absolu au conflit et légitime le recours à la violence. Celle-ci est conçue comme un djihad contre un régime impie, et la mort potentielle du combattant comme un martyre. L’“islam” peut être interprété de manière à répondre aux velléités de rupture totale et de délégitimation d'une entité ennemie jugée mécréante⁵⁵. Le salafisme djihadiste prône précisément un genre d'islam apte à satisfaire ces attentes. Le fractionnement des formations combattantes et leurs déficits en termes d'organisation, d'efficacité et de leadership rassembleur jouent en faveur des groupes extrémistes⁵⁶.

À la perte de confiance, au morcellement et à la multiplication d'îlots isolés s'ajoute une vision confuse de la trajectoire de la révolution et du devenir national. C'est le résultat de l'impasse dans laquelle se trouve la Syrie depuis plus d'un an et de la méfiance justifiée à l'égard des élites politiques et culturelles. La perplexité et la confusion incitent à l'action directe et au mépris des idées, de la politique, des programmes, des prévisions, des intellectuels et des hommes politiques. Elles peuvent néanmoins satisfaire certains segments de la population, étrangers et indifférents aux débats intellectuels et avides d'une transformation immédiate de la réalité, notamment par la violence. C'est ce qui est proposé par les islamistes intégristes, dont le bagage intellectuel consiste en quelques recettes pratiques prêtées à l'emploi, clés en main. On sait d'ailleurs à quel point ils sont hostiles à bien des aspects du patrimoine culturel islamique.

Étant donné que l'arabité paye le prix de son usage en tant que doctrine officielle du régime, l’“islam” récupère à lui seul ceux qui ont retiré leur confiance au régime, aux Arabes et au monde entier. Le vendredi 6 avril 2012 était marqué sur une banderole dans la commune de Tafs, à Deraa : “Nous emmerdons tous les Arabes / Dieu tout-puissant est avec nous !” Loin de constituer une énième diatribe des Arabes contre eux-

mêmes, il s'agissait d'un nouveau pas dans le recours au "Dieu tout-puissant", et à lui seul. Ce vendredi-là avait été nommé "La conquête appartient à celui qui est prêt à conquérir", en écho à un *hadîth* attribué au prophète Muhammad. Rien que ce nom révèle, dans l'esprit de ceux qui l'ont donné, l'articulation de la religion avec la violence, c'est-à-dire le *djihad* (ce qui n'empêche pas de demander le soutien financier des riches États du Golfe !).

Ce n'est qu'après s'être égossillés dans l'angoisse et la détresse : "Où sont les Arabes ? Où sont les musulmans ? Où est le monde ?", que des pans entiers de la société ont décidé que toutes les forces politiques sont corrompues, comploteuses et maléfiques, que toutes les forces en présence, arabes et internationales, sont incapables de les aider, voire complices, et qu'il n'existe d'autre moyen de tenir tête à ce régime sans foi ni loi que la violence. Si le recours aux armes n'est pas encore systématique, l'idée de répondre à la violence par la violence se répand. Après les diatribes politiques, l'éloge des armes. À la fin de l'année dernière, on entendait déjà à Hama et dans la région de Jabal al-Zawiya : "Non au pacifisme, oui aux tirs de balles." Cette tendance ne cesse de s'affirmer dans de nombreux milieux de la société, en particulier parmi les musulmans sunnites, sans que la militarisation de la révolution soit leur choix initial, ni une préférence idéologique ou politique déclarée.

Il faut ici préciser qu'il n'y a aucune similitude entre résistance armée contre le régime et nihilisme. En réalité, la forme prédominante de résistance violente n'est pas nihiliste, elle n'est pas due à une perte de sens, ni à une doctrine religieuse. C'est une violence défensive, relativement organisée, dont l'orientation générale est plutôt nationaliste même si la plupart de ceux qui la pratiquent sont des croyants. L'Armée syrienne libre, qui, par les origines de ses chefs et de ses bataillons, est loin d'être nihiliste, est le cadre général de cette résistance armée. Plus encore, nous estimons que reconnaître la légitimité de l'Armée libre et l'aider à s'organiser politiquement peut faire barrage à la montée des tendances nihilistes guerrières. *A contrario*, si ce processus laborieusement en cours aujourd'hui venait à échouer, si l'Armée libre se désintégrait, nous irions vers une

propagation de l'esprit d'Al-Qaida. Le nihilisme ne naît pas de la résistance violente et organisée contre le régime mais bien de son éventuel échec.

4

La prédisposition nihiliste n'est pas incompatible avec une inclination pour la religion dans ses versions les plus fondamentalistes et les plus strictes. Cette forme de nihilisme se répand dans une société qui a perdu confiance dans toutes les instances modernes de régulation, qu'elles soient politiques, culturelles, juridiques ou institutionnelles, y compris ce qu'on appelle la "communauté internationale". Le rejet de tout intermédiaire entre l'homme et Dieu, ou la parole divine littéralement comprise, est la caractéristique distinctive du fondamentalisme islamique. La séduction du courant wahhabite réside dans cette négation radicale de tout intermédiaire, donc de l'histoire, et elle se renforce à mesure que se perd la confiance dans le monde qui nous entoure⁵⁷. La notion d'apostasie, si présente dans la pensée islamique en général et dans les courants wahhabites en particulier, est à la base, aux plans religieux et existentiel, du nihilisme et de la négation du monde. Il y a dans l'islam contemporain (et passablement dans l'islam tout court⁵⁸) une forte propension au nihilisme, surtout depuis que les musulmans ont été intégrés dans la "modernité" en position de faiblesse et de passivité⁵⁹. Depuis, et en réalité même avant, l'islam a tendu à minimiser la valeur de l'existence dans une histoire en mutation pour se replier sur ce qui est supposé être l'essence immuable des musulmans et qui correspond également à leur puissance et à leur grandeur du temps de leur "âge d'or" révolu. La dévalorisation de l'existence réelle est une constante de tout nihilisme. Nous pouvons dire que ce nihilisme est celui d'un "excès de sens", contrairement au "déficit de sens" auquel est attribué le nihilisme européen. Mais la question semble être plus étroitement liée à un antagonisme total entre le "sens" et le "monde".

Pour beaucoup de nos concitoyens, le monde contemporain en tant que réalité matérielle est impossible à imaginer, dépourvu de sens et invivable.

Il est normal par conséquent de le rejeter tout comme il est justifié de le renverser, voire de l'anéantir. Cela convient aux idéologues islamistes avides de pouvoir, qui cherchent à monopoliser le sens de l'islam et son interprétation afin de réaliser leur objectif.

Notre nihilisme a donc la même origine que les autres, c'est-à-dire le non-sens radical du monde, même si la coloration spécifique du nihilisme arabe contemporain est [islamique⁶⁰](#) et même s'il est enclin à une violence absolue ou à un "terrorisme" qui le rapproche du nihilisme russe de la fin du XIX^e siècle. Ce qui distingue en général les islamistes à notre époque, que ce soit la dévalorisation de la totalité des intermédiaires culturels et politiques et leur réduction à de simples outils et procédures, ou la limitation du sens au seul "islam", relève au fond de ce capital nihiliste constant. Dieu, Allah, est resté à l'écart de la modernité, et la pensée islamique n'a pas pris acte de cette transformation historique majeure que nul ne doit nier quoi qu'il en pense. D'où en général le penchant des islamistes pour la violence, qui s'inscrit dans le droit-fil de leur vision d'un monde vide de sens.

Puisque la notion de djihad allie religion et violence et que l'islam est le ressort intellectuel de la perte de confiance dans le monde, le nihilisme islamiste est parfaitement incarné par les mouvements djihadistes. Al-Qaida en est le parfait exemple, car elle cristallise cette radicalité dans la négation du sens d'un monde considéré comme "judéo-croisé", corrompu et décadent, et incarne le djihad, cette fusion de l'islam et de la guerre.

Les rivalités entre les différentes tendances nihilistes dans la société syrienne jouent en faveur des islamistes fondamentalistes, en particulier les salafistes djihadistes au détriment des Frères musulmans traditionnels, qui suscitent de la méfiance. Certes, le courant des Frères nie les médiations mais de façon beaucoup moins radicale que les salafistes et les wahhabites. Il est par conséquent probable qu'il se retrouve en conflit avec le nihilisme montant en Syrie et, d'une certaine façon, qu'il en soit la victime. D'ailleurs les salafistes djihadistes le considèrent comme [laïque⁶¹](#).

Toutefois, la montée du nihilisme en Syrie ne se fait pas sans résistance. Elle est contrée et limitée par les traditions des sociétés locales. L'islam populaire en est le référent de base, et il est plus prégnant et plus en adéquation avec la vie des gens que les versions plus rigoristes et fondamentalistes de l'[islam](#)⁶². Ces dernières, contrairement à l'islam populaire, reposent sur l'invocation d'un sentiment de culpabilité et la prise en défaut du commun des croyants, surtout dans un contexte de désintégration et d'écrasement comme celui d'aujourd'hui.

L'ascension du nihilisme est également freinée par le dynamisme de la société syrienne et sa persévérance dans son opposition au régime de diverses manières, civiques et pacifiques. L'esprit général de la révolution est résolument temporel, vivant, aspirant à l'émancipation et à la dignité humaine. Il constitue en soi une garantie contre le djihadisme nihiliste quel que soit l'attachement populaire à la [religion](#)⁶³. Il me semble que les chances de propagation des tendances nihilistes resteront réduites aussi longtemps que la révolution se poursuivra. Seule sa défaite, y compris militaire, c'est-à-dire un sérieux revers de l'Armée libre, pourrait favoriser les islamistes [nihilistes](#)⁶⁴.

L'esprit de la révolution ouvre des champs de possibilités à différentes orientations, telles que les courants non violents, les islamistes non violents, les forces laïques... Ce sont là des contrepoids conséquents au nihilisme. L'apport des laïques dans la révolution syrienne est très important si l'on fait abstraction de leur dispersion – et des coups portés à la laïcité par un laïcisme sectaire rallié au régime.

Aujourd'hui, notre nihilisme est encore faible et réversible si toutefois l'atmosphère générale se détend et les bains de sang s'arrêtent. Sinon, aussi longtemps que les trois processus évoqués au début de cet article perdureront : une violence aveugle de la part du régime, une performance médiocre de la part de l'opposition et une absence d'initiatives internationales au regard de la tragédie syrienne, sans oublier la fragmentation géographique et idéologique de la révolution, on peut s'attendre à un affaiblissement continu des résistances capables de mettre un frein à la montée en puissance du nihilisme.

Mais pourquoi parlons-nous d'un nihilisme guerrier au lieu de parler de terrorisme ou de terrorisme islamiste ? En vérité ce sont les polémiques occidentales autour de la notion de "terrorisme", déjà avant le 11 septembre 2001 mais surtout après, qui en ont dénaturé le sens de deux manières complémentaires.

La première est le refus de considérer les causes du terrorisme, sous prétexte que cela lui donnerait une certaine justification ou légitimité. La seconde est l'établissement d'un lien primordial entre le terrorisme et l'islam de sorte que le premier, *a priori* acausal, soit le fait ou le fruit du second. D'ailleurs l'expression "terrorisme islamique" tant usitée dans les milieux occidentaux suffit à illustrer ce lien établi *de facto* entre les deux mots.

Cette approche ne permet pas de comprendre ce phénomène historique déjà connu en Europe, pratiqué par des Européens à une échelle plus importante qu'ailleurs. Elle ne favorise pas non plus l'élaboration de politiques efficaces pour contrer les tendances nihilistes qui émergent çà et là, dans des terrains culturels et intellectuels divers autour de la planète. Il est plus que jamais nécessaire d'analyser sérieusement ce phénomène pour y apporter les réponses idoines. Refuser une telle analyse n'a d'autre raison que la volonté de dénier toute responsabilité européenne ou occidentale dans certains problèmes actuels. Et ce déni n'est pas moins aberrant que la propension de beaucoup d'Arabes et de musulmans à faire porter la responsabilité de tous leurs malheurs à l'Occident. Le sort de la Palestine et de son peuple illustre parfaitement mon propos.

C'est en particulier l'islam sunnite qui est désigné quand on relie l'islam au terrorisme, et cela est dû au fait qu'il est majoritaire dans le monde arabe et musulman, dominant historiquement et le plus identifié à l'histoire de l'islam et à son expansion mondiale. Il est aussi visé parce que les

organisations sunnites, en particulier Al-Qaida, sont l'incarnation la plus manifeste du nihilisme islamiste négateur du monde.

Si l'on repense la notion de terrorisme comme une pratique aveugle de la violence, motivée par le sentiment d'injustice et de discrimination, la solitude et la haine du monde, on peut alors parler de tendances nihilistes révolutionnaires ou terroristes en Syrie aujourd'hui. Il s'agit d'actes violents, sauvages, appelés à se multiplier sur fond de répression terroriste illimitée du régime. Des procédés qui se réclament de l'islam, seule référence d'une population abandonnée à son sort, n'ayant plus confiance en aucune force existante à l'échelle locale ou internationale.

En même temps, il n'est pas faux de qualifier le terrorisme du régime de nihiliste. C'est même le protagoniste le plus nihiliste en Syrie, non seulement du fait de son exercice aveugle de la violence contre les civils mais surtout compte tenu de son attitude négatrice du monde qui s'enracine dans la version baathiste du nationalisme arabe, ou "arabisme absolu".

Le régime fonde son pouvoir absolu sur ce principe que le monde n'est pas digne de confiance. C'est la justification psychologique et politique idéale de sa "gouvernance", car si le monde est maléfique, tout comme les ennemis de l'intérieur, il devient légitime d'éliminer ces derniers par tous les moyens et d'isoler la société dans son ensemble de l'adversité mondiale – à part évidemment les dirigeants du pays, supposés être la pure incarnation du nationalisme et de l'incorruptibilité.

Le nihilisme du régime contribue, comme toute tendance nihiliste, à dévaloriser la réalité au profit d'une essence arabe éternelle ou de causes fatidiques dissociées de la vie des gens. Cela permet de garder une emprise sur la conscience collective, de déconnecter les gouvernés de leurs conditions de vie, donc de les mettre dans l'incapacité de les changer. Il faut dire qu'il a réussi dans cette besogne, profitant en partie de l'inertie des intellectuels. La liberté ne peut pas se construire à partir d'une représentation essentialiste de soi, fût-elle arabe ou islamique ou autre⁶⁵.

Le nihilisme du régime est toutefois fallacieux et trompeur dans la mesure où il n'émane pas d'une profonde conviction que le monde (en tant que champ politique international ou que réalité vécue) est incontestablement corrompu et que ses adversaires politiques sont

véritablement des traîtres. Il ne croit même pas, contrairement à ce que prétend la doctrine des services de renseignement, que la société est corrompue, arriérée et intégriste. Ces jugements ne sont que des allégations qui lui servent à garder le pouvoir éternellement, à l'inverse du nihilisme islamiste contemporain ou autre.

Ce subterfuge apparaît clairement dans les slogans des *chabbîha* et de ses services : “Al-Assad ou personne !”, “Al-Assad ou nous brûlons le pays !” C'est la raison pour laquelle le terrorisme du régime est intrinsèquement de type fasciste. Les vrais nihilistes, comme les Russes du XIX^e siècle et les islamistes de nos jours, sont profondément convaincus de la justesse de leur cause, contrairement à la famille Assad.

7

Expliquer les origines du nihilisme guerrier n'est pas le légitimer. Le terrorisme est une violence aveugle qui n'est pas seulement responsable de la mort d'un grand nombre d'innocents mais qui s'en prend très rarement aux véritables coupables. S'il lui arrive de cibler des coupables, il atteint systématiquement des innocents. C'est pourquoi il est criminel quelles que soient ses causes, ses motivations et ses justifications. De toute façon, le terrorisme ne réalise jamais ses objectifs affichés. En fait il n'en a pas vraiment, l'attaque des civils n'étant pas en soi un objectif politique. Comme il agit sous l'emprise d'un sentiment d'injustice, son “objectif” se résume à la rébellion et à l'élimination de ses ennemis. Les objectifs plus nobles qui peuvent être proclamés par des terroristes, tels que la liberté, l'égalité, l'indépendance nationale, la fin de la pauvreté ou la sanction des criminels, ne sont jamais atteints. Il n'y a aucun exemple de libération ou de réalisation de véritables objectifs politiques par le recours au terrorisme.

À supposer qu'une organisation nihiliste arrive au pouvoir, que fera-t-elle sinon établir un régime despote ? Non pas seulement parce qu'elle est familière de la violence aveugle mais aussi parce que sa méfiance radicale vis-à-vis du monde exclut la dissidence et l'opposition, et éradique toutes

les voix dissonantes, sur le modèle de la Corée du Nord ou de la Syrie baathiste ou encore de l'ex-Union soviétique et ses clones.

Les djihadistes n'ont pas de mal à justifier la barbarie de leurs moyens par la fin qui n'est rien de moins que le règne de Dieu sur terre. Le nihilisme islamiste est de ce fait potentiellement capable de fonder un des pires régimes tyranniques, une machine à broyer les humains et les sociétés au nom d'une doctrine fermée et d'une nécessaire rupture avec le monde, à l'instar des talibans en Afghanistan. La fin justifie les moyens. Il n'y a pas de bon ou de mauvais moyen, le plus expéditif étant le plus recherché car il est le plus efficace. Le dogme de l'absolu implique l'efficacité et la transformation de l'abominable réalité par la force pure. Le machiavélisme, dans le sens courant du mot, ne se rapporte pas à des individus ou des groupes sans principes mais à ceux qui considèrent que leurs principes priment sur la vie humaine, l'histoire et l'existence effective des gens.

Du point de vue de l'intérêt national syrien, l'orientation supranationale des djihadistes représente un grand danger. Axés sur une représentation imaginaire de la "nation islamique", l'effondrement de l'État syrien ne les préoccupe nullement. Bien au contraire, il est pour eux souhaitable⁶⁶. Ils ne sont pas non plus inquiets de voir s'intensifier les dissensions communautaires. Ils y travaillent, au contraire, et de la façon la plus immorale. À quoi s'ajoute leur hostilité viscérale à la culture et aux institutions sociales et politiques modernes.

Le nihilisme guerrier, on l'a dit, a plus de chances de se répandre à mesure que la révolution, sous la pression du terrorisme fasciste du régime, soit amenée à se définir uniquement par son opposition au régime et sa volonté de l'éliminer, plutôt qu'en affirmant les valeurs et les principes de la future Syrie libre. S'il est possible d'avancer une explication causale à ce processus, il est en revanche impensable d'attribuer des objectifs politiques au nihilisme guerrier, contrairement à une interprétation occidentale qui

prend le discours des djihadistes au pied de la lettre. Le terrorisme est analysable si l'on se réfère à ses causes, non à ses objectifs. Le terrorisme exprime mais ne produit pas.

Se suffisant à lui-même et n'ayant pas d'autre but que la violence aveugle, le “nihilisme révolutionnaire” s'articule en Syrie à l'islam parce que ce dernier lui procure justement ce qui est supposé être l'ultime aboutissement de la vie humaine et non pas uniquement une finalité politique. Il y a dans ce nihilisme beaucoup de néant et peu de révolution⁶⁷, et c'est pourquoi il n'offre qu'un visage mortifère, destructeur et détraqué qui éclipse celui, vivant, tourné vers l'avenir, d'une révolution émancipatrice.

9

Nous préférons parler de “nihilisme révolutionnaire” plutôt que de terrorisme, d'une part parce que la notion de terrorisme a été corrompue par les Occidentaux et instrumentalisée dans des politiques hostiles et coûteuses en Afghanistan, en Irak et toujours en Palestine, et d'autre part pour dire que notre terrorisme contemporain n'a pas au fond de traits différents de ceux qui l'ont précédé. Il relevait à l'origine de l'un des courants les plus légitimes du monde moderne, le courant révolutionnaire qui se battait pour changer les institutions politiques et sociales corrompues. Mais le nihilisme révolutionnaire a systématiquement échoué, en France (au XVIII^e siècle) comme en Russie (au XIX^e), en Palestine à la fin des années 1960 et au début des années 1970 quand il était nationaliste et marxiste, et à partir des années 1990 quand il est devenu islamiste. Il a échoué parce qu'il se rattachait à l'essence et au modèle abstrait au détriment de l'existence et de la vie concrète. Le nihilisme islamiste, lui, échoue précisément parce qu'il s'accroche à un passé fantasmé et défend une essence islamiste imaginaire dans laquelle la majorité des musulmans ne se reconnaît pas.

L'islam en tant que tel ne procure pas de spécificité au nihilisme. Il s'agit moins de l'islam authentique et éternel, comme prétendent ses partisans et

ses détracteurs, que d'une fabrication moderne qui, comme dans les cas des idéologies politiques contemporaines, nationalistes et communistes en particulier, répond à des situations de notre époque. C'est une démarche idéologique qui vide à son avantage le monde de son sens et de ses valeurs. C'est le cas dans le contexte de la révolution syrienne. Plus le retrait du sens est radical, plus l'islam en devient le support le plus approprié. Cela réduit bien entendu considérablement les chances d'une évolution politique et augmente le risque terroriste. L'exemple des révolutions russe et française est probant.

Il existe au cœur même de l'islam une disposition au nihilisme qui repose sur la dévalorisation de la "vie sur terre" et la centralité extrême de l'"unique" au détriment du monde majoritaire. S'ajoute à cela la primauté accordée à l'époque glorieuse de la fondation par rapport à l'histoire ultérieure. Cette disposition s'est affirmée en raison de certains développements historiques, surtout le "malaise" provoqué par l'avènement de la modernité occidentale, qui sera un ferment de contestation et d'adversité, y compris contre les gouvernements post-coloniaux.

En revanche, il y a dans l'islam historique autant d'éléments éthiques que d'adhésion à la "vie terrestre" qui limitent cette disposition au nihilisme. On le constate chaque fois que les relations entre les musulmans et le monde contemporain s'améliorent ou chez les musulmans qui ont bénéficié d'une certaine ascension sociale.

Dans le contexte particulier de la Syrie, la vigilance s'impose dans l'usage de la notion de terrorisme pour des raisons politiques évidentes. Le régime, en effet, en use à tort et à travers pour désigner la révolution, dans le but de se rapprocher des pays occidentaux et arabes et de les retourner contre elle. C'est l'élément principal de son discours offensif, qui se résume, dès le début, à qualifier les manifestants de terroristes en se référant systématiquement à Al-Qaida pour justifier sa féroce répression. Or les

preuves ne manquent pas de l'implication de ses services de renseignement dans des opérations terroristes.

Par ailleurs, l'utilisation de cette notion implique trois facteurs du nihilisme dont l'interaction est pour l'instant limitée et réversible. Des opérations qu'on peut qualifier de terroristes ont effectivement eu lieu, mais de forts soupçons pèsent sur le régime de les avoir commandées, tandis qu'une violence défensive et non nihiliste se pratique de plus en plus contre le régime. Des scènes de chaos armé et des agissements inacceptables ont été aussi dénoncés par des organisations internationales et des voix à l'intérieur de la Syrie. Ils sont toutefois très limités si on les compare aux crimes commis par le régime, selon [Amnesty International](#)⁶⁸ et la commission d'enquête internationale indépendante (du Conseil des droits de l'homme) sur la [Syrie](#)⁶⁹. Ils sont certes condamnables mais doivent être considérés comme des débordements dans le cadre d'un mouvement social de résistance, légitime sur le plan politique et humain.

Les éléments du complexe nihiliste, à savoir le retrait de confiance, la violence aveugle et l'islamisation intégriste, ont des chances de s'affirmer davantage avec l'expansion du terrorisme d'État et la persistance de la crise. Cela aboutirait à la destruction des milieux de la révolution et à la disparition des forces capables de restaurer la relation des Syriens avec le reste du monde et de leur ouvrir des fenêtres sur l'espoir. Alors que la violence sociale est encore limitée à la lutte contre le régime et à l'autodéfense, le terrorisme s'éloigne des milieux locaux de la révolution et se radicalise dans sa propre logique au point de déclarer la guerre à une société considérée comme impie. Des informations circulent à propos de groupuscules religieux en activité qui n'ont rien à voir avec les revendications de la révolution ni avec la population locale. On dit que l'un d'entre eux a revendiqué des enlèvements et des demandes de rançons dans la région de [Jabal al-Zawiya](#)⁷⁰.

Existent aussi des groupes djihadistes affiliés à Al-Qaida, dont Jabhat al-Nusra, qui a revendiqué les opérations du 6 janvier 2012 qui ont visé un regroupement des forces de l'ordre et deux attentats le 20 mars 2012, contre la branche des services de renseignement de l'armée de l'air et l'administration pénale à Damas, ainsi que l'opération de Qazzaz

le 13 mai 2012. La méfiance à l'égard de la propagande officielle n'est pas une raison suffisante pour nier l'existence de ce groupe qui peut trouver aujourd'hui en Syrie un environnement favorable à son développement. Rien ne permet non plus d'affirmer qu'il est une pure invention du régime⁷¹.

11

Il me semble utile de le répéter : plus la révolution se prolonge dans une confrontation violente avec le régime, plus les tendances nihilistes et extrémistes sont appelées à se développer et à progresser. L'état d'esprit fondamentaliste en Syrie n'est pas nécessairement le produit d'un intégrisme islamiste volontaire mais constitue l'une des réponses possibles de sociétés locales violentées, en présence d'une offre idéologique islamiste appropriée à la violence.

Le nihilisme potentiel est dû aux conditions de la révolution et à l'attitude du régime vis-à-vis d'elle. Ce n'est pas, comme le prétend la propagande officielle, une épidémie due à un étrange virus terroriste. La victoire de la révolution diminuerait les possibilités d'articulation des trois éléments du complexe nihiliste, ou du moins permettrait d'en atténuer les effets. À supposer que le régime reprenne le contrôle de la situation, il y a fort à parier que surgiront parmi les centaines de milliers voire les millions d'activistes de la révolution des groupuscules nihilistes inévitablement islamistes. D'où l'urgence de libérer la société syrienne de la violence et de mettre fin au terrorisme d'État. Il aurait fallu que cela se produise bien avant pour endiguer toute dérive barbare. Si toutefois la situation actuelle se prolonge, il faut s'attendre à ce que la violence nihiliste se démarque totalement de la révolution et acquière sa propre force d'impulsion, que l'arrêt du terrorisme d'État ne suffira pas à stopper.

L'opposition syrienne peut jouer un rôle dans la reprise de confiance et la lutte contre le nihilisme, ce qui n'exige pas nécessairement une organisation unifiée mais un dépassement des rivalités absurdes. Elle ne doit plus donner cette image de division et de médiocrité mais faire preuve de modestie et de

bonne foi. Le problème de l'opposition ne réside pas tant dans sa faiblesse ou sa disparité que dans l'absence de rigueur et de loyauté.

Les forces internationales et arabes ont aussi un rôle important à jouer pour contrer cette tendance nihiliste en Syrie en aidant notamment les Syriens à se débarrasser du terrorisme assadien. On peut débattre longuement de la forme que pourrait prendre ce soutien. La question qui se pose n'est pas le principe d'une intervention militaire des forces étrangères, qui est en tout état de cause impossible, mais la façon dont le débat a été circonscrit dans ce cadre. Ce qui est demandé est le boycott total du régime et un embargo effectif, portant notamment sur l'armement, ce qui aiderait les Syriens à faire tomber le régime d'Assad par leurs propres moyens. Ce sera très difficile mais sans doute moins coûteux qu'une intervention militaire étrangère, et en adéquation avec l'intérêt de la Syrie et des Syriens.

Nous vivons dans un monde où le nihilisme ne peut être confiné derrière des frontières, comme l'a illustré l'expérience de l'Afghanistan. C'est pourquoi les forces internationales et les pays arabes seraient avisés d'aider les Syriens à se débarrasser de leur cauchemar. Cela ne contredit en rien la rationalité politique des États-nations, mais cela nécessite une plus large ouverture de leur horizon mondial et historique.

Il est toutefois fort peu probable que nous assistions à un tel élan de générosité dans un avenir proche, vu le nombrilisme de tous les États, qui est bien leur "vertu" suprême. De plus, quels que soient les courants nihilistes, toutes doctrines confondues, et leur propension à user de la terreur, ils demeurent des pions aux mains des services de renseignement qui s'en servent pour justifier leur existence et leurs budgets colossaux. C'est vrai aussi bien dans les dictatures que dans les démocraties, et l'on sait comment des organisations nihilistes ont été manipulées par des services de renseignement, des nihilistes russes à Al-Qaida, en passant par les Brigades rouges en Italie et le groupuscule du Palestinien Abou Nidal. Les services syriens ne sont pas en reste dans ce jeu-là. Cette attraction entre deux pôles du monde souterrain mérite d'être analysée. Il existe un pôle inférieur extrêmement négateur de la réalité, en affinité avec la mort et tourné vers un passé très ancien ou un futur lointain, et un pôle séculier, matérialiste et extrêmement moderne, incarné par les services de

renseignement. Al-Qaida est l'exemple type d'une organisation infiltrée et piégée par les renseignements tant elle est immature, déconnectée de la population locale, du monde du travail, de la production, et ennemie de la vie normale. Il se peut par conséquent que les divers services de renseignement, arabes, occidentaux, iraniens, turcs, trouvent dans la montée du nihilisme en Syrie une occasion propice pour régler leurs comptes.

12

La crise syrienne a mis à nu l'impuissance et les contradictions profondes de l'ordre international. Au-delà de la responsabilité historique des Occidentaux dans la tragédie palestinienne et ses conséquences en Syrie, le système international ne semble pas en mesure, par carence morale et juridique, de condamner le régime syrien de façon cohérente.

À cause de cette impuissance, il est probable que nous assisterons dans l'avenir, à l'échelle internationale, à davantage d'échecs politiques et à une plus grande focalisation sur les aspects sécuritaires. D'où la nécessité d'une restructuration de l'ordre mondial vers plus de démocratie et d'humanisme.

Ces propos peuvent paraître utopiques, mais c'est juste une façon de pointer le problème d'une manière radicale.

“AL-ASSAD OU PERSONNE”, “AL-ASSAD OU NOUS BRÛLONS LE PAYS” : LE RÉGIME DU NIHILISME POLITIQUE

Damas, octobre 2012

J'éprouve une fascination particulière pour le slogan “Al-Assad ou personne” parce qu'il est tout autant criminel qu'admirable de clarté. Un slogan direct, simple et qui pourtant concentre en soi la philosophie politique du règne assadien. Voici quelques réflexions sur sa dimension fascinante à la fois nihiliste et ontologique.

L'histoire contemporaine de la Syrie n'a jamais connu de slogan préexistant à une pratique, tel que celui de “Al-Assad ou personne”, ou son équivalent jumeau : “Al-Assad ou nous brûlons le pays” ! Ce slogan est captivant, surprenant de véracité, d'impudence et d'extrémisme. Durant une année et demie, il a scrupuleusement été mis en application, incarnant ainsi à lui seul la “théorie” du régime syrien et sa pratique.

La théorie suppose qu'il existe un pays nommé la “Syrie d'Al-Assad” dont dispose le propriétaire, Al-Assad, comme de son bien privé. Il ne tue pas tout le monde mais en tue suffisamment pour que les autres se sentent menacés. Il n'emprisonne pas tout le monde mais suffisamment pour que le reste redoute, où qu'il soit, d'être emprisonné. Il ne torture pas tout le monde mais en torture tellement que la terreur et la peur hantent durablement les cœurs de tous les autres. De la même façon, il n'humilie pas tous les Syriens mais beaucoup d'entre eux pour briser toute velléité de redresser la tête. Enfin, il ne corrompt pas directement tous les Syriens mais suffisamment pour les maintenir dans le cercle de la corruption et, de ce fait, leur faire abandonner tout espoir de réforme.

Le propriétaire de la “Syrie d'Al-Assad” réussit parfaitement dans sa mission car il dispose d'une “machine”, l'État, qui se charge de tuer,

torturer, humilier, corrompre et bien d’autres choses encore. Elle s’assure de la généralisation de ces pratiques sans nécessairement avoir affaire individuellement à chaque Syrien. Autre chose d’important que la machine-État s’évertue à affirmer preuves à l’appui, c’est le caractère exceptionnel, la rareté, la sagesse et le génie du propriétaire de l’État. Sa légitimité repose non pas sur une règle générale qui le relie et l’identifie aux autres, mais sur son unicité et sa supériorité, qui le rendent irremplaçable.

Cette légitimité ne ressemble qu’en apparence à celle fondée sur le charisme, décrite par Max Weber. Car il ne s’agit pas ici d’une vocation naturelle ou d’un pouvoir d’attraction d’une personnalité expérimentée pour prendre les commandes de l’État, mais d’une véritable industrie à fabriquer le charisme mise en place après la prise du pouvoir. Elle s’appuie inlassablement, par l’intermédiaire de tous les organismes de l’État, sur la coercition et l’endoctrinement. Elle est non pas différente de la légitimité bureaucratique de l’État moderne décrit par Weber, mais représente tout son contraire. Elle repose sur le génie et l’unicité, sur l’exception, non sur la règle, non sur la loi mais sur sa violation. C’est donc une légitimité individuelle liée exclusivement à la personne du propriétaire, et c’est pourquoi elle est potentiellement voire nécessairement héréditaire.

Que le fils Bachar hérite de son père n’est pas tant un fait toléré qu’un devoir, un indicateur par excellence du patriotisme syrien et de la sécurité du pays. Avant même que le nom Al-Assad soit l’incarnation d’une dynastie fondée par Hafez, héritée par Bachar et probablement un jour par Hafez junior, c’est avant tout le nom de la Syrie, et il indique son inestimable chance d’avoir un tel président.

Alors qu’Al-Assad est le nom du régime, celui-ci est la “patrie” des loyalistes, en particulier les noyaux sécuritaires et communautaires dont la loyauté est poussée jusqu’à l’identification.

L’association Syrie-Assad dissimule le noyau sécuritaire-communautaire derrière une caractéristique nationaliste englobante, qui jette l’opprobre sur tous les opposants potentiels. La “Syrie d’Al-Assad” est de ce fait un programme politique en soi, dont l’objectif est de déposséder les opposants de la moindre légitimité nationale.

L'opposant est un traître, car il n'y a pas d'autre Syrie que celle d'Al-Assad. Son existence avant son appropriation par Hafez al-Assad explique la propension constante du régime à nier la Syrie d'avant le Baath et à faire du "Mouvement rectificatif" le début de l'Histoire. La Syrie non assadienne ne peut être, car cela signifierait qu'elle aurait existé avant lui et pourrait aussi exister après le Baath. Au lieu de cela, il y avait un pays primitif et obscur dans lequel régnait le chaos. Hafez al-Assad serait le "bâtisseur de la Syrie moderne" selon la propagande des médias du régime.

De ce point de vue, le lien entre le général, "Syrie", et le spécifique, "Al-Assad", n'est pas de l'ordre d'une coïncidence historique mais relève plutôt de l'évidence et de la nécessité. La rupture de ce lien équivaut à la destruction de l'entité. Si la Syrie n'est pas celle d'Al-Assad, alors elle n'est pas. Par conséquent, l'expression "Al-Assad ou personne" n'est pas un simple avertissement ou une expression prescriptive mais doit être entendue comme la condition même de l'existence de la Syrie.

Cependant, la formule "Syrie d'Al-Assad" masque sous sa clarté apparente le fait que le pays est la propriété d'une famille, donc susceptible d'être héritée (comme tout bien). Ce qui confère aux cercles proches de cette famille une position particulière en Syrie car la notion de "proches" ici s'apparente à une logique clanique. Ainsi, la "Syrie d'Al-Assad", loin de constituer un système qui fait barrage à la tribu et à la communauté, transforme ces dernières en instruments du régime.

Le lien ontologique entre la Syrie et Al-Assad transforme le conflit entre la révolution en tant que promesse d'une autre Syrie et la "Syrie d'Al-Assad" en une bataille existentielle. C'est précisément ce que le régime s'évertue à rappeler sans cesse notamment à travers les propos de Walid al-Moallem en juillet 2012, lorsqu'il affirmait qu'il n'y aurait pas de dialogue avant l'éradication des "terroristes". Par ce mot il entendait les Syriens qui combattaient le régime. C'est également ce qu'a déclaré Bachar al-Assad à la fin août de la même année en hypothéquant le sort du "pays" sur celui de son régime qu'il dénomme "l'État".

Cependant, ni le ministre Al-Moallem ni son maître ne sauraient égaler la concision, la puissance prodigieuse du slogan "Al-Assad ou personne" et de son équivalent, "Al-Assad ou nous brûlons le pays !" L'éloquence de ces

deux derniers est sans commune mesure avec les verbiages proférés par tous les porte-parole du régime. Leur simplicité et leur structure rimée [en arabe] sont d'autant plus fascinantes qu'ils ressemblent davantage à des dictos populaires pétris d'une expérience ancestrale, primitive, "authentique", presque anhistorique, qu'à des slogans associés à une personne en particulier. En réalité, c'est effectivement un slogan "populaire" que l'on ne retrouve nulle part dans le discours médiatique officiel, mais il est l'expression la plus brute de l'identification au régime qui caractérise le phénomène des *chabbîha*.

La particularité "primitive" du phénomène des *chabbîha*, mélange de violence, de communautarisme et de haine, c'est la production d'un slogan "original" et existentiel de ce type. Les *chabbîha* sont l'instinct du régime, son inconscient politique. Ils incarnent le sens du danger et l'instinct de survie. Dans ce slogan archaïque, ils cristallisent toute la perception du danger représenté par la révolution qui pèse sur leur existence. Le caractère originel du conflit syrien aujourd'hui, c'est-à-dire le caractère absolu et primitif de la guerre du régime contre la société, entre en totale adéquation avec la nature primitive du phénomène des *chabbîha*.

La dimension fondamentalement nihiliste du slogan "Al-Assad ou personne" est le résumé par excellence de l'aspect existentiel du conflit entre deux Syries. Une bataille pour la survie, ici et maintenant. À l'image de celle menée par le régime qui considère que la survie de l'Autre signifierait sa propre mort et inversement. C'est un conflit qui nie la politique en faveur de la guerre, et pas n'importe laquelle. Une guerre absolue qui ne vise pas à transformer les pratiques de l'Autre ou à obtenir des concessions mais à l'anéantir et à le faire disparaître de la surface de la terre. Le régime n'a jamais laissé l'ombre d'une chance à une voie de négociation politique précisément parce que, dans sa démarche nihiliste, il considère la révolution comme l'ennemi à abattre. La politique suppose que des compromis soient possibles, qu'Al-Assad ne soit pas "l'unique" mais "un" parmi d'autres. Le slogan dit explicitement qu'Al-Assad n'a pas d'équivalent et que personne ne peut se mesurer à lui. Si on venait à le défier comme c'est le cas aujourd'hui, le pays serait mis à feu et à sang et

nul ne pourrait le gouverner. *A priori*, rien dans les pratiques du régime n'est incompatible avec ce programme nihiliste.

Du côté du régime, la guerre n'est pas un outil politique ou la continuation de leur politique par d'autres moyens selon la célèbre formule de Clausewitz. La guerre est la politique du régime, dont l'objectif est l'éradication de l'adversaire politiquement et moralement en niant sa cause. C'est aussi une élimination physique quand il le juge nécessaire. La violence assadienne est structurelle, primordiale, délibérée et offensive. Elle trouve incontestablement sa source dans le rapport à la propriété et dans l'identification entre la Syrie et "Al-Assad". C'est un lien naturel et quiconque s'attaque à la nature doit s'attendre à affronter une violence primitive inouïe.

Toutefois, la révolution syrienne peut-elle faire face à cette guerre assadienne absolue et nihiliste sans développer en son sein cette même prédisposition au nihilisme ? La légitimité de la résistance syrienne armée et son caractère fondamentalement défensif la préservent pour le moment d'un basculement vers le conflit nihiliste. Ceci n'a pas empêché l'apparition de groupuscules de ce type qui considèrent que la lutte (ou le "djihad") est une fin en soi qui n'appelle ni politique, ni normalisation. Elle est anhistorique et durera jusqu'au jugement dernier.

Ces groupuscules, à l'exemple de ceux d'Al-Qaida, sont des formations " primitives " et " radicales " similaires aux *chabbîha*. Ils sont l'instinct primitif de l'islam, son illustration la plus fossilisée et dénuée de sens politique. Nous ne pensons pas nous tromper en qualifiant " Al-Qaida " en tant qu'organisation et idéologie de *chabbîha* de l'islam de forme autocratique et nihiliste structurellement antinomique avec la vie. Son communautarisme excessif et son fanatisme laissent deviner des liens cachés entre les deux types de *chabbîha*, assadien et islamiste, sans compter leur nature violente, élitiste et leur philosophie partagée : C'est nous ou le néant !

Les *chabbîha* sont un phénomène fasciste qui défend des priviléges. À leur tour, les formations d'Al-Qaida et leurs semblables le sont aussi et peuvent très facilement se transformer en machines à broyer de l'humain, plus cruelles que le régime assadien.

La révolution fait face à la contre-révolution de ces deux forces. Encore aujourd’hui, elle est en soi un contre-nihilisme : car dans sa généralité elle est populaire et défensive. Elle n’est en rien la réalisation d’une identité, ni d’une rancœur pour une doctrine, ni une invitation à une utopie, ni même la mise en œuvre d’une quelconque théorie. C’est avant tout une révolution pour défendre la vie, une révolution terriblement réaliste pour des gens qui le sont tout autant.

UN PORTRAIT, DEUX DRAPEAUX ET UNE BANNIÈRE : UNE APPROCHE SOCIO-SYMBOLIQUE D'UNE INTERACTION ET D'UN CONFLIT ENTRE QUATRE SYRIES

Douma, juillet 2013

Au tout début de la révolution et jusqu'à la fin de 2011, les révolutionnaires syriens brandissaient le drapeau syrien officiel, constitué de trois bandes disposées horizontalement : rouge, blanche sur laquelle figurent deux étoiles vertes, et noire.

Ce moment correspond à la période des manifestations pacifiques où les révolutionnaires utilisaient ce drapeau officiel, symbole de la Syrie de tous, pour signifier qu'ils représentaient ce pays dont s'était emparé le régime. Il était l'emblème de la Syrie "publique" qui se soulève, tandis que les portraits de Bachar et de son père, particulièrement visés au tout début de la révolution, renvoient à la Syrie usurpatrice, privée, la "Syrie d'Al-Assad". Le déploiement de ce drapeau dans les manifestations qui appelaient à la chute du régime était en adéquation avec le désir du "peuple qui veut", et qui ne veut plus des portraits associés au "régime" décrié et conspué. Durant les grandes manifestations de Hama en juin 2011, des centaines de manifestants avaient dessiné avec leurs corps les trois bandes et deux étoiles.

Le "drapeau de l'indépendance" est apparu après cette phase. Il s'agit de celui de la République syrienne depuis la fin des années 1920 jusqu'à l'union syro-égyptienne (1958-1961). C'est aussi le drapeau de l'"ère de la sécession" (1961-1963) et qui a été apparemment encore brandi au tout début de l'ère baathiste (1963-). Il est composé d'une bande horizontale supérieure verte, puis d'une bande blanche agrémentée de trois étoiles rouges, enfin d'une bande noire. Durant l'année 2012, il est devenu le symbole de la révolution, un indicateur de l'amplification du conflit syrien

et de la volonté de tourner la page baathiste. Tandis que la révolution syrienne se prolongeait dans la durée, le modèle libyen – c'est-à-dire la rupture militaire et symbolique avec le régime – a commencé à attirer de larges catégories de Syriens qui ont progressivement opté pour la résistance armée.

C'est en été 2012 qu'on a vu pour la première fois flotter une bannière noire sur laquelle était inscrite en blanc la phrase : "Il n'y a de dieu que Dieu et Muhammad est son prophète." Parmi ses motifs figure parfois un disque blanc dans lequel est écrite en noir cette profession de foi. C'est le drapeau de "Jabhat al-Nusra" ou plutôt leur "bannière", selon leur expression. Par la suite, cette bannière a été récupérée par l'État islamique en Irak et au Levant – Daech –, tandis que "Jabhat al-Nusra", pour se démarquer, y a inscrit son nom en blanc sous la profession de foi. "Jabhat al-Nusra" a été formé au tout début de l'année 2012 et a annoncé son affiliation à l'organisation Al-Qaida en avril 2013 (en prêtant allégeance au cheikh Ayman al-Zawahiri dans une sorte de rivalité autour de la légitimité "qaidienne" avec Daech). Il arrive que ces mêmes formations usent d'une bannière blanche avec une profession de foi écrite en noir. Cette dernière (fond blanc) aurait été celle du prophète Muhammad en temps de paix, tandis que celle au fond noir aurait été la sienne dans la guerre. Le graphisme de la bannière de Daech est supposé reproduire le sceau du Prophète.

Aujourd'hui, été 2013, il semblerait que l'usage de la bannière dans toutes ces versions s'est répandu au sein de plusieurs groupes armés qui combattent le régime. Elle est très souvent déployée dans les "zones libérées" que j'ai eu l'occasion de visiter et dans lesquelles j'ai résidé un certain temps. Il est également très courant que les lunettes arrière des voitures se parent de noir contrastant avec le blanc de la profession de foi inscrite dessus.

Si cette bannière semble être le symbole politique de la mouvance salafiste combattante, elle est également l'expression d'une liberté religieuse acquise ou laborieusement recouvrée, face à un régime qui réprimait de manière hostile toute expression manifeste de religiosité publique.

Même si le drapeau vert de la révolution flotte sur les manifestations encore en cours, la bannière noire est aussi largement présente. À Douma par exemple, les militants ont relevé des tensions entre le drapeau de la révolution, avec sa composante civile et son Armée libre, et la bannière dans toutes ses variations.

Ces trois drapeaux renvoient à des Syries différentes.

La première Syrie, au drapeau à la bande supérieure rouge, correspond à la République arabe syrienne. Il est apparu la première fois lorsque son entité propre se fondait dans la République arabe unie, après son union avec l'Égypte. Une expérience dont elle est sortie chancelante avant de tomber sous le pouvoir baathiste, puis assadien qui risque de l'achever. La deuxième Syrie, représentée par le drapeau à la bande supérieure verte, est celle de la révolution aux deux visages, civil et armé, aspirant à une intégration sociale et politique. La troisième est islamiste, sunnite, plus précisément salafiste, qui s'est élargie de manière fulgurante après plus d'une année de révolution.

Mais il y a une quatrième Syrie, à laquelle nous avions fait allusion, incarnée par le portrait de Bachar et, avant lui, par celui de son père, Hafez (et par les statues de ce dernier). Les Syriens sont les mieux placés pour savoir que l'image de Hafez al-Assad s'est substituée au drapeau du pays quelques années à peine après le début de son règne. Elle a été largement propagée, imprimée sur les cahiers et les livres scolaires, sur les carnets des élèves ainsi que sur la pièce de monnaie la plus importante (celle de 25 livres) et le billet de 1 000 livres. Ses portraits sont encore brandis lors de "marches populaires spontanées" (ainsi nommées par le régime qui les orchestre) à l'occasion des "événements nationaux" et récurrents, sans parler de leur reproduction quotidienne dans la presse écrite et télévisée. Cet usage avait légèrement décliné durant les quelques mois qui ont suivi l'arrivée de l'héritier Bachar, pour reprendre ensuite de plus belle. Cette fois, le portrait de Bachar est entouré soit par ceux de ses proches, son père et ses frères, Bassel et Maher, soit par ceux de Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, et du président iranien. On voit même parfois l'image du fils de Bachar, Hafez junior. C'est avec cette "Syrie d'Al-Assad" que beaucoup de

Syriens ont voulu marquer leur rupture en foulant aux pieds ces portraits et en détruisant ces statues.

Durant l'ère Hafez et fils, avant la guerre des drapeaux, les couleurs du drapeau national étaient à peine connues. Parmi les Syriens, personne ne le déployait chez lui, ou sur sa voiture ou même dans un bureau. Il était d'ailleurs concurrencé par celui du Baath, qui est également constitué de trois bandes, noire, blanche et verte, avec en plus un triangle rouge dont la base part du côté gauche et le sommet s'enfonce dans la bande blanche. Cette concurrence visible dans les écoles, les administrations publiques et militaires a beaucoup réduit l'aura du drapeau national officiel.

Toutefois, ce drapeau a connu deux vagues de réhabilitation opportunistes durant le règne du fils. La première en 2005, lors du retrait forcé des troupes syriennes du Liban. Le régime cherchait à l'époque à créer une cause nationale syrienne pour contrer les Libanais qui s'étaient soulevés contre son hégémonie au Liban. Une campagne avait alors été lancée, incitant à accrocher le drapeau sur les fenêtres et balcons. Après une éclipse de plusieurs années, il a de nouveau été brandi dans les "marches spontanées" organisées par le régime durant la première année de la révolution. Vers la fin de 2011 par exemple, un drapeau de plusieurs centaines de mètres a été déployé lors d'une "marche populaire" sur l'autoroute de Mazzé, avec pour but d'élargir le ralliement public au régime, car ne s'identifie aux portraits de Bachar que le peuple de la "Syrie d'Al-Assad", le noyau dur des loyalistes.

Ces portraits n'ont évidemment jamais déserté les manifestations, d'ailleurs le pari était précisément l'unification du portrait et du drapeau dans une seule Syrie : celle des Assad, car les assadiens sont les seuls Syriens. L'équivalent symbolique de cette unification s'est illustré par l'impression du portrait de Bachar sur le drapeau déployé durant les "marches". Cela en dit long sur l'instinct profond du régime et l'impossibilité d'une séparation entre la "Syrie d'Al-Assad" et la "République arabe syrienne" ou entre le régime et l'État.

Nous sommes donc en présence de quatre Syries avec quatre symboles :

La première, la "Syrie d'Al-Assad", dont le symbole est le portrait auquel s'identifient particulièrement des noyaux familiaux confessionnels du

régime, en plus de divers privilégiés au sein de l'armée, du gouvernement, du parti Baath et des milieux financiers.

La deuxième, la République arabe syrienne, symbolisée par le drapeau à la bande supérieure rouge dans lequel se reconnaît un public bien plus large, multiconfessionnel, de la nouvelle classe moyenne urbaine éduquée qui compte également des intellectuels et des activistes dont certains se considèrent comme opposants au régime. Cependant, ce public est dépourvu d'indépendance politique et reflète la soumission de la République arabe syrienne à la “Syrie d’Al-Assad”.

La troisième, la Syrie rebelle au drapeau vert, blanc, noir. Elle rassemble un large public issu de villes et villages délaissés, à revenus et éducation moindres, ainsi qu'une partie de la classe moyenne éduquée et indépendante, des intellectuels et activistes libres. Il est entendu que la frange de l'opposition qui s'identifie à ce drapeau est l'une des plus radicales dans ses positions vis-à-vis du régime. En son sein, certains tiennent à marquer leur islamisme en inscrivant sur la bande blanche les mots *Allah akbar* (Dieu est grand).

Ce groupe des “verts” est le plus diversifié socialement, culturellement et politiquement. Il a une composante laïque dont les références sont multiples et compte en son sein des intellectuels et des militants parmi les plus brillants du pays. Il a également une composante islamiste comprenant des indépendants, des Frères musulmans et des islamistes libéraux. Aux “verts” est également associée l’Armée libre, avec ses formations les plus anciennes et les moins islamisées.

D'une manière générale, on peut assimiler les “verts” à une sorte d'archipel dépourvu de centre de gravité qui assurerait sa cohésion. Il suffit pour cela de constater l'instabilité des institutions politiques et militaires qui ont tenté d'en assumer la représentation, et la mise en cause de leur légitimité par les révolutionnaires eux-mêmes. Cette situation d'instabilité, de désordre et de vitalité aussi n'est pas sans rappeler la Syrie d'avant le règne du Baath et des Assad.

La volonté de cette Syrie rebelle d'affirmer son identité à travers ce drapeau ne vise pas la République arabe syrienne ou son drapeau, qui n'a

subi aucune profanation, mais bien la “Syrie d’Al-Assad”, avec ses portraits et statues.

Enfin, nous avons la Syrie islamiste sunnite salafiste dont le symbole est la bannière à laquelle s’identifie généralement un public rural constitué de deux segments distincts : d’une part, des cheikhs membres de réseaux religieux transfrontaliers (en direction de l’Arabie saoudite et du Golfe en particulier), et d’autre part, un public appauvri, captivé par le simplisme de la doctrine salafiste et tout ce qu’elle apporte en termes de discipline dans ses rangs, notamment ceux des combattants. Le rival direct de cette bannière est le drapeau de la révolution qu’elle cherche à exclure, bien qu’elle rejette également le drapeau de la République arabe syrienne et le portrait. Il y a eu à ce jour plusieurs cas où la bannière noire a remplacé de force le drapeau vert, comme à Dawwar al-Hulwaniyya à Alep, le 6 juin 2013.

L’identification n’est pas un lien systématique à des identités fixes mais bien une affaire relationnelle dynamique. Il est possible qu’une partie de ceux qui s’identifient à la République arabe syrienne le fassent également avec la “Syrie d’Al-Assad” pour peu que l’alternative soit la bannière noire et tout ce qu’elle symbolise en termes d’hégémonie salafiste. *A contrario*, il se pourrait que les partisans de la République arabe syrienne se rapprochent de ceux de la révolution à mesure que le poids de la bannière noire diminue dans les milieux de la révolution. Si jamais le régime, et la “Syrie d’Al-Assad”, venait à tomber subitement, il est fort probable que la plupart des “rouges” deviennent “verts”. Mais on constate que l’espace de la bannière noire n’a cessé de s’élargir ces deux dernières années face à la confusion du drapeau vert, confronté à la fois à la violence du portrait et à la capitulation du drapeau rouge devant ce portrait. Il est à supposer qu’en cas de victoire contre la “Syrie d’Al-Assad”, il y aurait des divisions au sein des groupes salafistes séparant les djihadistes organisés, les vrais “noirs”, de ceux qu’on pourrait qualifier de “gris”, à savoir le segment de la société pour lequel la bannière incarne tout simplement une identité religieuse recouvrée. Ce qui empêche la différenciation entre ces deux composantes, c’est la guerre féroce menée par le régime contre tous les rebelles. Le choix d’inscrire la profession de foi en noir sur un fond blanc (bannière des brigades militaires

d'Ahrar al-Sham) ou de la marque en vert sur un fond blanc (la branche politique du même groupe) indique une volonté de se distancier d'Al-Qaida.

D'une manière générale, le courant salafiste me semble plus complexe qu'il n'y paraît. Son expansion reste toutefois énigmatique. C'est l'un des grands problèmes qu'affronte la révolution syrienne et un de ses mystères également.

Ceci dit, il convient de distinguer ici entre salafistes djihadistes, tels que Jabhat al-Nusra et Daech, et salafistes qui "accomplissent leur djihad", comme Liwa' al-Islâm (appelé Jaysh al-Islâm depuis l'automne 2013) et autres formations similaires. Le rapport entre salafisme et djihad est moins essentiel chez ces derniers, qui sont syriens même s'ils ont des liens idéologiques et politiques externes, tandis que les salafistes djihadistes forment une internationale islamiste, tant par leurs formes organisationnelles que par leur projet politique.

Pour conclure ces premières considérations, il importe de rappeler que les oppositions symboliques et sociologiques mentionnées sont dynamiques comme tout ce qui est social, et qu'on pourrait toujours évoquer des exemples qui échappent aux critères que nous avons analysés.

De la même façon que la "Syrie d'Al-Assad" a transformé la République arabe syrienne en une coquille vide et donné au portrait la prévalence sur le drapeau, la bannière noire tente aujourd'hui d'assurer la même opération au détriment du drapeau de la révolution, dans ce grand mouvement social historique qui se produit depuis deux ans et demi.

LA MONTÉE DE LA RÉSISTANCE ARMÉE

Le brandissement du drapeau de la République arabe syrienne par les révolutionnaires en 2011 indiquait surtout le rejet de la "Syrie d'Al-Assad", représentée par un portrait, avant qu'il ne soit lui-même remplacé par le drapeau vert. C'était le signe patent d'une radicalisation de la révolution. Cela s'est traduit par des faits sociaux et politiques majeurs au point de provoquer un départ massif du "courant civil" des rangs de la révolution. Ce

courant qui comptait un large éventail d'intellectuels et de militants de la classe moyenne a cessé de participer directement à la révolution en raison soit d'un exil forcé à l'étranger, soit d'un ralliement à des formations davantage proches du régime que de l'opposition, sans parler de l'arrestation et de l'assassinat de nombreux militants de base. Depuis lors, dès l'automne 2011, la résistance armée, dont les rangs ont été grossis par des combattants provenant en grande majorité de catégories sociales défavorisées, est montée en puissance, surtout dans les groupes bénéficiant du soutien financier de certains pays du Golfe. Tout cela sur fond d'acharnement de la "Syrie d'Al-Assad" dans sa guerre contre la Syrie rebelle après l'occupation par l'armée de Hama et de Deir ez-Zor en août 2011...

Qui a levé pour la première fois le drapeau de l'indépendance (soit le drapeau de la révolution : le drapeau vert) ? Comment et où ? C'était probablement lors d'un congrès tenu par des opposants syriens à Antalya, en Turquie, au tout début du mois de juin 2011. Toutefois, le fait qu'il ait remplacé progressivement le drapeau à la bande supérieure rouge s'inscrivait d'une part dans le processus de radicalisation sociale et psychologique de la révolution, et correspondait d'autre part au désir de marquer l'attachement à des symboles appartenant à une période historique antérieure au Baath, c'est-à-dire à une Syrie plus plurielle, plus libre et plus dynamique.

Quant à la bannière présumée islamique, elle est structurellement identique au portrait par son caractère confessionnel (même si le portrait ne l'affiche pas). Elle exclut comme lui la majorité des Syriens et cherche à se substituer par la force au drapeau rassembleur de la révolution.

Dans les deux cas, une Syrie "privée" tente de se substituer à une autre, plus "publique" : la "Syrie d'Al-Assad" à la République arabe syrienne, et la Syrie salafiste à la Syrie soulevée contre la tyrannie.

Maintes fois d'ailleurs les slogans assadiens ont été récupérés et changés en mots d'ordre islamistes. Par exemple, au tout début de l'année 2012, on a commencé à entendre le slogan "Notre guide éternel est notre prophète Muhammad !", qui est une version légèrement remaniée d'un slogan assadien qui s'était répandu après le massacre de Hama en 1982 : "Notre

guide éternel est Hafez al-Assad.” Il m'est arrivé de lire sur les murs de la Ghouta orientale : “L'islam sinon rien”, “L'islam ou nous brûlerons le pays”, “Les soldats de l'islam sont passés par là”, “L'islam pour l'éternité”, mot d'ordre où le terme “islam” remplaçait tout simplement le terme “Al-Assad”. Mêmes expressions, mêmes assonances, même ponctuation. J'ai également eu l'occasion de visionner une vidéo dans laquelle le leader d'une formation militaire salafiste, Zahrân 'Allouch, disait entre autres propos : “L'islam sinon rien !” Outre l'imagination stérile des islamistes radicaux, tout cela indique clairement leur soif d'exercer un pouvoir absolu comme si la révolution consistait à remplacer Assad par l'islam, leur islam, qui est aussi minoritaire parmi les musulmans que l'est Assad en Syrie.

La source de l'extrémisme est dans cette aspiration d'une seule fraction de la société à occuper l'espace social dans son ensemble. Les assadiens sont une petite minorité qui s'impose par la force et ces islamistes-là ont l'ambition de faire de même. Il convient de leur trouver une dénomination spéciale afin de les distinguer des autres islamistes et de les relier à la structure politique et intellectuelle assadienne, extrémiste et sectaire.

Sur certains murs, j'ai pu lire cette phrase qui confirme l'analogie entre les deux structures mentales : “Une seule nation, une seule bannière, un seul État”, surplombée de la bannière noire et de la profession de foi en blanc, et cela m'a rappelé le slogan baathiste : “Une seule nation arabe.” L'affirmation de l'unicité de la bannière dénote d'abord la volonté d'exclure le drapeau de la révolution.

Il est notoire que ces deux fractions sont liées à des puissances étrangères. Les assadiens font partie de l'axe régional confessionnel mené par l'Iran et qui comprend le Hezbollah libanais et des formations chiites irakiennes, yéménites et autres. Quant aux islamistes radicaux, ils sont affiliés à l'axe saoudien (auquel font défaut l'indépendance, le projet autonome et la force propre, contrairement à l'axe chiite iranien). Il s'agit dans les deux cas de fractions extrémistes, confessionnelles, subordonnées et antinationales.

Leur analogie structurelle n'implique cependant pas l'équivalence de leurs responsabilités respectives dans la situation actuelle et n'est pas en soi un guide politique infaillible. Elle est en revanche un indicateur intellectuel

et éthique d'une extrême importance. Il y a un agresseur et un agressé, une partie active et puissante et une autre, réactive et plus faible. Établir une parité absolue entre elles revient à épauler l'agresseur, le régime assadien et ses alliés.

Le dire ne nous interdit pas de dénoncer en même temps le comportement tyrannique, exclusiviste et égocentrique de cette seconde fraction, qui a porté un coup très dur aux milieux sociaux de la révolution dont elle est issue et qui résistent difficilement contre un agresseur plus puissant. Ces salafistes, en particulier leurs dirigeants, portent une lourde responsabilité politique et éthique dans les difficultés internes et externes que rencontre la révolution actuellement.

Il importe ici de noter la fluidité du mouvement des combattants, qui passent facilement de formations militaires salafistes vers d'autres formations "ordinaires" et inversement. Si le régime venait à tomber, il est fort probable que nombre d'entre eux prendraient des positions plus modérées. C'est du moins ce que disent beaucoup d'habitants de la Ghouta orientale.

Cette fluidité sociale est introuvable dans le camp assadien, plus soudé et déterminé. Le milieu dans lequel le salafisme a prospéré est le plus pauvre, le plus marginalisé et le moins instruit en Syrie. Il avait été durant les vingt-cinq dernières années abandonné à lui-même, dans des villages et des quartiers urbains en perdition. Sa religiosité excessive est une compensation de son sentiment d'être étranger dans son propre pays. L'islam est pour lui une patrie de substitution. Les mots sacrés calligraphiés en blanc sur la bannière noire correspondent dans une certaine mesure à sa vision du monde, simpliste et manichéenne, et c'est pain bénit pour les démagogues religieux, assoiffés de pouvoir, qui brandissent cette bannière.

TOURNER LA PAGE DE L'EXTRÉMISME ASSADIEN

Cette approche sociale symbolique me semble utile pour imaginer une issue appropriée au conflit syrien qui, deux ans et trois mois après le

déclenchement de la révolution, menace de détruire totalement la société, l'État et l'entité nationale.

S'il est vrai que l'extrémisme nourrit l'extrémisme, il est impossible de mettre un terme à l'expansion des courants extrémistes au sein de la révolution sans en finir préalablement avec l'extrémisme assadien, avec la "Syrie d'Al-Assad" et, naturellement, avec Bachar al-Assad en personne. La trahison nationale de Bachar al-Assad (et de la "Syrie d'Al-Assad") est un fait établi. Il a hypothéqué le pays à une puissance étrangère ambitieuse, l'Iran, qui non seulement est indifférente au sort des Syriens mais sème de surcroît la discorde confessionnelle sur le plan régional. Bachar a massacré plus de 100 000 personnes en se faisant aider par des mercenaires communautaristes qu'il a généreusement "invités" à partager ses crimes. Il n'a été, et c'est le moins qu'on puisse dire, ni le gardien de l'indépendance du pays ni le garant de l'unité de tous les Syriens.

Encore plus d'Assad signifie plus d'islamisme radical, de nihilisme guerrier du type Jabhat al-Nusra et Daech, et davantage de difficultés pour ceux qui leur résistent. Au contraire, se débarrasser d'Assad, de son "État" et de ses portraits, produirait des interactions modérées au sein de la société et mettrait les forces sociales et nationales qui se reconnaissent dans le drapeau vert dans une meilleure posture pour affronter les extrémistes de la bannière noire. Elles seraient aussi plus en mesure de s'adresser aux patriotes qui s'identifient au drapeau de la République arabe syrienne. Par "patriotes", j'entends ceux qui sont attachés à une Syrie unifiée sur les plans social, politique, culturel et économique. Ce sont ceux pour qui les interactions internes priment sur les relations avec les puissances étrangères, et l'engagement spécifiquement syrien sur toutes les autres obligations.

Aujourd'hui, tout tend à renforcer les organisations à la bannière noire, et en particulier le régime fasciste et ses alliés. Les modérés et les patriotes sont en position de faiblesse, et la plupart des "verts" se sentent abandonnés à leur sort, surtout après que le régime a utilisé contre eux les avions, les missiles à longue portée et les armes chimiques, et que le conflit syrien est devenu une guerre confessionnelle à l'échelle régionale.

Une telle approche sociale symbolique pourrait également dégager une vision politique qui consiste à s'adresser à certains secteurs de la société syrienne baathiste, attachés aux modes de vie “modernes”. Ces modes sont à défendre parce qu'ils constituent un espace de convergence commun, né avec la Syrie contemporaine et qui l'a accompagnée durant sa courte histoire. Je parle des libertés sociétales ayant trait à l'alimentation (boisson comprise), l'habillement, la mixité dans les espaces publics et semi-publics, de toutes les libertés dont on ne peut plus se passer de nos jours dans aucun pays. Il est impensable que l'on puisse jouir des libertés politiques quand ces libertés-là sont bafouées.

Le régime de Bachar a pratiquement aboli la fonction sociale de l'État, et sa politique économique a accéléré la marginalisation et la dégradation des faubourgs et des zones rurales. Il a annexé la Syrie à l'Iran qui ne cache pas ses visées impériales. Son père avait déjà mis fin à la république en instituant le principe de succession monarchique, avec un pouvoir absolu, personnel, familial et communautaire. Avant eux, le règne baathiste et la montée du nationalisme arabe dans les années 1950 et 1960 avaient exclu les Kurdes sans résoudre aucun problème arabe. Une question nationale majeure s'est ainsi ajoutée à toutes les autres dont nous subirons longtemps les conséquences.

En outre, comme l’“arabité absolue” a tué l'esprit émancipateur de l'arabisme initial, l'idéologie moderniste dans sa version assadienne a lié les libertés sociétales évoquées plus haut au despotisme politique et à la marginalisation de la majorité de la population. Elle en a fait un sujet de discorde plutôt qu'un champ partagé. On ne peut défendre ces libertés efficacement sans mener parallèlement une lutte sans merci contre la marginalisation et l'exclusion de larges secteurs de la société syrienne.

La République arabe syrienne est une page de l'histoire du pays, une des couches de la société syrienne. S'il est impératif de tourner la page de l'ère baathiste, il importe également de préserver les apports sociaux de cette république (intégration accélérée des ruraux dans la vie nationale, extension des services publics, affirmation des libertés sociétales, en plus de l'arabisme), mais débarrassée des structures idéologiques et politiques de l'époque. Cela dépasse largement les intérêts des Syriens qui se sont

identifiés plus que d'autres à cette république, car il s'agit de la personnalité de chaque Syrien, quelles que soient ses origines culturelles ou sociales, et ne pas prendre en considération la diversité des Syriens risque de nous faire verser dans un dangereux nihilisme historique.

La nouvelle Syrie pourrait et devrait être le produit d'un compromis historique entre les deux drapeaux vert et rouge, afin d'évincer le portrait et d'isoler le salafisme nihiliste. Le premier pas vers ce compromis historique consiste à se débarrasser du régime qui a trahi la Syrie au profit d'une puissance étrangère et d'un clan.

L'IDÉE RÉPUBLICAINE ET LA RÉVOLUTION SYRIENNE

Istanbul, 25 janvier 2014

Ce n'est qu'après la révolution, et avec quelque hésitation, que le concept de république a fait sa réapparition dans les esprits. Durant ces trois dernières années, de nombreuses initiatives l'invoquant ont eu lieu, dont une qui semble être un projet de parti politique.

Il manque cependant des réflexions sur ce concept et ses fondements historiques et idéologiques, sur ses contradictions et ses fonctions politiques potentielles.

Au cours des dernières décennies, j'ai contribué pour ma part au lancement d'un débat en Syrie autour de ce concept et ce, dans une démarche critique en rapport avec deux régressions : politique et intellectuelle, dans la vie publique syrienne.

La première est l'instauration d'un régime dynastique qui a confisqué l'État et imposé une tyrannie sanguinaire, transformant un peuple en formation en un assemblage de sujets subordonnés⁷².

La seconde est le credo élitiste qui appelle à sévir contre les gens ordinaires, la "plèbe", au nom des notions de "modernité", "laïcité" ou "esprit des Lumières". Les liens directs et indirects entre le "royaume assadien" et ces prêcheurs font d'eux les intellectuels organiques du "premier monde interne" que le clan Assad constitue, l'avant-garde fasciste⁷³.

Je tente dans cet article de démontrer l'efficience du principe républicain dans la critique de l'islam politique en général, et des formations islamistes fascistes en particulier. Ces dernières sont apparues après le déclenchement de la révolution et se sont considérablement renforcées durant l'année 2013,

rendant ainsi un service inespéré au régime assadien et comblant d'aise tous les intellectuels organiques de son "royaume".

LA RÉPUBLIQUE ET L'APPROPRIATION DU/DE LA POLITIQUE

Pour rester dans le sillage des objectifs de cet article, nous définissons le principe républicain comme l'appropriation du politique par l'ensemble de la population.

La vertu de la république, pour parler comme les Anciens, est l'exercice de la politique pour le grand public et les gens du commun. On peut concevoir la république comme un corps social où les gens s'approprient de manière égalitaire la gestion et la conduite de leurs affaires. Cette égalité politique leur permet d'élaborer des législations et de les mettre en œuvre pour développer le vivre ensemble.

L'appropriation du politique signifie également la maîtrise par les citoyens des outils et des mécanismes du changement social et leur capacité d'y parvenir par l'action politique. Changer la forme de la propriété à l'ancienne manière communiste n'a abouti qu'à la domination de la population par une petite élite usant de méthodes fascistes et engendrant des formes d'aliénation des individus et des groupes plus terribles que celles connues dans le système capitaliste. Mais le changement social demeure limité sans un changement du régime de la propriété qui permette aux producteurs de maîtriser davantage le processus de production, l'organisation de leurs propres conditions de vie et celle de la vie sociale dans son ensemble. L'appropriation du politique implique dans ce sens le principe socialiste fondé au XIX^e siècle qui, dans sa version marxiste, considère l'économie comme une infrastructure et situe le politique dans la superstructure. Nous comprenons de nos jours le politique comme étant l'infrastructure, mais en y intégrant toutes les formes de production et d'organisation de la vie sociale. Le politique selon cette conception n'est donc plus strictement confiné à l'État et aux organisations politiques. L'économie, en tant que production matérielle, en dépend et en fait partie.

Nous partons de cette définition pour affirmer que l'appropriation sociale du politique prime la nationalisation des forces productives et qu'elle est une condition du contrôle social des ressources publiques et des conditions de vie.

Dans ce sens, la république est un “socialisme politique” dans lequel le public se partage l'appropriation de la politique et de l'État.

L'égalité politique en tant qu'appropriation du politique et du changement par le public dépasse l'égalité juridique qui est le “plafond” de la pensée politique libérale. Ce qui est recherché n'est pas tant l'égalité devant la loi que derrière la loi, si on peut le formuler ainsi, c'est-à-dire dans l'élaboration des lois (d'après Michel Foucault). Le pari de la république est même l'égalité derrière le politique, c'est-à-dire dans l'élaboration des politiques et pas seulement l'égalité devant elles et dans la participation à l'élaboration des lois. Nous nommons l'égalité dans l'élaboration des politiques l’“égalité souverainiste”, car elle se base sur la souveraineté et l'égalité de tous les citoyens dans la production de leur destin commun et de leur identité (l'identité n'étant pas un patrimoine ni un héritage mais un projet ouvert). L'idée de la république est bâtie sur la souveraineté de chacun et de tous, sur l'égalité souverainiste. À ce titre, l'appropriation du politique, et le changement républicain, permet de dépasser l'affrontement entre un libéralisme socialement indifférent et un socialisme autoritaire ou fascisant et donne accès à un “collectivisme politique”, si l'on peut définir ainsi l'égalité souverainiste.

Rien ne contraint la république à être un État centralisé et basé sur l'homogénéisation des citoyens comme la république d'Atatürk, en Turquie, fondée sur la domination d'une élite “nationaliste” qui considère que l'homogénéité est une règle obligée du républicanisme et repousse les rétifs à la marge de l'État et de la société. Le modèle homogène n'est pas neutre. C'est l'hégémonie d'une élite d'origine et d'orientation bien déterminées sur un public hétérogène en vue de le fondre dans le même moule et d'éliminer la diversité, les divergences et la politique.

La république ne se réfère pas à un seul public mais à des publics politiquement actifs, enracinés chacun dans son environnement propre avec ses propres aspirations. Elle ne consiste pas à réprimer ces aspirations ou à

les hiérarchiser. Bien au contraire, elle se doit d'offrir un cadre permettant à chacune de s'épanouir, car c'est la condition de l'épanouissement de toutes les autres (pour paraphraser Marx).

CONTRE LE ROYAUME ASSADIEN

Sur ce terrain, le concept de la république peut constituer la pierre angulaire de la critique et de la lutte contre la dérive néo-sultanienne de l'État syrien. Il contrerait le basculement du pays vers un royaume héréditaire fondé sur le despotisme et la monopolisation des ressources nationales, avec une organisation communautaire de la société et l'agitation du spectre de la "discorde" (du conflit sectaire) comme forme dominante des luttes sociales.

En république, l'héritage politique n'existe pas. La souveraineté appartient à un peuple qui ne se réduit ni à une identité, ni à un sultan, une dynastie ou un parti. Dans la conception générale de la république, Bachar al-Assad et sa lignée n'ont aucune légitimité, cela avant même d'évoquer leurs crimes contre la Syrie en tant que société, État et entité. La dynastie Assad n'aurait jamais pu accaparer le pouvoir si les Syriens n'avaient pas été appauvris politiquement et interdits de débat public. Libérer le débat sur les questions politiques, le rendre accessible au public le plus large, forcément hétérogène, permettra de violer la Constitution du royaume assadien (fondée sur la violation des droits des Syriens), et de remettre la politique et le débat entre les mains des gens.

C'est sur la séparation entretenue entre un vaste public et un champ politique étriqué et monopolisé par l'élite dirigeante que s'est érigé le royaume assadien. La politique a tellement été représentée comme une science "noble", réservée à un parti et à une idéologie, et même à des individus et, en particulier, à un "génie d'exception", qu'elle est devenue une propriété privée transmissible aux descendants. Cette perception de la politique a servi à frapper d'incapacité la plus grande partie de la société sous le contrôle attentif des services de renseignement. Pendant plus de quarante ans, à grand renfort de ces services, de l'armée et des autres

formations militaires chargées de la protection du régime, l’interdiction de politique a été sévèrement maintenue.

De ce point de vue, en remettant la politique et la guerre à la portée de tous, la révolution syrienne a été une violation majeure de la Constitution du royaume assadien. En brisant le système de la quarantaine politique, la république devient une “conscience de soi”, une appropriation de la politique et de la guerre, celle-ci s’étant imposée comme la condition nécessaire à celle-là. Il n’y a aucune raison valable de s’opposer à l’appropriation par le public de la politique par la guerre quand la confiscation de la politique est protégée par la guerre. Toute monopolisation de la politique par la guerre justifie le recours à la guerre pour briser le monopole quand la politique ne le permet pas. Cela vaut pour tout monopole, actuel comme potentiel.

Le concept de république ne constitue pas seulement une assise critique et émancipatrice pour la résistance contre le régime assadien mais elle favorise également une mobilisation contre l’usurpation du politique par les élites politiques et religieuses qui risqueraient de reproduire le même système sur une base idéologique différente. Le combat contre l’avalissement de la Syrie par Assad sera davantage émancipateur en se doublant d’une résistance acharnée contre toute nouvelle velléité despotique. La démocratie peut se contenter de procédures mais elle perd son âme quand elle n’est pas animée d’un esprit républicain soucieux de l’appropriation par le peuple de la politique et du pouvoir.

Autant ce royaume assadien s’est évertué à éloigner les “publics” syriens dans leur diversité de la chose commune en les rendant invisibles et inaudibles, autant le projet de la nouvelle république aspire à restituer la propriété politique au “prolétariat politique”, c'est-à-dire à tous les Syriens. Cela débutera par l’abolition du clivage entre les visibles et les audibles et ceux qui ne le sont pas.

Par ailleurs, la république syrienne n’est pas une entité qui impose une identité abstraite à des populations locales fort différentes sur le plan religieux ou ethnique. Elle représente un cadre qui consacre l’égalité souveraine et politique entre elles en leur qualité de composantes fondatrices de la république. Celle-ci garantit en même temps l’autonomie

des individus, l'égalité entre eux et leur appropriation de la politique en tant qu'individus.

Le principe d'appropriation de la politique est compatible avec une large décentralisation qui permette aux différents milieux la gestion de leurs affaires et la maîtrise de leurs ressources, la plus importante étant l'accès à la politique, à la législation et au pouvoir. Il est incompatible en revanche avec la toute-puissance de l'État central.

CONTRE L'ÉLITISME MODERNISTE

Le contenu critique et émancipateur du concept de république peut être appréhendé sous un autre angle : celui de la remise en cause de l'élitisme utilisant les notions de laïcité, de lumières et de rationalisme comme stratégie de contrôle des populations. Une stratégie qui vise à les couper du politique, au nom de prescriptions qui renvoient à des abstractions telles que l’“Histoire”, la “Raison” ou la “Modernité”.

Les “éclairés” font preuve d'une loyauté sans faille à la logique leniniste relative à la transmission de la conscience révolutionnaire aboutie à une classe baignant dans le spontané et le revendicatif. Sans même qu'il y ait le moindre changement structurel, voici que l’“illumination” par le haut emboîte le pas à la révolutionnarisation par le haut. Il est supposé que ces “lumières” vont apporter le savoir et la raison à des populations nonchalantes, incapables de se libérer et de s'exprimer par leurs propres moyens. Leur seule voie de salut pour gravir les échelons de l'émancipation est de s'en remettre à ces “éclairés”, les seuls selon eux dotés de raison.

Le modernisme éclairé se présente comme un courant intellectuel abstrait, exclusivement dévoué à la pensée et qui se situe au-dessus de la politique et des conflits qui y ont trait. Mais ses idéologues sont en réalité des militants politiques qui dissimulent la portée politique de leur production, préférant discourir sur la pensée, le savoir et la raison. Nier cette portée politique ne l'efface pas, mais cache une aspiration à se poser comme référence politique supérieure, incontestée et indiscutée, comme

celle à laquelle tendent certains islamistes. Si ces derniers acceptent le modèle du “despote juste” ou une forme médiocre de démocratie, les élitistes “rationalistes” optent pour le “despote éclairé” qui cajole l’élite et gouverne la plèbe d’une main de fer.

Une des caractéristiques les plus saillantes de l’élitisme moderniste et éclairé en Syrie est sa connivence avec le royaume assadien. Les “modernes”, en effet, s’élèvent contre le “populisme” mais ne se posent pas de questions sur l’état du “peuple” et sur les réalités concrètes des populations locales et ne fournissent pas le moindre effort d’analyse politique. Et le despote, lui, enchaîne et bâillonne ces mêmes populations sans jamais être importuné par les hérauts de la modernité et des lumières.

La critique du “populisme” débouche parfois sur des propositions franchement réactionnaires, comme priver les analphabètes du droit de vote dans des élections libres. Des élections qui, à l’époque où ces propos ont été tenus par Georges Tarabichi, n’étaient prévues dans aucun des pays arabes. L’élitisme moderniste s’en prend aux plus faibles, les analphabètes dans ce cas, qui se trouvent dans les couches des plus démunis, sans établir un lien entre l’illettrisme et la pauvreté, et encore moins entre la pauvreté et le mode tyrannique d’exercice du pouvoir.

Le royaume et les “laïques” ont un autre point commun, qui est l’obsession du “fondamentalisme”. Ce que ne discerne pas cette élite totalitaire, c’est le rapport intime entretenu entre ce “fondamentalisme” et le régime des priviléges politiques. Le premier, en tant que tentative d’appropriation du politique à travers le religieux, est une conséquence de la confiscation du champ politique par le second. Si le système fondé sur le monopole politique et la discrimination sociale n’est pas balayé, la Syrie n’aura aucune chance de tenir longtemps tête à la menace fondamentaliste.

Au fond, l’orthodoxie moderniste ne diffère guère de la doctrine sociale des officiers du renseignement, que ce soit dans leur manière de qualifier la majorité des Syriens de fanatiques, d’arriérés et de racaille ou dans sa mise en quarantaine politique. La frontière est ténue entre l’exclusion politique et l’éradiation à coups de barils d’explosifs, de missiles Scud ou d’armes chimiques en cas de révolte. D’ailleurs, les “éclairés” n’ont jamais protesté contre ces crimes indiscutables. En revanche, le républicanisme délimite un

champ intellectuel et politique qui nous permet de mettre à nu les fondements intellectuels de l'éradication et de les combattre.

Dans le combat pour l'appropriation de la politique, le républicanisme est l'exact contraire du modernisme élitiste. La séparation entre le peuple et la culture ("raison", "savoir", "pensée") est la caractéristique par excellence du courant élitiste moderniste. Elle s'inscrit dans le droit-fil de la pratique despote qui consiste à couper le peuple du politique.

La république est un projet qui vise autant l'appropriation par le peuple de la culture, de la production de la pensée, des principes et du sens que l'appropriation de la politique (organisation, discours, protestation, initiatives publiques...) et la maîtrise de la vie économique (production et redistribution des richesses).

CONTRE L'ÉLITISME ISLAMISTE

La république permet par la suite de récuser radicalement les courants islamistes fascistes et la théorie de l'islam politique en général. Le principe républicain remet le politique, la souveraineté, l'autorité et la législation aux mains de la "majorité des gens ordinaires" qui ne détient pas le "savoir". Ce n'est le monopole ni d'un héritier, ni d'un savant, ni d'un être divin et de ses représentants sur terre. Ceux qui "ne savent pas" ont toujours la possibilité d'apprendre, de se transformer et de transformer leur monde. Ils sont les plus à même de savoir ce qui est le mieux pour eux, tandis que "ceux qui savent", les islamistes, ne possèdent qu'un "savoir" statique. Or, "une science immuable est une ignorance immuable", pour citer le grand mystique Niffarî.

Dans ce sens, la pensée républicaine est une pensée séculière, résolument laïque, mais, grâce à ses partis pris sociaux, en rupture avec l'autoritarisme laïque.

D'un point de vue social, la pensée politique islamiste est généralement élitiste. Elle donne le dernier mot concernant la politique, le savoir, la législation, la morale, à des individus ou des assemblées de "savants"

religieux. Cet élitisme est encore plus marqué dans les courants islamistes radicaux, qui font de la violence un outil ordinaire de la lutte politique, écartant sur leur passage la majorité de la population, y compris la grande majorité des croyants. Ils érigent de la même façon la notion d'apostasie en pilier fondateur de leur politique d'éradication de leurs contradicteurs.

La pensée républicaine renvoie à l'existence matérielle des personnes dans leurs milieux sociaux et leurs groupes et communautés hétérogènes. Elle ne les considère pas comme des "adorateurs de Dieu" ou les porteurs d'une identité islamique. Ce sont ces hommes et ces femmes prosaïques qui sont les dépositaires légitimes de la politique et qui sont aptes à prendre en main leur destinée indépendamment de toute exigence contractuelle ou de toute disposition constitutionnelle liée à certaines conditions imposée une fois pour toutes.

C'est donc au titre de propriétaires légitimes que les citoyens sont égaux en république. Cette égalité dans la conception du politique, des lois et des institutions n'est compromise ni par la démographie, ni par les origines, ni par le genre. Le corps des femmes tout comme celui des hommes est leur propriété exclusive. Il n'appartient ni à la nation, ni à l'État, ni à la religion.

Dans le contexte de la révolution syrienne, la religiosité islamique a aidé un large public à s'approprier la chose politique en termes de contestation, de discours et d'organisation. Elle a par conséquent eu un effet républicain, violemment contré par l'élite au pouvoir et la prétendue élite intellectuelle. Mais l'effet républicain fut aussitôt tué dans l'oeuf par la pensée élitiste islamiste, et le despotisme qu'elle inspire. Il s'estompe toujours dans la plupart des courants islamistes car ils exploitent la puissance contestatrice de la religiosité en faveur d'un projet élitiste privé. Ils ne tolèrent d'ailleurs pas cette même religiosité si elle échappe à leur contrôle. Le pouvoir auquel aspirent les islamistes n'est même pas une "république des musulmans" mais au mieux un pouvoir despotique élitiste, et au pire fasciste de type Daech.

D'une manière générale, la pensée islamique n'est toujours pas en mesure d'élaborer des concepts religieux progressistes dont la traduction politique mettrait en échec les projets communautaires ou étroitement

sectaires. C'est un défi majeur qui pourrait produire, s'il était relevé, l'équivalent de la théologie de la libération en Amérique latine.

La pensée républicaine rejette la conception procédurale de la démocratie qui est acceptable pour les islamistes modérés. Une conception qui admet l'accessibilité des citoyens à la politique mais pas la souveraineté des individus et des groupes sur leurs propres destins et conditions de vie.

Une telle démocratie facilite forcément l'entrisme des extrémistes religieux, défenseurs de la "gouvernance divine". Le "règne de Dieu" signifie pour eux que le pouvoir, l'autorité, la souveraineté, la législation et la légitimité sont aux mains de ceux qui gouvernent au nom de Dieu, des gens "comme nous", qui acquièrent un pouvoir absolu, un droit de vie ou de mort. De la même façon que le régime assadien considère une bonne partie de la population comme de la vermine et s'emploie à l'exterminer au moyen de barils d'explosifs, de gaz chimiques et de missiles Scud, ces islamistes radicaux sont disposés à faire subir le même sort à ceux qu'ils traitent d'apostats, agents de l'Occident ou opposants laïques, mais peut-être avec une technologie mortifère différente. Les armes du régime sont bien plus létales mais le meurtre djihadiste, plus spectaculaire.

La logique de l'apostasie fonde un pouvoir qui combine théocratie traditionnelle et techniques modernes. Ce qui devrait nous conduire à former un large front contre les néofascistes, et il ne fait aucun doute qu'il existe des musulmans pratiquants, voire islamistes, qui sont disposés à s'engager dans un tel front contre des organisations comme Daech.

La pensée républicaine n'est cependant nullement hostile à la religion, en l'occurrence à l'islam, elle ne dénigre pas la foi musulmane, ne dévalorise pas les musulmans par rapport aux autres, mais ne les favorise pas non plus. Les dévots musulmans n'ont pas moins ni plus de valeur que les non-pratiquants ou les non-croyants. Leur foi est tout aussi légitime que celle des autres.

Les intellectuels islamophobes, qui se sont toujours montrés complaisants envers le régime fasciste, sont complices de ses crimes et ne sont pas crédibles, moralement et intellectuellement, quand ils dénoncent les crimes des groupes djihadistes.

Contrairement à ce que pensent les élites islamistes et modernistes confondues, ce que nous appelons confessionnalisme ou communautarisme ne s'enracine pas dans notre héritage socioculturel mais dans la discrimination sociale actuelle sous ses différentes formes. Loin d'être un vieux résidu identitaire, il est un outil de contrôle et de pouvoir. C'est pourquoi nous ne pourrons nous en affranchir qu'en luttant contre les discriminations sociales et pour l'appropriation de la politique par tous les citoyens et l'égalité souveraine entre eux.

Le principe républicain implique une critique du libéralisme économique très en vogue dans certains milieux favorables à la révolution syrienne. Ainsi du fameux “plan de transition démocratique en Syrie” publié durant l’été 2013, qui évoque avec une certaine légèreté la “liberté économique” et la “transition vers le marché libre”, c'est-à-dire en pratique le pillage des ressources nationales par les plus riches et leurs partenaires régionaux et internationaux. Les besoins de la société syrienne, qui a subi des pertes incommensurables durant deux ans et demi de guerre, ne sont appréhendés qu'en termes humanitaires, alors qu'elle aspire à l'appropriation des ressources publiques et à leur répartition équitable selon les besoins, en particulier des plus défavorisés. Le texte semble se préoccuper davantage de l'identité du futur système économique et de ses principaux acteurs (entreprises et hommes d'affaires fortunés) que de l'intérêt général de la population. Il sépare ainsi la population des ressources publiques et écarte la possibilité pour elle de contrôler les processus de production. Cette logique n'est pas très éloignée de celle du royaume assadien en matière politique, de celle des élites modernistes en ce qui concerne la culture et le savoir, et de celle des élites islamistes pour ce qui est de la religion, et plus généralement de la spiritualité et de la morale. Les gens ordinaires en Syrie se sont révoltés contre le népotisme et la discrimination sociale, pour la justice et la liberté, et pour prendre en main leur destin, et non pour l’“économie de marché” ou pour l’“islam”.

En guise de conclusion, je dirai que le républicanisme, en tant que principe de réappropriation du politique et de changement opéré par le grand public, permet de lutter contre trois formes de tendances élitistes fascisantes : héréditaire assadienne, intellectuelle moderniste et religieuse islamiste. À ce titre, la république constitue une base saine pour rassembler les initiatives politiques des groupes d'intellectuels et des forces progressistes dispersés en Syrie.

Si le sort du pays est aujourd'hui entre les mains d'un régime fasciste et d'organisations islamistes de la même trempe, si l'opposition traditionnelle se répartit entre deux courants paternalistes, le *mumâni'* (récalcitrant) et le libéral, le principe de la république représente l'énergie émancipatrice et égalitaire la plus proche des premiers moments de la révolution syrienne. Il peut contribuer à former un nouvel esprit révolutionnaire, tant sur le plan intellectuel et culturel que sur celui de l'organisation et de l'action politiques.

Au vu de nos expériences au cours des trois dernières années, nous avons besoin d'une nouvelle conception du/ de la politique, qui pourrait être fondée sur le principe de la république. C'est un moyen de sortir de l'impasse à laquelle nous ont menés le régime, ses homologues islamistes et les formations obsolètes de l'opposition traditionnelle.

LE SULTAN MODERNE :
LES SOURCES SOCIALES ET POLITIQUES
DU COMMUNAUTARISME EN SYRIE

Istanbul, janvier-février 2015

Selon une théorie très répandue, la source du communautarisme serait tout simplement l'existence dans une société donnée de “communautés”, qui ne seraient que les différentes confessions religieuses et n'entretiendraient forcément entre elles que des relations d'hostilité et de méfiance réciproques, voire de guerre. Or il n'est pas de société où ne coexistent plusieurs communautés. Pourquoi ne sont-elles pas toutes menacées en permanence de tensions confessionnelles ? Théorie donc vulgaire, fondée sur une impression première sans recul ni examen de ce qu'elle recèle, et seule sa critique nous permet de mieux cerner le problème. Les communautés sont elles-mêmes des constructions sociales, dans des conditions politiques précises, et c'est ce que j'essaie d'analyser dans ces pages.

Une autre théorie, “progressiste”, prétend que le communautarisme reflète des structures sociales périmées. Je défends ici l'idée qu'il est une stratégie politique, un instrument de gouvernement, et non le prolongement d'un passé qui ne veut pas mourir. S'il en est ainsi, c'est que ce passé est revivifié par les politiques, les agencements et les rapports de pouvoir au présent. Son legs ne survit que parce qu'il s'articule à des situations présentes.

Le communautarisme n'est pas non plus une forme de fausse conscience, une illusion, une passion ou une déviance idéologique, même s'il se manifeste parfois sous la forme d'une idéologie, et nourrit des illusions et des passions. Il n'est pas qu'une appartenance identitaire, parfois fanatique,

même quand les communautés paraissent fermées sur elles-mêmes et exclusives. Il est un aspect de l'exercice du pouvoir et de discrimination sociale, s'incarne dans des situations politiques et sociales, et se constitue à travers des pratiques allant jusqu'au meurtre, mais il se fonde toujours sur la discrimination et s'exprime et s'affirme dans des discours et des doctrines.

Je me limiterai au cas de la Syrie, qui me semble pertinent parce qu'il est occulté et qu'il est du domaine de l'interdit – un interdit protégé par la violence et une certaine “culture”. Penser le communautarisme en Syrie exige en effet une réflexion qui va au-delà des apparences et des discours explicites pour analyser la société, l'État et la politique durant les décennies du pouvoir assadien. C'est penser aussi la violence et la “culture”.

En menant cette analyse, nous tenterons d'élaborer un modèle sociopolitique, que nous nommons l’“État sultanien moderne”. Le communautarisme en est l'un des fondements, les autres étant l'allégeance (la subordination), la discorde (la guerre confessionnelle) et l’“éternité” (la dévolution héréditaire du pouvoir).

L'ORDRE NOUVEAU ET SES CONTRADICTIONS

La période que nous analyserons en particulier est celle de la fondation du régime par Hafez al-Assad après son accession au pouvoir en 1970. Non que les relations intercommunautaires fussent auparavant idylliques, mais notre choix méthodologique se justifie par le fait que la tendance générale entre l'indépendance en 1946 et le coup d'État de 1970 allait dans le sens de l'élargissement du champ politique national, de la participation de plus en plus large des Syriens de différentes origines à la vie publique et de la sécularisation progressive de la pensée et de la pratique sociale, donc d'un recul du communautarisme dans les instances de l'État. Sans quoi, d'ailleurs, la prise du pouvoir par le Baath, voire par Assad lui-même, aurait été impossible.

Aussi bien dans la période qui a suivi l'indépendance que dans celle du pouvoir baathiste pré-Assad (1963-1970), de profondes contradictions

minaient le pays. Dans la première, une petite élite composée soit de notables urbains, formée notamment durant les dernières décennies ottomanes, soit d'officiers qui avaient en partie servi sous le mandat français, gouvernait un pays dont la population assez hétérogène (et qui comptait moins de quatre millions de personnes en 1946) connaissait une croissance rapide. Des appareils religieux musulmans sunnites déterminaient ce qu'était ou n'était pas l'islam, et leur autorité s'exerçait sur les musulmans non sunnites – une autorité non souveraine, sans moyens de coercition, mais effective. Elle intervenait dans les domaines de l'enseignement religieux, du statut personnel et des cérémonies religieuses, et touchait tant les sunnites (qu'on n'avait d'ailleurs jamais consultés pour obtenir leur approbation) que les alaouites, les druzes, les ismaéliens, les chiites ou autres. Il n'existe pas de cadres juridique ou institutionnel traitant les Syriens en individus indépendants, pouvant décider librement ce qu'ils voulaient en matière d'enseignement ou de statut personnel.

Sous le Baath, la nouvelle élite n'avait pas la légitimité nécessaire pour régler cette dernière contradiction, due à l'hégémonie religieuse sunnite. En revanche, la base sociale de la vie publique s'est élargie grâce à la réforme agraire, la nationalisation des grandes entreprises et des banques, et l'extension de l'enseignement. Des ruraux ont mis fin à la domination par les notables urbains dans la bureaucratie, l'armée, les services éducatifs. Mais la nouvelle élite n'a pas tardé à engendrer une contradiction non moins profonde entre la base ainsi élargie et un régime politique fondé sur la mainmise sur le pays, par la force, d'un parti unique, voire d'un seul homme.

Avec Hafez al-Assad (1970-2000), la base sociale de la vie nationale a cessé de s'étendre sous l'effet du despotisme exacerbé du régime, d'un côté, et de la constitution progressive d'une nouvelle bourgeoisie, de l'autre, composée de deux catégories : la première joue le rôle d'intermédiaire entre le centre du pouvoir et le public (je l'appellerai la bourgeoisie locale ou les nouveaux notables), alors que la seconde détient les principales ressources du pays et les secteurs économiques juteux (que j'appellerai la bourgeoisie centrale). Les anciennes contradictions réapparurent sous de nouvelles formes. Celle d'abord entre des structures politiques cloisonnées et une

population en croissance galopante : de six millions en 1970 à neuf en 1980 et à dix-huit en 2000, majoritairement exclus de la vie politique, et dont 42 % vivaient du secteur économique informel. Celle ensuite due à la permanence de l'hégémonie sunnite en matière d'enseignement religieux, de statut personnel et de célébrations religieuses, considérée par Assad comme une compensation de son monopole absolu du pouvoir politique. Celle enfin de la discrimination de classe prébaathiste, revivifiée par le régime de Hafez al-Assad avec ses traits de plus en plus totalitaires et fascisants, et qui s'est exacerbée sous Bachar, mettant face à face la nouvelle bourgeoisie et des masses de Syriens appauvris et marginalisés par la politique économique néolibérale et la dislocation des anciens appareils à caractère populiste. Mais revenons à l'année 1970, date du coup d'État de Hafez al-Assad.

SÉCURISER LE RÉGIME

Il était clair dès le début que Hafez al-Assad jetait les fondations d'un régime destiné à durer. Né en 1930, il avait dix-neuf ans quand eut lieu le premier coup d'État militaire, suivi d'autres dans une décennie agitée au cours de laquelle la Syrie connut aussi une période pluraliste. Il fut à l'époque de l'union syro-égyptienne (1958-1961) l'un des cinq fondateurs du comité militaire baathiste clandestin. Il participa au coup d'État mené par des officiers nassériens et baathistes en 1963, puis à celui de 1966, avant de se retourner contre ses anciens camarades et de prendre le pouvoir en 1970. Il fit emprisonner Salah Jidid, le secrétaire général du Baath, pendant vingt-trois ans, jusqu'à sa mort, et Noureddine al-Atassi, le président de la République, qui ne fut libéré qu'au bout de vingt-deux ans, juste avant sa mort d'un cancer généralisé.

Dans les deux décennies qui suivirent l'indépendance, le nationalisme panarabe était l'idéologie politique dominante, dans une formulation d'abord "libérale", ensuite "socialiste", mais dans les deux cas opposée théoriquement au communautarisme. La discrimination sociale

fondamentale était régionale, la plus grande partie du pays – les campagnes et les petites villes – étant négligée au profit de Damas et d'Alep, et dans une moindre mesure de Homs et de Hama. Et ce fut là que le Baath recruta son cadre militaire et élargit sa base sociale.

Il est probable que la principale leçon que Hafez al-Assad retint de son expérience récente était que prendre le pouvoir en Syrie était plus facile que de le conserver. Et il a tout fait pour y aboutir. “Assad pour l’éternité” devint le slogan que devaient scander chaque matin les écoliers et les soldats durant les deux dernières décennies de son règne. Et il en allait de même dans les chansons comme dans les “manifestations populaires spontanées”, au cours des massacres et dans les prisons, et on ne compte pas le nombre de statues élevées à sa gloire à travers le pays.

Son premier souci fut donc de former des appareils de sécurité fidèles et redoutés, dirigés par des alaouites de son clan (puis de celui de sa femme), avec une préférence pour les membres de sa propre famille, les plus dignes de confiance. Il accorda à ces services des priviléges de toutes sortes, et il était normal que des jeunes issus d'une communauté pauvre et longtemps méprisée se pressent de rejoindre l'armée et les services de renseignement du moment où ils étaient ainsi sollicités. Notons que déjà sous le mandat français, beaucoup d'alaouites embrassaient la carrière des armes, à la recherche d'un revenu stable, mais aussi parce qu'ils y étaient encouragés par les Français, alors que les notables des villes s'en éloignaient, préférant le commerce et les professions libérales et répugnant à l'idée de servir dans une armée étrangère. Ce qui est certain, de toute façon, c'est que les appareils répressifs furent dès le début du règne d'Assad recrutés sur une base confessionnelle.

En même temps furent formées des milices, avec à leur tête des proches du président : son frère Rifaat à la tête de Sarâya al-difâ' (Brigades de la défense), son beau-frère Adnân Makhlouf à la garde républicaine, ‘Alî Haydar aux Unités spéciales. Chaque formation de l'armée régulière devait être dirigée par trois hommes, appartenant à des communautés différentes : un chef militaire, un politique du parti Baath et un responsable sécuritaire, ce dernier ayant la prééminence. L'armée n'était plus, après l'armistice qui a suivi la guerre de 1973 avec Israël, qu'un instrument de répression,

d'abord au Liban en 1976, contre les Palestiniens et les Libanais, ensuite contre les Syriens. D'armée nationale surpolitisée, elle s'est transformée en un outil dépolitisé au service exclusif de la tyrannie. C'est pourquoi il est erroné de définir le régime comme "militaire". Disons pour le moment que c'est un régime de *mukhâbarât* (services de renseignement), dont le seul souci est sa pérennité, grâce aux *mukhâbarât* en situation de paix, et à des unités militaires sécuritaires dans la guerre.

Tous les appareils sécuritaires dépendaient directement du président, et chacun était indépendant des autres, de façon qu'il fût le seul à pouvoir synthétiser leurs rapports et à avoir une vue d'ensemble de la situation dans le pays.

Le régime était fondé sur l'allégeance au président. Chef de l'État, commandant en chef des forces armées, secrétaire général du parti unique, il était aussi le symbole de la Syrie, le centre de la vie publique, bien plus important que l'État, l'armée, le parti, le pays et son peuple. On le traitait de génie, de sage, de grand, de "maître de la patrie", "héros de la guerre et de la paix", "grand de cette nation", de premier des professeurs, des médecins, des ingénieurs, des avocats... On ne pouvait tourner les yeux nulle part sans voir ses portraits et ses statues. Cette glorification n'était pas uniquement destinée à convaincre les gens de son génie mais aussi à leur faire comprendre qu'il était éternel et prêt à tout pour garder le pouvoir. La surenchère dans les manifestations d'allégeance profitait à des individus, des familles ou des groupes qui cherchaient ainsi à assurer leur autorité sur le plan local ou à évincer ses détenteurs. Ce qu'il fallait bien comprendre, c'est qu'il n'y avait dans le pays qu'un seul homme libre de ses pensées et de ses gestes (selon la définition de l'"Orient" par Hegel), autrement dit il n'y avait qu'un seul être politique, le président, et la politique était interdite à tous, partis, parlement, journaux. Pas de débats, pas de réunions libres ou de manifestations spontanées, tout le monde, hormis le président, n'était inexistant politiquement. Mais nous verrons que ces "esclaves" ne cessaient de résister comme ils le pouvaient.

Que signifie cette politique consistant à placer des alaouites aux postes de direction militaires et sécuritaires ? Que signifie le fait que des hommes, en raison de leur origine confessionnelle, occupent des positions centrales dans les institutions de l’État, censées être publiques ? C’était “publiciser” un groupe particulier, lui accorder un statut public, en faire une communauté publique privilégiée. Il va sans dire que tous les alaouites, ou la majorité d’entre eux, n’ont pas eu la chance d’occuper ces positions, mais il est évident que certains alaouites en ont bénéficié bien plus que tout autre Syrien. Néanmoins, parler d’une communauté politique publique ne signifie pas que les alaouites étaient libres ou bien qu’ils gouvernaient le pays en tant qu’alaouites. Les sunnites constituent aussi une communauté publique dans la mesure où leur doctrine est dominante sur les plans éducatif, juridique, symbolique, ce qui ne profite nullement à tous les sunnites ni à la majorité d’entre eux.

La discrimination au profit des alaouites dans les principales institutions de la “république” signifie la privatisation de l’État. L’expression courante “la Syrie d’Al-Assad” résume bien cette situation. Elle sous-entend que la Syrie est la propriété de son président, relégable à son fils après sa mort. À la base de cette privatisation, la confessionnalisation de la fonction sécuritaire, qui est l’“État profond”, le véritable centre du pouvoir.

Rien ne révèle mieux cette dérive que le phénomène des *chabbîha*, ces groupes d’irréguliers rassemblés autour des patrons de la famille Assad ou d’autres familles alaouites influentes, et qui maltraitent l’État apparent et l’ensemble de la population au nom de l’État profond. Phénomène relativement ancien, apparu au lendemain de l’intervention syrienne au Liban, en 1976, qui s’est développé dans les années 1980 et qui atteint son apogée après le déclenchement de la révolution quand les *chabbîha* ont commencé à jouer un rôle sécuritaire public tout en étant des groupes privés. Ils seront institutionnalisés fin 2012, sous contrôle iranien, dans les “Forces de défense nationale”, lancées contre la population favorable à la révolution parallèlement aux services officiels, responsables de la mort sous la torture de 11 000 personnes jusqu’à août 2013, comme révélé par le rapport “César”.

Qu'est-ce qui a poussé le régime à s'en remettre à la confiance communautaire “naturelle” au lieu d'essayer de gagner l'adhésion populaire à sa politique ? Deux choses : la première est la personnalité cynique du président, qui pensait que la grande majorité des citoyens n'aspirait qu'aux biens matériels, et que la minorité récalcitrante avait peu de poids et pouvait de toute façon être facilement éliminée. Il veillait à corrompre son entourage pour le faire chanter au besoin et lui interdire de penser à jouer un rôle politique autonome. La seconde est que l'adhésion nationale nécessite un investissement coûteux dans l'enseignement, l'économie, la culture, la citoyenneté et l'égalité juridique et politique, ainsi que l'abandon du désir ardent de se maintenir éternellement au pouvoir. La confiance naturelle est une mine exploitable avec un minimum d'efforts. Sa “rente” suffit à assurer la pérennité du pouvoir. Le communautarisme ressemble dans ce sens à la rente pétrolière des familles régnantes dans le Golfe. Il est une source généreuse et gratuite d'allégeance qui garantit à moindres frais l'indépendance des gouvernants vis-à-vis des gouvernés.

Le régime tirait profit de la longue frustration des alaouites, discriminés jusqu'au mandat français, et qu'ils avaient exprimée politiquement après l'indépendance en un langage nationaliste, panarabe ou grand-syrien, puis communiste à partir des années 1980. L'allégeance personnelle comme fondement du pouvoir et la confessionnalisation des appareils militaires et sécuritaires engendraient forcément des visions différentes de l'État, les uns considérant qu'ils en faisaient partie, et les autres qu'ils en étaient exclus. Les notions de patriotisme et d'unité nationale dans l'acception du régime n'avaient pour fonction que d'occulter ce décalage au sein de la population dans l'identification avec l'État et d'interdire tout débat sur ses origines politiques et sociales. On incriminait ainsi la dénonciation des pratiques communautaristes du régime comme une “incitation à la discorde communautaire”.

Beaucoup d'intellectuels avant la révolution s'étaient d'ailleurs illustrés dans la défense de ce tabou et du “patriotisme” qui le justifiait, volant au secours des appareils idéologiques qui s'efforçaient de les inculquer et des services de sécurité qui réprimaient ceux qui les transgressaient. Toutes ces pratiques et tous ces discours ne faisaient que souligner davantage la

discrimination confessionnelle, enjeu d'une lutte qui se poursuit encore de nos jours.

La reproduction du régime dépendait en fait de la reproduction des divisions confessionnelles et de la dissolution du lien national. Avec le temps, les Syriens sont devenus de moins en moins des citoyens syriens et de plus en plus des individus appartenant à telle ou telle communauté. Il est aussi indispensable pour la reproduction du régime de diviser les Syriens, de les rendre méfiants les uns par rapport aux autres, que de les humilier. La violence physique et l'humiliation, à l'instar de celles exercées par les Israéliens en Palestine occupée, et plus généralement à l'instar de toute relation entre colonisateur et colonisé, incitent les humiliés à se replier sur leur parentèle en quête de protection et les empêchent de concevoir une communauté plus large, à caractère national. Dans le système communautaire, comme dans le système tribal, l'humiliation individuelle est perçue collectivement. Le rang de "notre" communauté, sa dignité et son honneur appellent une réponse au moins aussi violente à l'humiliation subie par l'un des nôtres, une réponse qui doit rester gravée dans la mémoire de l'autre communauté. À cet égard, il est évident que le viol est la forme de violence la plus douloureusement ressentie dans une formation patriarcale, telle une tribu ou une communauté.

Le principe de justice dans le droit moderne interdit les punitions portant atteinte à l'intégrité physique et à la dignité. Cela n'a jamais été le cas en Syrie, mais la situation s'est particulièrement aggravée sous les Assad, et l'on a assisté à une généralisation de l'humiliation, de la torture et des punitions collectives allant jusqu'aux massacres et aux sièges de villes et de villages. Le confessionnalisme étant un instrument de gouvernement, le régime considère que ses opposants sont animés par des sentiments exclusivement confessionnels, et ils doivent prouver le contraire à des appareils recrutés sur une base confessionnelle, comme aux gardiens "culturels" du tabou. Soit dit en passant, tout cela convient parfaitement aux islamistes, notamment salafistes.

Ces remarques nous paraissent nécessaires pour comprendre que le communautarisme est un rapport de force. Il n'est pas une expression politique de la société, de la religion ou de la culture, ni une simple forme

de clientélisme. Il est haine et coercition, discrimination et méfiance, violence et dissimulation. Quand il se perpétue pendant des décennies, il provoque forcément d'interminables guerres civiles.

La montée du communautarisme, liée à la publicisation d'une communauté privée, s'est toujours accompagnée de violence et de haine, dès les premières années du règne de Hafez al-Assad. L'attribution de ce nouveau statut aux alaouites visait la détention éternelle du pouvoir, l'appropriation permanente de l'État, et du pays tout entier, par Assad et son clan. Et ce régime aux deux visages qu'il fondait, avec une communauté publicisée et un État privatisé, impliquait une dévolution héréditaire du pouvoir, qui est l'un des principaux rouages du système sultanien moderne. Celui-ci est par définition éternel et héréditaire, et le communautarisme en est l'un des piliers.

L'“ASSADISME” : ÉTAT APPARENT ET ÉTAT PROFOND

Deux États coexistent en Syrie : l'un est apparent, l'autre, occulte. Le premier est public, non communautaire, dépourvu de pouvoir, et le second, privé, confessionnel, détenant un pouvoir de décision illimité en tout ce qui concerne les rapports sociaux, les ressources nationales, les relations extérieures, régionales et internationales. Les composantes du premier sont le gouvernement, l'Administration, le “Conseil du peuple”, l'armée régulière, l'appareil judiciaire, les services publics. C'est le monde des fonctionnaires exécutifs n'ayant nulle liberté d'action. L'État occulte est celui du président et de sa famille, des services de sécurité et des formations militaires exclusivement sécuritaires, des hommes enrichis à l'ombre du pouvoir (et dont la figure de proue est Rami Makhlouf, le cousin maternel du président). Dans l'État apparent, la différence entre un chef et un subalterne est insignifiante, alors qu'il n'y a pas de commune mesure entre l'autorité du premier et celle d'un chef de l'État occulte. Il n'y a que des petits dans l'État apparent. Les grands sont tous dans l'occulte.

Prenons l'exemple de Riad Hijab, qui a exercé les fonctions de Premier ministre en 2012. Il était en principe le deuxième personnage de l'État après Bachar al-Assad. Mais un haut officier des services de sécurité, comme Jamil Hassan, chef du service de renseignement de l'armée de l'air, était incomparablement plus important. Alors que ce dernier, en tant qu'"enfant du régime", était doté d'un pouvoir de décision, Hijab pouvait à peine intervenir pour la promotion d'un fonctionnaire. Quand les *mukhâbarât* lui adressaient par exemple une liste de fonctionnaires à répudier, il n'avait qu'à s'exécuter.

À cet égard, on peut noter que tous les dissidents depuis le déclenchement de la révolution appartenaient à l'État apparent, y compris les déserteurs de l'armée régulière, et aucun à l'État occulte, celui des hommes qui possèdent la Syrie et la gouvernent.

N'ayant pas une institution religieuse fortement structurée, la masse des alaouites en est venue à s'identifier à cet État occulte. Toute expression politique indépendante en leur sein fut terriblement réprimée. Ce fut le cas des baathistes de l'équipe de Salah Jedid, au pouvoir après le coup d'État du 23 février 1966, et lui-même ne fut libéré de prison que juste avant sa mort en 1993. Le Parti d'action communiste, où militaient beaucoup d'hommes et de femmes d'ascendance alaouite, subit à son tour une féroce répression dans les années 1980 et 1990. Et il est probable que l'arrestation en 2012 de 'Abdel 'Aziz al-Khayyer, grande figure de ce parti, s'inscrivait dans la même logique : éliminer tout alaouite hostile au régime.

L'État apparent, lui, n'est pas structuré par une discrimination communautaire. Au nom de l'"unité nationale", le régime a veillé à assurer un minimum d'équilibre confessionnel dans le partage des postes. Quand des intellectuels syriens refusent de qualifier le régime de confessionnel, ils se laissent en fait tromper par la pratique de cet État-là, et certains acceptent de leur plein gré d'être les gardiens du tabou confessionnel. Car c'est bien le communautarisme qui assure la cohésion de l'État occulte et qui détermine son comportement à l'égard de la population.

Afin d'illustrer symboliquement la prééminence de l'État occulte sur l'État apparent, il n'est qu'à comparer la célébration annuelle de la prise du pouvoir par Hafez al-Assad, le 16 novembre, ou du coup d'État du Baath, le

8 mars, avec celle de l'indépendance nationale. Le jour commémoratif du "Mouvement rectificatif béni dirigé par M. le président Hafez al-Assad", tous les moyens de communication sont mobilisés pour le glorifier, les enseignants sont tenus de rappeler sa grandeur, et on ne peut compter les banderoles tendues à travers les rues et sur les façades des bâtiments publics pour lui exprimer l'amour et la reconnaissance de tous les citoyens. Les mêmes scènes se répètent le 8 mars, quoiqu'avec une moindre ferveur, alors que la commémoration du 17 avril, jour de l'indépendance, se passe sans éclat.

Ainsi fut restructurée la mémoire nationale de façon à occulter l'histoire de la Syrie avant l'avènement de Hafez al-Assad, juste signalée comme une ère ténébreuse dominée par le féodalisme et la bourgeoisie. La Syrie n'existe que depuis le jour où il a pris le pouvoir.

LA "SYRIE D'AL-ASSAD"

Durant les sept années du pouvoir baathiste qui ont précédé l'ère des Assad, l'économie syrienne a été profondément marquée par la réforme agraire, la nationalisation des grandes entreprises industrielles et commerciales et l'extension des services sociaux. Sans démanteler les réalisations de ses prédécesseurs, Hafez al-Assad a peu à peu relâché les contraintes politiques et administratives qui bloquaient l'activité économique de la bourgeoisie traditionnelle. Le flux d'aides financières qui suivit la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, en provenance des pays du Golfe, eut pour conséquence la formation progressive dans l'entourage du président d'une classe de nouveaux riches détenant des moyens illimités de coercition, ce qui lui permettait de s'associer de façon léonine avec les restes de l'ancienne bourgeoisie, qui avait de toute façon perdu toute ambition politique.

Désormais, la place éminente qu'elle occupait dans les hautes sphères du pouvoir lui assurait d'énormes priviléges économiques. L'exemple du frère du président, Rifaat al-Assad, qui dirigeait la plus puissante milice du régime, l'illustre parfaitement : s'associant de force à des entrepreneurs

damascènes, pratiquant la rapine et le trafic d'antiquités, disposant d'un port privé, il accumula une fortune colossale et ne fut éloigné du pays avec ses milliards de dollars qu'en 1984, après avoir tenté de prendre la place de son frère, à l'époque gravement malade. Le président, une fois rétabli, lui aurait accordé en outre, en échange de son départ, une indemnité substantielle empruntée à la Libye !

Mais si Rifaat fut finalement expulsé, d'autres suivirent par la suite la voie qu'il avait tracée. Les chefs des appareils sécuritaires ayant maté avec une violence inouïe les protestations populaires, puis la rébellion des Frères musulmans, furent généreusement récompensés, de manière directe ou indirecte, notamment à travers des associations forcées avec des notables locaux, propriétaires terriens dans la Djézireh, industriels et commerçants de Damas, d'Alep et d'autres villes. Ils s'imposèrent aussi comme représentants de grandes entreprises étrangères. Chacun avait sa part du gâteau, grande ou petite selon son influence. La logique sécuritaire les plaçait au-dessus des lois et les autorisait à s'adonner au racket et à toucher des pots-de-vin. Maîtres du pays, ils contrôlaient toutes les affaires économiques juteuses et s'enrichissaient outrageusement.

Si le budget de la Défense est resté le plus important de tous, l'essentiel était probablement destiné aux services de sécurité, dont les responsables à tous les échelons pillaien la population dans une relation qui ressemble à celle de l'occupant face à l'"occupé". Dans l'esprit de la nouvelle classe dominante, qui se confondait avec les appareils de l'État occulte, la notion de "sécurité" ne renvoyait pas au monopole de la violence légitime, selon Weber, mais à l'exercice d'une violence de type colonial.

Les services de sécurité avaient le pouvoir d'arrêter, de torturer, de voler et de violer hors de tout contrôle et au mépris de toute loi. Jamais, durant les décennies de dictature assadienne, un de ses membres n'a été inquiété pour ses crimes. Rongé par la corruption, l'appareil judiciaire était doublé d'une justice militaire et d'une autre, "sécuritaire", qui jugeaient des citoyens civils. Les prisons regorgeaient de prisonniers politiques de toutes obédiences, allant des communistes aux Frères musulmans, en passant par les nassériens et les baathistes d'opposition, mais aussi par des citoyens sans appartenance politique, dénoncés par des mouchards. Tous étaient

férolement torturés, certains sont morts sous la torture. Tous passaient de longues années de leur vie en détention sans jugement. Des milliers de Frères musulmans furent exécutés à la prison de Palmyre et enterrés dans des fosses communes. Dans cette prison, les détenus subissaient quotidiennement d'affreux sévices et des humiliations sans fin. Le massacre de Hama en 1982 n'a pas seulement mis fin à la confrontation militaire avec les Frères musulmans, il a en fait marqué l'abolition définitive de tous les droits politiques des Syriens.

À mesure que le régime perfectionnait ses services répressifs, tous les autres services se détérioraient inexorablement : l'enseignement, l'économie, l'administration, la culture, l'armée... et plus le pouvoir se concentrat dans les mains du président, plus l'allégeance qui lui était due devenait la valeur suprême dans les institutions publiques, les écoles et les universités, les syndicats et les entreprises nationalisées, et, bien entendu, dans l'armée, les organisations populaires et le parti. Elle avait elle-même une fonction sécuritaire : surveiller de près, inciter à la délation par la promotion des mouchards et le harcèlement de ceux qui s'y refusaient. Si vous n'écriviez pas un rapport dénonçant telle personne qui aurait mal agi ou mal parlé devant vous et qu'un autre le fit, vous pouviez être vous-même sévèrement sanctionné pour avoir manqué à votre devoir envers le président. On devait ainsi faire allégeance et la renouveler constamment, animé soit par la peur, soit par intérêt personnel sur le dos des autres. En inculquant cet état d'esprit aux citoyens, en généralisant leur méfiance les uns vis-à-vis des autres, le régime réussit à miner la société syrienne tout entière, et bien des aspects négatifs que l'on a pu observer ces dernières années ont été engendrés par cette méfiance.

Les "grandes marches populaires spontanées", dites "millionnaires", pour commémorer notamment la conquête du pouvoir par Hafez al-Assad, étaient destinées au renouvellement périodique de l'allégeance. Tous les agents de la fonction publique ainsi que les élèves et les étudiants étaient tenus d'y participer et de crier des slogans à la gloire du président, et ces démonstrations étaient retransmises des dizaines de fois à la télévision. C'était comme un rituel de viol collectif des consciences par lequel le régime signifiait à la société qu'elle lui était définitivement soumise.

Autre rituel d'allégeance : le plébiscite de renouvellement du mandat présidentiel. En 1985, trois ans après le massacre de Hama, et alors que des dizaines de milliers de citoyens croupissaient dans les prisons, on le désigna par le mot *bay'a*, vieille notion islamique qui signifiait l'allégeance publique au calife, faite une fois pour toutes lors de son intronisation. S'abstenir de la faire, c'était se placer en dehors du "consensus" de la *Umma*. Mais à l'époque, le pouvoir du calife n'était pas omniprésent, et les différentes composantes de la société étaient relativement autonomes dans la gestion de leurs affaires. La *bay'a* assadienne, elle, se renouvelle tous les sept ans, par concession aux usages en cours dans les pays démocratiques, et ce ne sont pas ceux qui "détiennent le pouvoir de nouer et de dénouer", selon l'ancienne expression, qui la déclarent, mais des électeurs forcés de déposer publiquement un bulletin dans l'urne, sous le contrôle des services de renseignement et dans une ambiance carnavalesque. Il est probable que le choix du terme visait non seulement l'obtention d'une légitimité islamique, mais aussi voulait souligner le "consensus national" dont bénéficiait le président plébiscité. Les dissidents ne seraient par conséquent que des traîtres à la nation, des apostats, et il serait, lui, leur calife ou leur sultan, éternellement.

La surenchère dans l'allégeance se faisait, et se fait encore, en votant oui "avec le sang", c'est-à-dire en apposant sur le bulletin de vote une empreinte digitale après s'être badigeonné le pouce d'une goutte de sang. Des pétitions écrites avec du sang en guise d'encre étaient adressées au président qui venait de massacrer 30000 personnes à Hama. Leurs signataires affirmaient qu'ils étaient disposés à verser leur sang pour défendre "le grand homme de cette nation", "le père dirigeant" à qui tous les Syriens, ses enfants, devaient obéissance et reconnaissance. Les fils indignes méritaient la mort ou la prison pendant de longues années, alors que lui, leur père, triomphait avec plus de 99 % des voix à chacun des cinq plébiscites de son règne. Quant à Bachar, "le dirigeant de la marche du parti et du peuple", "le dirigeant tant aimé des millions [de Syriens]", il obtiendra deux fois plus de 97 % des voix, et la troisième, en 2014, face à deux comparses, 88 % des voix. Cela après avoir provoqué la mort de 150 000 personnes.

SUBVENIR À SES BESOINS ET SYSTÈME DES VALEURS

Dans les années 1980, Hafez al-Assad, en tant que personne et en tant que régime, est devenu tout ce qui comptait en Syrie. On disait qu'il était sa capitale, sa fierté et son titre de gloire. La subordination personnelle à ce grand seigneur, produite, généralisée et défendue par les appareils, s'est substituée à la citoyenneté et aux rapports juridiques abstraits entre l'“État” et la population. Dans la hiérarchie des valeurs, le pouvoir occupait la place la plus élevée, suivi tantôt par la fortune, tantôt par la parenté, autrement importants que le travail, le savoir, la compétence ou la culture.

Comment les gens parvenaient-ils à satisfaire leurs besoins, étant donné qu'ils étaient forcés, comme dans toute société moderne, de passer par les institutions étatiques ? La petite minorité au pouvoir et ses protégés, officiers supérieurs des services de sécurité ou de l'armée, ministres de confiance ou dirigeants du parti, usaient de leur influence et tout leur était acquis. Mais les autres ?

Ceux qui ont de l'argent versent des pots-de-vin pour obtenir un poste, un passeport, une signature en bas d'un document officiel ou bien un passe-droit (comme construire une chambre sur le toit pour loger de jeunes mariés ou creuser un puits artésien). Sans “graisser la patte” d'un agent de l'État occulte, les Arméniens ne pouvaient chanter dans les noces plus de cinq chansons dans leur langue, et les Kurdes pas une seule ! Il en fallait aussi pour ouvrir une échoppe de falafels ou un petit salon de coiffure, ou encore pour avoir une ligne téléphonique. Tous ces exemples, aussi bizarres paraissent-ils, sont véridiques. On interdit telle ou telle chose ou on la rend inatteignable sauf si l'on touche une “rançon”. Que font alors ceux qui n'ont pas d'argent, qui constituent la grande majorité de la population et qui survivent sans la moindre protection juridique ou sociale ? Ils se contentent de se dire : C'est injuste, mais ne peuvent rien faire en voyant s'accumuler par la corruption les fortunes des détenteurs du vrai pouvoir.

L'autre moyen de se débrouiller dans la vie est l'intercession d'un parent, proche ou lointain : un frère officier, un cousin baathiste, un beau-père ministre. Ce peut être aussi un religieux, musulman ou chrétien, ou encore un chef de tribu, que le régime tient à récompenser en échange de leur allégeance. Cela dépend évidemment de l'importance de la demande et des demandeurs. L'intervention d'un ministre pourrait suffire pour obtenir une ligne [téléphonique⁷⁴](#). La libération d'un prisonnier politique nécessite l'intervention d'un "poids lourd" auprès du président en [personne⁷⁵](#). Aucun ministre n'ose intervenir pour lever l'interdiction de voyage frappant un écrivain ou un ancien détenu. Cela est l'affaire d'un officier supérieur des *mukhâbarât*⁷⁶.

Il n'est guère possible de réussir la démarche la plus banale si l'on n'est pas soi-même un homme du pouvoir ou si l'on n'est pas capable de payer les services d'un homme du pouvoir ou de bénéficier de son intercession grâce à un lien de parenté. Dans tous les autres cas, on est marginalisé, exclu du système, sans la moindre influence dans la marche des affaires publiques. Le clientélisme s'ajoute ainsi à la répression et à la corruption pour étouffer les opposants et les indépendants.

En fait, personne n'est vraiment indépendant : on est soit une personne subordonnée d'une manière ou d'une autre au pouvoir, soit un opposant réprimé d'office. Même les intellectuels les plus célèbres, susceptibles d'être idéologiquement autonomes, ne peuvent s'exprimer publiquement. Ils doivent en outre eux-mêmes recourir aux services d'un affidé du pouvoir pour être autorisés à sortir du pays. Certains officiers supérieurs des *mukhâbarât* nouaient des relations avec des intellectuels, se présentaient parfois comme des hommes passionnés de culture et laissaient leur numéro de téléphone aux opposants "doux" après les avoir interrogés, les incitant à les solliciter en cas de besoin. Ils deviennent ainsi des intercesseurs indirects auprès des *mukhâbarât* qui sont de toute façon leurs seuls interlocuteurs du côté du pouvoir.

Ces intellectuels-là, en dépit de leurs discours, sont partie prenante du système. Leur opposition de façade occulte leur soumission, ce qui explique en partie les divisions de l'opposition. Déjà avant la révolution, il y avait,

pour reprendre une expression de Lénine, une opposition “à Sa Majesté” et une opposition “de Sa Majesté”. Celle-ci disparaîtra avec lui.

Les cercles de la parenté sont plus vastes que le cercle de l’argent, qui est plus vaste que celui du pouvoir. Et leur importance respective est inégale selon l’appartenance communautaire. Il est incontestable que le réseau de clientélisme alaouite (les alaouites constituent de 10 à 12 % de la population) lié aux rapports de parenté est bien plus dense que celui de l’archipel sunnite, et bien plus efficace dans les mêmes conditions économiques. Le comble de l’injustice, en l’absence de toute protection juridique, c’est d’être à la fois pauvre et sans recours. Elle est plus supportable quand on peut solliciter le soutien d’un puissant, ce qui est le cas en milieu alaouite.

On ne connaît pas exactement le pourcentage des officiers alaouites dans les différents services de sécurité, y compris les forces sécuritaires de l’armée. Mais il est incontestable, aussi, qu’il dépasse de loin le pourcentage des alaouites dans la population. Ils sont en outre bien plus influents que leurs homologues de même rang officiel, ou même de rang supérieur, appartenant à d’autres communautés. La hiérarchie de l’État apparent compte peu dans l’État occulte, et c’est un autre signe de l’insignifiance du premier.

Des prêtres et des hommes d’affaires chrétiens intercèdent en faveur de leur communauté (qui comptait près de 5 % de la population avant la révolution). Ils le font d’autant plus efficacement que le régime a toujours cherché l’adhésion des chrétiens, d’une part pour élargir sa base communautaire, et de l’autre pour renforcer sa légitimité internationale en se présentant comme le protecteur des minorités. Des cheikhs et des notables druzes jouent d’ailleurs le même rôle au sein de leur communauté (3 % de la population).

Le milieu sunnite arabe lui-même n’est pas en reste, mais les personnes influentes (religieux, hommes d’affaires et chefs de tribus) ne sont pas suffisamment nombreuses pour couvrir les besoins d’un ensemble qui regroupe plus de 70 % de la population. Le clientélisme y est plus présent dans certaines régions, notamment à Damas, que dans d’autres, si bien qu’on a pu parler d’une [“communauté damascène”⁷⁷](#). Ailleurs, la frustration

et le sentiment d'être les laissés-pour-compte expliquent dans une large mesure pourquoi la mobilisation contre le régime a revêtu un caractère islamique. De même, le très petit nombre d'"intercesseurs" possibles parmi les Kurdes (8 à 10 % de la population) n'a pas peu contribué à la mobilisation qui a pris forcément un caractère nationaliste. L'auto-victimisation kurde et sunnite arabe domine leur discours politique, après avoir été celui des alaouites. Ces derniers préfèrent se décrire maintenant non comme des victimes, mais comme les défenseurs de la modernité et de la laïcité.

Disons pour conclure que, dans le système sultanien, chaque communauté religieuse ou ethnique acquiert une part de capital social relativement indépendante de ses conditions proprement économiques, et c'est ce qui lui permet de faire plus ou moins les besoins de ses membres. Le communautarisme réside justement dans le partage inégal de ce capital. À conditions matérielles égales, on n'a pas les mêmes chances d'obtenir un recours, d'être admis dans les services sécuritaires, de décrocher une bourse d'études à l'étranger, d'être traité dignement, d'éviter l'arrestation, selon que l'on appartient à telle communauté et pas à telle autre. C'est ce qu'il faut garder à l'esprit dans toute analyse de classe de la société syrienne.

LA FABRIQUE DES PARENTÉS

Trois remarques me paraissent ici utiles :

La première, c'est qu'il n'existe pas de démarche administrative routinière avec des règles strictes. L'Administration est corrompue, et ses fonctionnaires sont recrutés et promus en fonction de leur allégeance sans réserve au régime. Il en est de même de la justice. La recommandation d'un puissant est nécessaire dans la plupart des cas, non pour contourner la loi, mais pour faire valoir un droit.

La deuxième est que le versement de pots-de-vin n'est pas à la portée de tout le monde. Et les riches qui peuvent s'en acquitter doivent forcément

chercher à s'enrichir davantage de façon illégale, et ils n'y parviennent pas tous.

La troisième, c'est que le "piston" ne fonctionne qu'entre parents, proches ou lointains. On n'accorde pas une recommandation à quelqu'un qu'on ne connaît pas, car on s'attend toujours à obtenir un quelconque avantage en échange. En plus, le régime n'apprécie nullement les intercessions en faveur de personnes appartenant à une autre communauté ou même à une autre famille au sein de la même communauté. D'où le repli général des groupes de base sur eux-mêmes, d'abord les familles, les clans et les tribus, soudés par des liens de sang, ensuite les communautés confessionnelles. Le clientélisme entrave évidemment le développement d'une société civile et il est plus cohérent et efficace dans les petits groupes que dans les grands.

L'État sultanien ne produit qu'une société communautaire, et non "une société d'État composée d'individus", comme le pense Aziz al-Azmeh. Les individus ne sont apparus en Syrie que dans la lutte contre l'État sultanien – lutte que le défenseur fervent de "l'État producteur d'une société d'individus" n'a jamais soutenue.

La société de l'État sultanien moderne n'est pas pour autant une reproduction de la société traditionnelle, avec ses villages, quartiers, tribus cloisonnés, entretenant avec l'État un rapport d'"extériorité". Ses unités sont séparées les unes des autres mais ne bénéficient d'aucune autonomie par rapport à l'État. La pratique du "piston" renforce l'isolement de chacune d'elles, l'incite à tourner le dos à sa voisine. L'importance accrue des rapports de parenté et d'alliance semble avoir même transformé des communautés confessionnelles sans grande cohésion en quasi-ethnies, relais indispensables pour parvenir à satisfaire un besoin privé ou public. Cela passe par la fabrique de récits d'auto-victimisation ou de jactance, et surtout d'affrontements violents. Dans ce sens, l'État assadien a inversé la tendance générale de l'histoire de la Syrie moderne, depuis sa naissance au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Les communautés, en tant que cadre de parenté réelle ou artificielle, sont des réseaux de clientélisme au centre desquels des hommes influents intercèdent en faveur des leurs auprès des autorités locales ou du pouvoir central. Ce qui rappelle le rôle joué par les *a'yân* (notables) à l'époque ottomane, admirablement analysé par Albert Hourani et Philip Khoury. Elles constituent des corps intermédiaires qui relient la population au pouvoir central et forment ensemble la “société communautaire” dont les composantes sont séparées les unes des autres, comme dans l'État sultanien traditionnel qui se les subordonne tout en leur étant superposé.

C'est ce qui nous autorise à définir l'État assadien comme un État sultanien moderne, fondé sur les corps intermédiaires, l'allégeance au président, la dévolution héréditaire du pouvoir et l’“éternité”, en totale opposition à la logique de l'État national, contractuelle et constitutionnelle. La politique y est monopolisée par le président, les protestations sociales sont interdites et férolement réprimées au nom de l'unité nationale et sous la menace toujours brandie de la guerre civile. L'obtention du plus élémentaire des droits est considérée comme un don généreux du président, propriétaire du pays, de ses ressources naturelles et de ses habitants.

Le communautarisme est un rapport de subordination liant trois éléments dans une structure pyramidale :

À la base, toute la population d'un État qui ne lui fournit pas les services auxquels elle a droit pour subvenir à ses besoins les plus élémentaires.

Au milieu, des notables nouveaux, officiers, religieux, chefs de tribus, dirigeants du parti, ministres, dotés d'une certaine influence leur permettant de jouer le rôle d'intermédiaire entre la base et le sommet qui leur accorde des priviléges de toutes sortes : facilités financières, passe-droits en matière de logement, bourses d'études à l'étranger pour leurs enfants, nominations dans les missions diplomatiques, représentation de compagnies et de banques étrangères...

Au sommet, le président et les chefs des appareils sécuritaires – et de nos jours, avec eux, tous les membres de la famille du président. Ils ne sont responsables devant personne.

La même structure pyramidale détermine les relations sociales à l'échelle régionale ou sectorielle, avec cette réserve que les plus démunis n'ont pas accès aux instances intermédiaires dans un système fondé sur l'intercession de ces instances.

Les nouveaux notables se divisent en deux catégories : la première, "civile", regroupe les religieux, les chefs de tribus et les grands hommes d'affaires, et la seconde, officielle, les officiers supérieurs, les ministres et les dirigeants du parti. Les notables de la première catégorie n'interviennent qu'en faveur de leurs proches, des personnes appartenant à leur communauté de base. Les autres disposent d'un plus grand champ d'action. Sous Hafez al-Assad, le parti Baath, en tant qu'intermédiaire, transgressait les frontières communautaires, mais il ne joue plus ce rôle depuis l'avènement de Bachar. Les ministres et les officiers, eux, offrent leurs services en dehors de leurs communautés moyennant des pots-de-vin. Ils s'enrichissent et les appauvrissement, et l'argent en vient à se substituer à la parenté comme moyen de satisfaire les besoins.

BACHAR : NÉOLIBÉRALISME ET DÉCLIN DU POPULISME BAATHISTE

Depuis l'accession de Bachar au pouvoir, les pratiques communautaristes ont pris de l'ampleur du fait de la décrépitude des appareils d'encadrement et de mobilisation, comme le parti Baath lui-même et les "organisations populaires" : l'Union de la jeunesse révolutionnaire, l'Union nationale des étudiants syriens (la seule autorisée), les deux syndicats officiels des ouvriers et des paysans, et tous les syndicats des professions libérales, refondés par le pouvoir en 1981 après leurs prises de position démocratiques l'année précédente. Elles étaient toutes artificiellement gonflées, elles ne pesaient pas lourd en face des appareils sécuritaires, mais elles contribuaient au quadrillage de la société et jouaient, elles aussi, un rôle d'intermédiaire entre la base et le sommet.

Toutes ces excroissances du parti Baath ont été marginalisées sous Bachar au profit de la nouvelle bourgeoisie et on a assisté, à la faveur de

cette évolution, à la création d'organismes comme le Secrétariat syrien pour le développement, présidé par Asmâ' al-Assad, la femme du président. Le parti lui-même perdait jour après jour de son importance, si bien qu'en 2012 l'amendement constitutionnel le privant de son titre ronflant de "dirigeant de l'État et de la société" n'a suscité aucune réaction de sa part. Il n'était qu'un faux témoin conscient de l'être.

Parmi les facteurs de la montée du communautarisme, il faut souligner la succession dynastique à la tête de l'État. En tant qu'héritier, Bachar ne pouvait être le président élu d'une république constitutionnelle, et il devait léguer le pouvoir à son fils.

Un autre facteur important est l'ambiance culturaliste à l'échelle mondiale, engendrée par la défaite du communisme et des idéologies du travail, de l'égalité et de la libération nationale et sociale. L'hégémonie du néolibéralisme et du multiculturalisme, du différentialisme et du postmodernisme, qui marquait déjà, depuis le début des années 1990, le discours de la plupart des intellectuels syriens, s'est confirmée la décennie suivante. Nous étions dans la période de l'après-11 Septembre, quand l'islam, surtout sunnite, a remplacé en Occident le communisme dans le rôle du "méchant", la période de l'invasion américaine de l'Irak, de l'affirmation du chiisme politique et du djihadisme sunnite... et de la manipulation par le régime syrien de ce dernier.

Des discours quasi coloniaux, centrés sur l'islam ou le fondamentalisme, appelaient à imposer la laïcité par la force et à réprimer durement les rétifs aux "Lumières" et au "rationalisme", que ce fût dans les pays occidentaux ou dans le monde musulman. Il conviendrait de lire certains écrits d'auteurs syriens tels qu'Adonis ou, parfois, Georges Tarabichi comme relevant de ce néo-orientalisme qui a sévi parallèlement à la mainmise quasi coloniale du régime sultanien sur le pays, avec ses prétentions de rationalité et de modernité.

Combiné avec la libéralisation de l'économie, le déclin des fonctions sociales de l'État a accéléré à la fois la communautarisation générale de la population et la paupérisation des laissés-pour-compte (37 % des Syriens vivaient en 2007 en dessous du seuil supérieur de pauvreté, avec 2 dollars par jour, et en 2004 11 % en dessous du seuil inférieur, avec 1 dollar par

jour). En l'absence totale de liberté d'expression et d'organisation autonome, les communautés sont devenues des refuges censés assurer à leurs membres "confiance" et "sécurité", et plus elles étaient petites et homogènes, plus elles étaient efficaces.

Dans les milieux sunnites, la pratique religieuse était en quelque sorte à la limite de ce "seuil de pauvreté politique". Il est évident là que la politisation de la religion ne pouvait que produire du communautarisme, du moins sectoriel en raison de la diversité de ces milieux et du contrôle sévère du régime.

En fait, quelle que soit la densité de leurs réseaux de clientélisme, les communautés ne sont pas en mesure d'assurer les besoins de tous leurs membres. Elles sont même moins efficaces sur ce plan que les "organisations populaires" du régime. Ce qui leur est demandé, c'est de subordonner la population, d'abord au sommet de la pyramide, ensuite aux nouveaux notables. Or ceux-ci n'ont pas tous la même influence ni la même proximité avec le sommet. C'est pourquoi les plus démunis se retrouvent sans aucun recours, et c'est une raison suffisante de frustration et de colère.

Une raison aussi de se révolter. La révolution a éclaté parce que depuis longtemps le régime ne satisfaisait pas les besoins élémentaires de la majorité de la population et parce que le "mur de la peur" venait de s'effondrer sous l'effet des révoltes tunisienne et égyptienne. Deux catégories sociales y ont pris une part active : celle qu'on peut appeler la "société du travail", qui revendiquait citoyenneté et liberté, et celle regroupant les secteurs les plus appauvris et marginalisés, en quête d'un peu de justice sociale et de protection juridique. Elles furent rejoints tardivement par certains notables (ministres, députés, diplomates...) qui n'avaient pas la moindre influence en dehors de l'État apparent, voire qui ne pesaient pas lourd en son sein.

Notons ici que le système sultanien a tenu à moderniser sa communication sous Bachar pour l'adapter à l'hégémonie néolibérale. Les "grandes marches populaires spontanées" ne se faisaient plus en uniformes réglementaires mais en habits *cool*, on ne défilait plus devant la tribune officielle réservée aux grandes figures de l'État apparent et du parti mais on se rassemblait sur les places publiques ; les portraits imposants de Hafez et

les banderoles avec leurs mots d'ordre nationalistes et socialistes, confectionnés grâce à un budget spécial dans chaque administration, ont été remplacés par des portraits souriants de Bachar, avec la légende, en parler damascène, “Nous te kiffons”, quand ce n’était pas, en bon arabe littéral : “Les Syriens sont ceux qui connaissent le mieux leur Bachar !” Signe des temps, l’amour du président a été privatisé : l’organisation de ces festivités n’était plus l’apanage du parti et des “organisations populaires”, désormais les sociétés privées et les hommes d’affaires s’en mêlaient, ainsi que le Secrétariat syrien pour le développement, sous l’égide d’Asmâ’ al-Assad, la femme de Bachar et la mère de son fils, Hafez II…

La jeune classe de nouveaux riches, composée d’enfants d’officiers supérieurs et de dirigeants du parti Baath pour la plupart d’ascendance rurale, marquait de son empreinte le nouveau visage du système sultanien. Ces quadragénaires, contrairement à leurs parents, connaissent au moins une langue étrangère, ont voyagé en Europe et aux États-Unis et y ont fréquenté les adresses les plus luxueuses. Ils ont toujours obtenu ce qu’ils désiraient grâce à leur fortune ou par la force. En revanche, ils n’ont jamais été mêlés aux luttes nationales ou sociales.

COMMUNAUTÉS ET CLASSES SOCIALES

Pièces constitutives du système sultanien, passages obligés pour la satisfaction des besoins élémentaires de la population, la privant en échange de politique et l’assujettissant au sultan, les communautés s’articulent aux classes sociales comme le montre la figure de la pyramide. Au sommet se concentre le pouvoir absolu d’une famille solidement soudée, représentée par Bachar comme président à vie, au-dessus de toute loi, et par son cousin Rami Makhlouf comme trésorier⁷⁸. À la base s’additionnent pauvreté, exclusion, cloisonnement et méfiance. Entre les deux, les nouveaux notables paraissent plus solidaires mais ils ne peuvent échapper au contrôle du sommet qui leur refuse toute sorte d’autonomie. Ils doivent d’une part lui marquer leur servilité, et de l’autre veiller à ce que la base demeure

divisée et dépolitisée, car la cohésion du sommet, donc sa pérennité, en dépend. Le “Conseil du peuple” est en quelque sorte le club privé de ces notables, mais il faut compter aussi parmi eux les ministres, les préfets et d’autres dignitaires, civils et militaires.

Instrument de domination politique et sociale, le communautarisme n'a rien à voir avec la foi religieuse et la vie spirituelle. Ce n'est pas une idéologie identitaire, mais une idéologie de classe, tout comme le racisme, selon l'analyse de Benedict Anderson. Ou disons que c'est la reconstruction des identités au profit des rapports de pouvoir et dans le but de les dissimuler. C'est l'ensemble des pratiques de discrimination entre les gens selon leurs origines religieuses ou confessionnelles, la manière de nommer et de décrire les différents groupes sociaux les hiérarchisant et les soulevant les uns contre les autres. Le propre du communautarisme est l'occultation des discriminations sociales au nom de la “différence” culturelle.

Si le racisme justifie les discriminations sociales par la différence de race, le communautarisme les attribue à une différence culturelle due à l'appartenance à telle ou telle religion, et cela indépendamment de la capacité des uns et des autres à accéder au pouvoir de décision. C'est une sorte de “racisme différentialiste⁷⁹”, culturel et civilisationnel, comme d'ailleurs, à l'échelle mondiale, la “guerre des civilisations” qui considère que le destin des peuples est le reflet fidèle de leur culture dans un marché libre où les identités sont en concurrence, les unes forcément gagnantes, les autres perdantes. Au cours des deux décennies qui ont précédé la révolution, surtout la dernière, cette idéologie s'est cristallisée en Syrie dans les discours du pouvoir vantant la “modernité” et la “rationalité” et dénonçant le “fondamentalisme” et le “passéisme”.

Dans le monde arabe, en général, ce n'est pas essentiellement la fortune ni la position dans le processus de production qui déterminent le statut de classe mais la détention du pouvoir politique. La classe dominante est celle qui a acquis sa fortune et l'ensemble de ses priviléges grâce à la prise du pouvoir politique. Le communautarisme, en tant que stratégie du pouvoir, est un ascenseur social. On accède à un statut supérieur en se ralliant au pouvoir.

C'est là le paradoxe du système communautaire. Il ne peut fonctionner et se perpétuer qu'en obtenant l'identification avec lui d'une communauté ou d'une alliance de communautés alors qu'il est destiné à assurer la domination politique et économique au clan qui détient le pouvoir, et suffisamment de privilèges aux nouveaux notables. Ce clan au sommet de la pyramide veille à perpétuer cette identification et à nourrir le sentiment de différence de sa communauté en lui accordant un petit plus par rapport aux membres d'autres communautés ayant les mêmes conditions matérielles. À la base de la pyramide, la barrière qui sépare un alaouite d'un sunnite est plus haute que celle qui le sépare d'un notable alaouite (l'officier ou le directeur général) ou que celle entre un sunnite ordinaire et un notable de sa communauté (un ministre, par exemple, ou un homme d'affaires, ou un dignitaire religieux). Il n'en reste pas moins que le souci majeur du sommet n'est pas le bien-être et la dignité de sa clientèle communautaire mais la pérennité de son pouvoir absolu et de ses privilèges exorbitants.

LES DEUX VISAGES DU SYSTÈME COMMUNAUTAIRE

On peut ici se demander : Comment ce système a-t-il pu tenir alors que la majorité des citoyens ne dispose pas de "piston", et que ceux qui en disposent ne parviennent pas à tous les coups à régler leurs problèmes ? Pourquoi les opprimés et les frustrés ne se révoltent-ils pas ? C'est que le régime est capable, pour le maintien de l'ordre et la "sécurité", c'est-à-dire pour garantir sa reproduction éternellement, de sévir avec une violence sans limites. Son réseau sécuritaire qui quadrille la société tout entière est bien plus dense et plus efficace que les instances intermédiaires d'intercession, celles des nouveaux notables. Le communautarisme s'incarne d'un côté dans un appareil répressif omniprésent de "gardiens de l'ordre", et de l'autre dans les réseaux de clientélisme dont la fonction est de perpétuer la division de la base et sa subordination au sommet. Leur champ d'action ne dépasse pas les frontières de leurs communautés respectives, celui des gardiens de l'ordre couvre l'ensemble de la société. Ils sont une catégorie

sociale : les gardiens, un appareil d'État, et, en tant que tel, ils sont autrement puissants que les notables.

Outre la subordination verticale des gouvernés et la séparation horizontale entre les groupes de base, les réseaux de clientélisme ont aussi pour fonction d'isoler les réfractaires, de les marginaliser et de les priver de toute possibilité d'intervention publique. Quand ils se sont quand même révoltés, le bouclier répressif du régime s'est doublé d'un corps de *chabbîha*, auxiliaires salariés auxquels le régime a ensuite octroyé comme fiefs des quartiers reconquis sur l'opposition, tels que Baba 'Amr ou Karm al-Zaytoun à Homs, avant de les organiser, sous la direction d'officiers iraniens, en brigades généreusement payées. Rien n'était aussi éclairant quant à la nature du régime que le nom de "souk sunnite" par lequel ces sbires désignaient sans vergogne, en mars 2012, les étals d'objets raflés chez les habitants. Preuve si nécessaire que le communautarisme n'est pas le reflet fidèle ou déformé d'une croyance religieuse ou d'une appartenance identitaire, mais un rapport de force, un moyen de dominer les autres et de s'enrichir sur leur dos.

Le communautarisme tend naturellement à la bipolarisation de la société, que celle-ci soit ou non une conséquence de la politique dite de l'"alliance des minorités", dont la paternité, aussi bien à l'intérieur qu'à l'échelle régionale, est attribuée à Hafez al-Assad. Ce n'est pas du multiculturalisme à l'anglo-saxonne, mais un système hiérarchisé, discriminatoire, fondé sur la contrainte et dont la finalité est la reproduction du régime jusqu'à la fin des temps.

À la différence du Liban, où les communautés fonctionnaient traditionnellement comme des réseaux de [clientélisme⁸⁰](#), c'est l'État occulte, le siège du pouvoir absolu en Syrie, qui est communautaire. Le Liban est un État sultanien sans sultan, ou, plus précisément, un État en voie de "sultanisation" : le bouclier sécuritaire existe déjà bel et bien sous le nom de Hezbollah, et le communautarisme traditionnel, avec ses réseaux, n'a cessé d'exister. Et comme le sultan syrien lui-même, le bouclier sécuritaire libanais est sous la férule du centre impérial iranien.

Je me contenterai ici, à l'égard du communautarisme régional, de dire qu'on devrait l'aborder en termes de lutte pour l'hégémonie régionale et

non d'affrontement entre chiites et sunnites. La communautarisation des chiites et des sunnites est une arme dans cette lutte.

LES NOUVEAUX NOTABLES ET LA GRANDE BOURGEOISIE

De même que l'État s'est dédoublé en un État apparent et l'autre occulte, de même que le système communautaire repose sur deux piliers, le renseignement et le clientélisme, il existe deux bourgeoisies en Syrie : celle des nouveaux notables, qui doit son ascension à sa fonction d'intermédiaire, et la grande bourgeoisie, qui a la main sur les ressources publiques et les secteurs les plus juteux de l'économie nationale. On peut appeler la première la "bourgeoisie apparente", formée soit au sein du gouvernement, de l'Administration, de l'Assemblée du peuple, du parti et de ses "organisations populaires", soit à travers les réseaux confessionnels de clientélisme. Sa composante confessionnelle ou tribale est en général locale, proche de ses "protégés", alors que sa composante "officielle" a plus de surface, même si certains de ses membres (par exemple le préfet ou le secrétaire départemental du parti ou encore l'officier chargé de la conscription) peuvent établir des liens directs avec leurs administrés. L'autre bourgeoisie, la grande, est occulte. Elle évolue à proximité du pouvoir central, voire de son cœur, c'est-à-dire la famille Assad. Sa fortune provient de son association avec la famille régnante dans le pillage du pays, et surtout de l'appropriation illégitime des terres. Deux sociétés fondées à deux années d'intervalle, Cham Holding en 2005 et Syria Holding en 2007, regroupent ses membres. Rami Makhlouf, le cousin maternel de Bachar, posséderait à lui seul 51 % des actions de la première et en est le vice-président (le président est Nabil al-Kuzbari). Le frère de Rami, Ihâb, est l'un des fondateurs de la seconde, les deux réunies constituant en quelque sorte le club privé de cette bourgeoisie dont le maître incontestable et incontesté est bien Rami Makhlouf. Avant la révolution, on disait communément que l'économie syrienne était, non pas privatisée, mais "ramitisée", ou encore qu'elle comportait deux secteurs : *mukhâlif*

(contrevenant, fautif) et *makhlouf*, le premier n'ayant nulle chance de survivre s'il ne se soumettait pas aux décisions léonines du second ! Le milliardaire égyptien Sawiris, qui était l'associé de Rami dans Orascom, qui avait le monopole de la téléphonie, en sait quelque chose. En effet, quand le marché du téléphone portable est devenu particulièrement prospère, au début des années 2000, Rami a exproprié son associé et fait nommer à sa tête deux liquidateurs judiciaires “neutres” : son frère Ihâb et son homme de main, Nâdir al-Qal'i. Il semble qu'il ait tenté de s'imposer comme principal actionnaire de la chaîne de télévision Orient et qu'il ait dit à son propriétaire, Ghassan ‘Abboud : “Tu possèdes une télé, je possède la Syrie !”

Il faudrait un jour analyser de près la composition de cette bourgeoisie et ses rapports aux nouveaux notables et au pouvoir politique. On peut toutefois affirmer qu'elle est multiconfessionnelle, et comporte une part importante de Damascènes et de chrétiens sans qu'aucun d'entre eux, de Nabil al-Kuzbari à Muhammad Hamcho, en passant par Naji Chaoui et Sâ'ib Nahhâs, ne puisse se mesurer à Rami Makhlouf quand il s'agit d'une affaire aussi grosse que le téléphone portable.

La bourgeoisie apparente, majoritairement locale, est forcément plus communautaire, en ce sens que ses membres exploitent et pillent en premier lieu leurs propres communautés. Les alaouites y ont un rayon d'intervention plus large que les autres en raison du statut particulier de leur communauté mais, dans l'ensemble, seule la grande bourgeoisie a droit aux importantes transactions commerciales avec le monde extérieur et à la représentation des grandes entreprises étrangères. Et c'est elle qui détient d'énormes capitaux dans les banques en Suisse, à Abu Dhabi ou dans les îles Vierges.

On peut d'une certaine façon qualifier les nouveaux notables de bourgeoisie sultanienne moyenne, dans la mesure où elle assure la liaison entre le centre et ses relais locaux d'un côté et la population de l'autre. Elle tire ses revenus sans coercition directe, du moins dans sa composante non gouvernementale, mais profite tout entière indirectement de la coercition structurelle exercée par le régime sultanien. Grâce à son enracinement régional et communautaire, sa survie ne dépend pas de la pérennité du régime en place, contrairement à la grande bourgeoisie, qui lui doit tout et

qui disparaîtrait s'il était renversé. Établir toutes ces distinctions entre les deux bourgeoisies était nécessaire pour comprendre la structure de la classe dominante, mais il va sans dire qu'elles entretiennent des relations autrement complexes.

On peut, certes, se demander ici si l'usage de la notion de "bourgeoisie" est justifié dans un régime sultanien fondé sur l'allégeance personnelle. Ne s'agit-il pas plutôt d'une féodalité, d'une aristocratie sultanienne, dans la mesure où elle doit principalement sa richesse et ses priviléges à la coercition politique directe, structurelle et conjoncturelle, et non à l'exploitation économique ? En fait, la composante centrale de la classe dominante est totalement intégrée dans le système capitaliste mondial, et elle est essentiellement active dans le secteur des services (banques, télécommunications, courtage, immobilier...). Quelle que soit la coercition politique exercée sur les Syriens, ils ne sont pas, comme les serfs, attachés à leur lieu de travail. Les nouveaux notables, eux, catégorie inférieure de la classe dominante, disposent bien, quand ils ont un statut officiel (hauts fonctionnaires, officiers ou dignitaires du parti), de ce qui ressemble à des fiefs, mais ces fiefs ne leur sont pas acquis sur le long terme. Quant aux commerçants, religieux, ou chefs de tribus, ils n'ont pratiquement jamais recours à la coercition dans leurs relations avec les autres. Ajoutons qu'il ne s'agit pas pour l'essentiel d'une classe jouissant d'une stabilité héréditaire (ce qui explique d'ailleurs sa voracité), et cela bien qu'on ait assisté sous Bachar à une évolution dans ce sens.

Il n'en reste pas moins que cette nouvelle bourgeoisie se distingue de la bourgeoisie classique par des traits aussi originaux que ceux du régime politique sultanien. Il constitue avec elle ce qu'on peut nommer la "société des Syriens blancs", bien plus "civilisée" que la majorité "noire", qualifiée de sous-développée, fanatique et obscurantiste. Ce qui l'autorise à la mépriser, à la réprimer, à la torturer et, au besoin, à la massacrer.

Cette société "blanche" n'est pas une communauté confessionnelle précise, ni un rassemblement des "minorités" – celles qui jouissent de la tendresse du monde occidental, toutes tendances confondues. En font partie les sunnites "civilisés" et "éclairés" qui font allégeance au sultan et en sont

exclus tous les opposants épris de justice, d'égalité et de dignité humaine, abstraction faite de leurs origines religieuses.

LA STRUCTURE SULTANIENNE : DUELLE OU TERNAIRE

Faut-il pour autant penser la société syrienne comme partagée entre la nouvelle bourgeoisie, interne et externe, presque exclusivement citadine, et de l'autre côté des classes populaires pauvres et marginalisées, dans les banlieues et à la campagne ? Si l'on examine la carte de Mezzé et Kafarsoussé, par exemple, dans la banlieue de Damas, on constate plutôt une division ternaire : un ensemble de bâtiments solidement barricadés, réservés aux appareils sécuritaires, puis des tours et des *malls* opulents et ostentatoires, enfin, loin derrière, une zone populaire quasiment invisible de l'extérieur. Le premier ensemble se caractérise par un enracinement confessionnel, quoique non exclusivement. Il a pour fonction de protéger le régime, qui protège la bourgeoisie, et de contrôler la "plèbe", mais aussi d'espionner la société tout entière, y compris la bourgeoisie. Ses chefs en font partie, mais non la masse des agents de sécurité, et il leur arrive d'exprimer leur irritation envers la bourgeoisie, les deux ailes confondues. D'une fidélité absolue envers le régime, ces "gardiens de l'ordre" ont toujours été une arme redoutable contre toute la population. Jamais les hauts gradés de l'armée ou la police n'ont exprimé la moindre réticence à réprimer férolement cette dernière ou même montré qu'ils appartenaient au même peuple qu'elle, et le nombre de ceux parmi eux qui ont déserté après la révolution est insignifiant.

Le fonctionnement de cette troisième composante est significatif du décalage entre le lien communautaire et le statut de classe, c'est-à-dire de l'efficacité propre du confessionnalisme dans le système sultanien. Il lui revient de régler les rouages en agissant sur les membres subalternes de l'appareil, non forcément par des priviléges directs, mais par la médiation du clientélisme confessionnel, la plupart étant alaouites. Leur "capital

social” leur offre la possibilité de s’enrichir sur le dos des classes populaires, chacun selon son rang.

LE CENTRE SULTANIEN

Hafez al-Assad a été à lui seul ce centre, légué à sa famille après sa mort. Si les “gardiens” sont les yeux, les oreilles et les muscles du régime, si le clientélisme est en quelque sorte son appareil digestif, Hafez en était le cerveau, c'est-à-dire celui qui l’orientait et qui était en mesure, parce qu'il réglait les mouvements du corps, de décider de ses rapports avec autrui.

Son statut de père fondateur et de chef d’État ne se sépare pas de celui de père, époux, frère ou oncle. Il était à la fois public et privé, abstrait et concret, ayant une valeur d’usage et une valeur d’échange, et, comme la marchandise chez Marx, il était plein “de subtilités métaphysiques et d’arguties théologiques” !

Le mot “sultan” convient le mieux pour désigner Hafez al-Assad car il signifie en arabe aussi bien le pouvoir que celui qui le détient. La gloire de Hafez comme président et comme fondateur d'une dynastie est rétroactive : dans la zone réservée aux “gardiens”, dite *al-‘Arîn* (le repaire du lion), entre Qudsayya et Dummar, on peut voir un grand panneau le représentant en train de baisser la main de sa mère, dont le visage est entouré d'une auréole lumineuse.

Sultan de sang sultanien, il est incomparablement supérieur à tous ceux qui l’entourent, et le glorifier est une fonction fondamentale de son État en tant que principe de cohésion du régime. L’“assadisme” est État et religion, et sa religion est son État. Il ne s’agit pas seulement d’un “culte de la personnalité”, Hafez est sanctifié par ses partisans, surtout ceux qui appartiennent à sa communauté. Il est glorifié en tant que président génial, et sanctifié car béni de Dieu. On visite son mausolée à Qardaha comme la tombe d'un saint. Il existe d'ailleurs des panneaux en carton reproduisant l’arbre généalogique des saints alaouites, Hafez étant le dernier en date.

C'est par ce culte, diffusé par les moyens de communication avec une insistance et des exagérations ridicules, que Hafez a été placé au-dessus du politique et du social. Sanctifier Assad, c'était sanctifier son régime, source de pouvoir, de fortune et de gloire, et abolir les notions de citoyenneté et d'État national.

À la mort de Hafez, le statut de père n'est pas passé à son héritier direct, Bachar, mais à toute la famille Assad. Non que Bachar fût seulement moins puissant ou moins doué que son père, mais aussi parce qu'il n'était qu'un héritier, un fils parmi d'autres. Il ne pouvait être fondateur de dynastie, ni déroger au principe dynastique. Le sultanat ne lui appartient pas, c'est le bien de son clan. Et ce clan lui fait allégeance pour garantir sa cohésion, non par attachement à sa personne. Bachar n'a pas une valeur d'usage mais uniquement une valeur d'échange. Il n'est pas impossible qu'il soit un jour remplacé par un autre.

LES IDÉOLOGIES SULTANIENNES

De tout ce qui précède, il ressort clairement que le communautarisme est affaire de priviléges politiques et sociaux, et non d'identité, de culture ou de foi religieuse. On ne peut y remédier par des rencontres entre dignitaires des différentes confessions se concluant par des appels à la tolérance ni par une "laïcité" autoritaire insensible à la situation des classes populaires les plus démunies, et leur en faisant porter la responsabilité.

Nier le communautarisme, comme le font certains idéologues au nom du patriotisme ou des valeurs de gauche, est aussi aberrant qu'attribuer un caractère progressiste ou réactionnaire à telle ou telle communauté. Quand elles sont atteintes par le communautarisme, toutes les communautés sont réactionnaires. Mais le pire est le système politique où les communautés se constituent en unités ou alliances politiques.

Si une laïcité démocratique a tant tardé à éclore en Syrie, c'est bien parce qu'elle a été bloquée par les discours prétendument anti-impérialistes ou modernistes, et surtout par ceux des gardiens du tabou communautaire.

Avant la révolution, on était accusé de communautarisme quand on le dénonçait. Le tabou était bien gardé par les intellectuels organiques du régime sultanien, auxquels se sont joints, sous Bachar, les idéologues du “premier monde”, celui des Syriens blancs qui décrivent le système sultanien comme un “despotisme éclairé” en lutte contre l’éventuel [“despotisme du nombre”⁸¹](#).

Il est amusant de lire sous la plume de [Kamal Dib⁸²](#), Canadien d’origine libanaise, que le remède au communautarisme serait de partager le pouvoir à égalité entre les “minoritaires” qui constituent 25 % de la population, et la majorité musulmane sunnite, c'est-à-dire qu’un minoritaire compte pour trois sunnites. Le même se dit laïque et opposé au système de démocratie consensuelle à la libanaise. Dans les 330 pages de son livre, les mots “islam” ou “musulman” ont toujours une connotation négative, renvoyant au terrorisme ou à l’oppression des “minorités”, des femmes et des intellectuels.

Cette singulière “laïcité” ne consiste pas à promouvoir l’égalité juridique entre tous les citoyens, même assortie d’une dose de discrimination positive au profit des “minoritaires”, mais carrément la répression de la majorité confessionnelle. En raison de la longue répression de l’opposition démocratique et laïque, ce genre de “laïcité” ne pouvait qu’engendrer une opposition communautariste au communautarisme. Celle-ci s’adresse à un public appauvri et marginalisé, notamment à la campagne, et voudrait imposer une hégémonie de la majorité confessionnelle. La rétivité de cette majorité à se couler dans une communauté politique ne doit pas occulter l’agressivité confessionnelle de bien des sunnites, au-delà des groupes islamistes.

Ainsi les Syriens se trouvent-il confrontés à trois redoutables ennemis : l’État sultanien, se justifiant à ses débuts par la victimisation alaouite, puis par une prétendue supériorité moderniste ; le djihadisme sunnite mondialisé, qui a prospéré au détriment d’une révolution en partie nourrie d’une victimisation sunnite ; enfin l’alliance israélo-américaine, qui a joué un rôle clandestin décisif dans la pérennité du régime. La violence inouïe et l’impunité de ce régime élargissent considérablement la marge de manœuvre d’Israël face aux Palestiniens.

L'AVENIR DU SULTANAT

Depuis le début du soulèvement populaire, en mars 2011, le régime s'est employé à semer la discorde communautaire. La conseillère du président, Buthayna Cha'bân, s'est illustrée par des déclarations à tonalité confessionnelle, prétendant dix jours après les premières manifestations qu'un émirat salafiste s'était constitué en Syrie. C'est elle qui, plus tard, ne trouva pas mieux pour laver le régime que de déclarer à la presse que les enfants massacrés dans la Ghouta de Damas étaient des alaouites enlevés par les salafistes, ou de s'écrier, quand le scandale de l'extermination de 11 000 prisonniers entre mars 2011 et août 2013 a été divulgué par un photographe de la police militaire : "L'Europe n'est-elle pas chrétienne ? Pourquoi ne parlez-vous pas des bonnes sœurs kidnappées par des terroristes à Maaloula ?"

Bachar lui-même, dans son discours du 30 mars 2011, qualifia le soulèvement de "discorde confessionnelle", et ses services de propagande se chargèrent de propager ce thème, attribuant par exemple aux manifestants à Lattaquié ce slogan inventé de toutes pièces : "Le cercueil pour les alaouites, Beyrouth pour les chrétiens." Slogan destiné à sceller une alliance entre "minoritaires" contre une prévue menace sunnite.

Et, comme toutes les dynasties, anciennes et modernes, le régime a été secouru par une puissance étrangère, l'Iran, qui a mobilisé pour le défendre les milices chiites libanaises, irakiennes, afghanes et autres, accentuant le caractère confessionnel du conflit. En fait, dès le milieu de 2012 (en juillet, la "cellule de crise" fut liquidée, peut-être par les faucons du régime et leur protecteur iranien), c'est l'Iran qui a pris le commandement des opérations militaires. On a alors assisté, au moment où des manifestations se déroulaient dans près de sept cents localités, à un durcissement dans la répression : bombardements par l'aviation militaire en juillet, attaques en août contre les files devant les boulangeries à Alep, usage de missiles Scud et de l'arme chimique avant la fin de l'année, institutionnalisation des

chabbîha dans le cadre de l'armée de défense nationale dont beaucoup de membres ont été entraînés en Iran. Tout cela s'ajoutait aux massacres confessionnels perpétrés précédemment, à Houlé, Qubayr, Karm al-Zaytoun, Banyas, etc., ainsi qu'à cette infamie dite "souk des sunnites" où les *chabbîha* vendaient les objets volés dans les maisons ravagées de leurs victimes.

On sait aussi que le régime, quelques mois seulement après le déclenchement du soulèvement, avait libéré des djihadistes dont il connaissait bien le programme pour les avoir déjà utilisés et manipulés en Irak et au [Liban](#)⁸³. Ils lui rendront des services allant au-delà de ses espérances en rivalisant avec lui dans la confessionnalisation du conflit et en combattant sans relâche l'opposition démocratique et laïque.

EN FINIR AVEC LE COMMUNAUTARISME

Pour en finir avec le communautarisme, il faut en premier lieu libérer l'État de l'emprise familiale et confessionnelle de la famille Assad. Dès le début du soulèvement, les manifestants de Deraa ont crié : "La Syrie est à nous, elle n'est pas aux Assad !" L'État n'est la propriété privée de personne.

La Syrie a besoin d'une Administration au service des citoyens, sans "pistons" ni pots-de-vin, d'un régime de protection sociale, surtout en faveur des plus pauvres, sans l'intercession des nouveaux notables, d'un régime politique assurant la participation de tous à la vie politique et autorisant la liberté d'expression, de rassemblement et de protestation pacifique.

Cela implique le rejet à la fois du sultanat et de toute tentative de le remplacer par un régime identitaire fondé sur des bases religieuses. L'expérience des quatre dernières années montre clairement que la résistance au sultanat se trahit elle-même et se discrédite quand elle ne l'exprime pas en toute clarté.

Le vieux problème de l'hégémonie sunnite en matière d'enseignement, de statut personnel et de célébrations rituelles devrait enfin être résolu. Les

formations salafistes sunnites ne promettent qu'un nouveau système sultanien, éliminant d'abord ou réduisant en esclavage les non-sunnites, ensuite les sunnites non salafistes, enfin les salafistes d'autres obédiences que la leur. Le salafisme contemporain est un phénomène morbide qui engendre la destruction et l'autodestruction des sociétés, des groupes et des individus. L'ascension de ces formations, notamment de Daech, n'a été possible qu'en raison de l'absence de forces révolutionnaires capables de leur disputer la base sociale qu'ils ont réussi à mobiliser.

Le premier principe pour dépasser le "sultanisme" est l'égalité entre toutes les croyances religieuses, et le premier principe constitutionnel de la nouvelle république syrienne devrait formuler cette idée que les Syriens ne se divisent pas en une majorité et une minorité, et non, comme le voudrait Kamal Dib, s'attacher à la "protection des minorités" ou au "partage confessionnel". La montée du salafisme djihadiste rend ce combat pour l'égalité plus crucial que jamais, d'autant plus qu'il permettrait de réformer d'anciennes incohérences de l'entité syrienne. L'"assadisme" et le djihadisme sont les deux noms de l'actuel désastre, et nul espoir de se débarrasser de l'un sans avoir défait l'autre.

Il me paraît indispensable aussi de débattre sérieusement de la question de la décentralisation. On a tendance à penser d'emblée qu'un État fortement centralisé est le meilleur antidote au communautarisme, mais il n'en est rien. Le centralisme excessif renforce l'État au détriment de la société et engendre un patriotisme fallacieux qui s'oppose à la libre expression des communautés de base bien plus qu'au communautarisme et à la discrimination au sommet de l'État. Et il n'est qu'un pas, dans certaines conditions, pour que celui-ci incrimine toute dénonciation du communautarisme !

De toute façon, l'homogénéisation n'est jamais libératrice et progressiste mais forcément répressive et autoritaire, n'en déplaise aux nationalistes modernisateurs adorateurs de l'État, comme Aziz al-Azmeh. L'État sultanien moderne n'est finalement qu'une reproduction de l'ancien, mâtinée de centralisme administratif et d'homogénéisation sociale et culturelle (et non par l'égalité juridique, la justice sociale et les libertés publiques).

Ce dont nous avons besoin en Syrie, c'est d'une combinaison entre égalité juridique, justice sociale, républicanisme et démocratie locale. Cela répond aux justes revendications des Kurdes, favorise une croissance économique dynamique et équilibrée, empêche l'apparition d'un communautarisme d'État et l'investissement politique, culturel et matériel dans un pouvoir central despote dont l'histoire pendant cinquante ans n'était que destruction de la société et des ressources naturelles, massacres et répression.

Il faut en même temps reconnaître la pluralité religieuse, confessionnelle et ethnique de la société syrienne et encourager ses expressions publiques. Le communautarisme est le produit de la discrimination pratiquée au sommet de l'État et non de l'expression par chaque communauté de sa personnalité propre. Et dans ce cadre, s'il est inévitable d'abolir le statut des alaouites comme "communauté publique", il est non moins inévitable de leur garantir des droits égaux, en tant que groupe et en tant qu'individus, à ceux des autres Syriens. Nous devons penser la sortie du système communautariste sultanien comme une libération des alaouites. Le sultanat assadien, on ne se lasse pas de le dire, n'est pas un État des alaouites, même s'il s'est hissé sur leurs épaules – et s'est nourri de leur sang aussi – pour dominer tous les Syriens.

S'ils parviennent un jour à abattre le sultanat, c'est-à-dire à en finir avec le clan des Assad et avec la bourgeoisie centrale, les Syriens devront enfin apprendre les vertus de l'oubli et de la tolérance : l'oubli de nombreux épisodes de leur histoire contemporaine, et la tolérance des uns vis-à-vis des autres. Le rejet de la notion de tolérance par les intellectuels organiques de la société syrienne "blanche", comme Adonis, est trompeuse car elle innocent le régime tyrannique de l'acte de discrimination et attribue tous les maux à la société.

Comprendre les mécanismes du communautarisme exige l'élaboration d'outils conceptuels, ce que j'ai essayé de faire dans cet article. Ceux de communauté publique et d'État privé, d'État apparent et d'État occulte, du couple quadrillage sécuritaire/clientélisme, de bourgeoisie centrale et de bourgeoisie de notables, me semblent utiles mais doivent être affinés et développés pour lancer un débat public sur cette question fondamentale.

Il est grand temps de déjouer les pièges du communautarisme sous toutes ses formes, anciennes ou modernes. Les mots de “modernité”, “laïcité” ou “civilisation”, pour les uns, de “religion”, “histoire”, ou “authenticité”, pour les autres, ne sont qu’un voile derrière lequel se cache un nouveau sultanat, avec ses priviléges et ses discriminations.

NOTES

INTRODUCTION

1 Voir “Les Chabbîha et leur état”

2 “Al-Thawra wa al-silâh” (La révolution et les armes), mai 2012, <http://aljumhuriya.net/119>.

3 Publié dans l’ouvrage collectif *Al-Khalâs aw al-kharâb, Sûriya ‘alâ mustaraq al-turuq* (Le Salut ou le Désastre, la Syrie à la croisée des chemins), Le Caire, Cairo Center for Human Rights Studies, 2014.

4 “Le sultan moderne : les sources sociales et politiques du communautarisme en Syrie”, publié en arabe au printemps 2015 sur le site al-Jumhuriya.

LA RÉVOLUTION DES GENS ORDINAIRES : QUESTIONS MORALES, CULTURELLES ET POLITIQUES

5 Des passages de ce texte, traduits par Nayla Mansour, ont été publiés dans *Mediapart* le 7 janvier 2012.

LES CHABBÎHA ET LEUR ÉTAT

6 Ce surnom avait été donné par le régime aux jeunes de la révolution pour discréditer leur cause. Et c'est par pure ironie qu'ils se le sont approprié.

7 Mamdouh ‘Udwan : *Haywanat al-insân* (L'Animalisation de l'humain), Damas, Dar Mamdouh ‘Udwan, 2007, p. 134.

8 Voir le dossier sur les *chabbîha* par Khawla Ghazi et l’ouvrage de Mamdouh ‘Udwan : <http://all4syria.info/web/archives/21043>

9 ‘Udwan, *op. cit.*, p. 34. Il décrit l’“oncle” comme étant l’“ombrelle des *chabbîha*”, il est “au-dessus des lois car il descend ou est proche de l’un des responsables”, p. 38.

10 En 1993, un conflit a éclaté à Lattaquié entre les *chabbîha* de Fawwaz al-Assad (fils de Jamil al-Assad) et ceux de la famille Dib (dont le chef est Rabah Dib, apparenté aux Assad) qui s'est soldé par l'arrestation de Rabah Dib. Les *chabbîha* de ce dernier ont attaqué la prison de Lattaquié et libéré leur leader, tuant quelques policiers au passage. Il faut noter qu'en raison du peu de sources écrites sur le sujet, je me base essentiellement sur les informations les plus courantes, transmises et recoupées par des témoignages d'amis.

11 Le jeune Safwan al-Assar a été tué en 1994 car il s'était interposé entre un *chabbîh* et une jeune fille que ce dernier humiliait dans un bus de transport public.

12 Comparer avec "Les milices *chabbîha*, des forces spéciales au-dessus des lois", *Al-Sharq al-awsat*, <http://aawsat.com/details.asp?section=4&issueno=11823&article=616865&feature> (en arabe).

13 Article de Rosa Yassin Hassan : "À propos des *chabbîha* et leurs maîtres : la mémoire aux couleurs de la peur", www.aleftoday.info/content/ (en arabe). L'écrivaine déclare avoir fait allusion à Abi Ramah avant la révolution, sans oser mentionner son nom.

14 Mamdouh 'Udwan, le seul écrivain syrien à avoir évoqué les *chabbîha* et le *tachbîh* avant la révolution, cite : "le *tachbîh* est un mot plein de sens. C'est un mélange de calomnie et d'arbitraire, et c'est tout ce qui se pose ouvertement au-dessus des lois". *Op. cit.*, p. 135.

15 Durant l'été 1997, alors que j'étais dans un camp étudiantin d'entraînement militaire, un étudiant baathiste a accusé un lieutenant qui nous entraînait de sectarisme parce qu'il avait fait une plaisanterie sur les Homsiotes ! L'étudiant saisit le lieutenant brutallement à la gorge et lui hurla au visage : "Je fais partie de la direction de la sûreté nationale !" Le confessionnalisme est le tabou le plus puissant de la politique assadienne en Syrie. Sans être à l'origine d'un handicap intellectuel et politique, il constitue toutefois le masque qui dissimule les pratiques sectaires du régime et sa manipulation de la société syrienne.

16 Voir vidéo : www.youtube.com/watch?v=kVZk_VMWJsg

17 Voir vidéo : www.youtube.com/watch?v=lk8EUrC4KV4

18 Voir vidéo : www.youtube.com/watch?v=a0Ctla7Rs0Y

19 Il y a toutefois une différence entre le contrebandier et le *chabbîh*. Le contrebandier est "un homme de l'obscurité, courageux, audacieux qui prend le risque de défier l'État". Tandis que les *chabbîha* "utilisent les véhicules de l'État pour trafiquer en plein jour et circuler au vu et au su de tous dans les quartiers les plus fréquentés". 'Udwan, *op. cit.*, p. 136. Cette différence renvoie donc à l'immunité des *chabbîha* octroyée par le régime.

20 Voir ici l'article de Dima Wannous décrivant le phénomène des *chabbîha* : www.almodon.com/Culture/Articles/9237 (en arabe) et ici des images de modèles types de *chabbîha* : https://www.google.com.tr/search?q=%D8%B5%D9%88%D8%B1+%D8%B4%D8%A8%D9%8A%D8%AD&biw=2327&bih=1312&source=lnms&sa=X&ved=0ahUKEwipp8alz9vLAhXB7xQKHb7WCjQQ_AUIBigA&dpr=1

21 Sous sa direction, ils ont attaqué et cambriolé en plein jour la société de change Al-Haram à Damas en 2005. Ils réprimandaient aussi les prisonniers politiques à 'Adra en 2006.

22 Ahmad Beydoun a établi dans un de ses textes un lien entre le confessionnalisme et le clientélisme dans le système libanais. Voir par exemple *Mughâmarât al-mughâyara* (Les Aventures de la dissemblance), Beyrouth, Dar an-Nahar, 2005, p. 20.

23 Le phénomène des *chabbîha* est né au sein de ce que l'on appelle les "Forces de défense nationale", fondées vers la fin 2012. Le cousin germain de Bachar, Hilal al-Assad, tué à Lattaquié le 24 mars 2014, en était le chef. Concernant son assassinat et son fils Sulayman, voir <http://www.alarabiya.net/ar/arab-and-world/syria/2014/03/24/%D9%87%D9%84%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B3%D8%AF->

[%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%A8%D9%86-%D8%B3%D8%B1-%D8%A3%D8%A8%D9%8A%D9%87-%D9%88%D9%85%D9%86-%D8%B5%D9%88%D8%B1-%D8%A7%D8%A8%D9%86%D9%87-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%B9%D8%A8%D8%A9-%D8%AA%D8%B9%D8%B1%D9%81%D9%87](#) (en arabe).

24 Selon les dernières informations obtenues par le journal britannique *The Telegraph*, les fondateurs des *chabbîha* seraient Maher al-Assad, frère de Bachar et commandant de la 4^e division de son armée, et Rami Makhlouf, le cousin germain et gestionnaire de la fortune familiale. Voir www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/syria/10716289/How-Bashar-al-Assad-created-the-feared-chabbîha-militia-an-insider-speaks.html (en anglais).

25 Voir le site All4syria : <http://all4syria.info/web/archives/19669> (en arabe).

26 Il ne fait aucun doute que la militarisation de la révolution changera la donne, soit par le retrait des *chabbîha*, soit, au contraire, par leur armement. Je rappelle que le texte a été écrit durant l'automne 2011, tandis que vers la fin 2012 se constituait le phénomène des *chabbîha* au sein de ce que l'on appelle les "Forces de défense nationale".

27 Parmi les financeurs des *chabbîha* à Lattaquié se trouve l'homme d'affaires Nizar Assad. Il figure d'ailleurs dans une liste de sanctions établie par l'Union européenne en août 2011. Est également inscrit sur la liste l'homme d'affaires Muhammad (ou Ayman) Jaber, en tant qu'assistant du général Maher al-Assad dans le dossier des *chabbîha*. Voir www.levantnews.com/index.php?option=com_content&view=article&id=8832:2011-08-24-15-25-04&catid=81:syria-politics-headlines&Itemid=55 (en arabe).

28 Voir le site All4syria : <http://all4syria.info/web/archives/19669> (en arabe).

29 P. 15 du rapport publié ici : www.lccsyria.org/wp-content/uploads/2011/11/11.pdf (en arabe).

30 *Ibid.*, p. 17. Il est à noter que la violation des propriétés des citoyens a des précédents dans l'histoire du pays, en particulier à Hama en février 1982.

31 Informations du 25 août 2011 provenant de la page Facebook d'Ismail al-Hamod, un respectable médecin originaire de la montagne de la Zawiya à Idlib : www.facebook.com/Ismael.alhamed?ref=ts. Les montants des rançons varient de 25 000 à un million de livres syriennes. Il semblerait qu'il existe toute une industrie de courtage en la matière. Ceux qui ne payent pas demeurent en état d'arrestation jusqu'à nouvel ordre. Le docteur Ismail a été enlevé par l'organisation criminelle Daech le 2 novembre 2013, en pleine rue dans la ville de Raqqa où il exerçait et vivait avec sa famille. À ce jour, nous n'avons aucune information à son sujet.

32 Dans le contexte de la première guerre menée par le régime contre la société syrienne en 1980 et durant la période qui a suivi, les éléments des Brigades de la défense, sous le commandement de Rifaat al-Assad, ainsi que les unités spéciales commandées par Ali Haidar et la quatrième division dirigée par Chafiq Fayyad, posaient leurs armes sur leurs bancs lorsqu'ils passaient des épreuves (brevet et baccalauréat). Ils trichaient ouvertement sans que personne n'ose s'y opposer. Par la suite, des points supplémentaires étaient octroyés aux brigades étudiantes armées impliquées dans la répression afin de permettre à leurs membres d'accéder aux facultés de leur choix malgré leur faible niveau. Parmi eux, nombreux sont aujourd'hui professeurs dans les universités syriennes. Le caricaturiste Ali Ferzat a d'ailleurs été passé à tabac par les Brigades de la défense pour avoir dessiné un étudiant atterrissant en parachute à la faculté de médecine.

33 D'après les chiffres des comités locaux de coordination, qui sont un cadre sérieux d'organisation des protestations et de couverture médiatique ainsi que du recensement des victimes. Leurs chiffres sont beaucoup plus fiables et précis que ceux des Nations unies ou d'autres organisations internationales de défense des droits de l'homme. Cinq ans après le déclenchement de la révolution, le nombre de victimes dépasse les 250 000.

34 Telle était la réalité lorsque j'ai écrit ce texte à l'automne 2011. Par la suite, de nombreux opposants ont été arrêtés dont nous sommes sans nouvelles. Ainsi de 'Abdel 'Aziz al-Khayyerr, Jihad Assad et Faiq al-Mir. Certains pensent qu'ils ont été éliminés. Il reste que, d'une façon générale, le pourcentage des détenus de l'opposition traditionnelle est minime par rapport à l'ensemble des prisonniers de la révolution.

35 Selon certaines informations, le régime bénéficierait actuellement du soutien des hommes de main du père, Ali Douba et ses acolytes, mais il est difficile de s'en assurer.

LES RACINES SOCIALES ET CULTURELLES DU FASCISME SYRIEN

36 Hamza al-Khatib, un enfant de treize ans de Deraa, au sud de la Syrie. Il a participé aux manifestations des premières journées de la révolution et a été arrêté par les services de renseignement de l'air, connus pour leur féroce. Son corps a été rendu à ses parents criblé de balles, la nuque brisée et le sexe coupé.

37 Voir la charte du parti Baath : www.al-sham.net/1yabbse2/index.php?topic=23528.0 (en arabe).

38 *Idem*.

39 *Idem*.

40 Voir des photos montrant l'adulation de la botte militaire : <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=630937930258713&s=et=a.232822020109046.57330.100001437495903&type=1&theater>

41 Voir l'article de Saado Rafeh, "Les druzes dans la révolution syrienne, entre peur et rôle historique" (en arabe), qui décrit les manipulations des services de renseignement et leur discours suscitant les craintes confessionnelles chez les druzes : www.jawlan.org/openions/print.asp?catigory=2&source=8&link=2545. Voir aussi le livre d'Aram Karabet, *Treize ans dans les prisons syriennes*, Arles, Actes Sud, 2013, dans lequel cet ancien prisonnier politique, issu d'une famille arménienne syrienne et membre dans les années 1980 d'une organisation communiste, raconte comment l'officier qui l'interrogeait lui disait que le régime les protégeait (en tant qu'Arméniens chrétiens) des extrémistes musulmans.

42 C'était durant la confrontation entre le régime et les Frères musulmans.

43 Selon un rapport de l'organisation Human Rights Watch publié le 15 décembre 2011 qui peut être consulté à cette adresse : www.hrw.org/ar/reports/2011/12/15-0 (en arabe ; texte disponible en anglais).

44 Voir le livre de Baraa Sarraj (en arabe), *De Palmyre à Harvard*. L'auteur a passé douze ans dans la prison de Palmyre avant de partir aux États-Unis poursuivre ses études. Le livre est disponible en pdf :

https://docs.google.com/file/d/0B-LD0xVG1hd6MTBjZDExNDEtYzI5ZS00YjM3LWFmMmEtOTZkNTCxYjc3YjQ3/edit?hl=en_US&pli=1

45 Voir aussi le roman de Moustafa Khalifé, *La Coquille*, Actes Sud/Babel, 2012.

45 Voir l'article "Les *chabbîha* et leur État", p. 49.

46 Voir le chapitre 4 ("Économie politique") de mon livre *Marcher sur un seul pied* (en arabe), Beyrouth, Dar al-Adâb, 2012.

47 Voir l'interview de Rami Makhlouf dans le *New York Times* : www.nytimes.com/2011/05/11/world/middleeast/11makhlouf.html?r=3&pagewanted=1&hp

48 Les souks proches de l'ancienne bourgeoisie se sont mis en grève le 28 mai 2012 pour protester contre le massacre de Houlé, tandis que les marchés “modernes” de la nouvelle bourgeoisie étaient réticents.

49 Tlass, Chalich, Akhras, Makhlof, Sulayman, par exemple. Les Khaddam ont fait partie de cette catégorie jusqu'à la sortie de leur père (ancien vice-président) du pouvoir. Voir une liste de familles sur cette page (en arabe) : <http://www.free-syria.com/loadarticle.php?articleid=41189>

50 À condition bien entendu d'obtenir l'accord des autorités sécuritaires (c'est-à-dire les services de renseignement).

51 Amjad Jadallah, “Que faites-vous pour contrôler la croissance démographique ?” (en arabe), www.syriamore.com/fullnews.php?news_id=10840

52 Nabil Fayyad, “La défense de la vérité des services de renseignement syriens et le silence suspect des intellectuels” (en arabe), www.syriamore.com/printNews.php?nid=2400

53 Comme l'a écrit Georges Tarabichi en 1998 et en 2006 dans deux de ses ouvrages publiés (en arabe) à Beyrouth par Dar al-Tali'a et Dar al-Saqi.

54 Ainsi que le répètent des invités sur la chaîne Al-Dunya, surtout Bassam Abou Abdallah, professeur à l'université de Damas. Le 12 mai 2012, il a appelé à nettoyer le pays de ces gens et à licencier les étrangers travaillant en Syrie (faisant allusion aux réfugiés palestiniens). Auparavant, il avait appelé à couper la langue des porte-parole de l'opposition.

LA MONTÉE DU NIHILISME GUERRIER EN SYRIE

55 Je mets délibérément le mot “islam” entre guillemets parce qu'il prend là une image qui répond aux besoins sociaux, politiques et psychologiques d'un public musulman qui se sent isolé. L'islam sous sa forme fondamentaliste fait le jeu des idéologues, car il les érige en détenteurs absolus du pouvoir.

56 Voir l'article de Kamran Bokhari, “Les opportunités du djihad en Syrie” (en anglais) : www.stratfor.com/weekly/jihadist-opportunities-syria

57 Voir mon livre (en arabe) *Les Légendes des derniers, critique de l'islam contemporain, et critique de sa critique*, Beyrouth, Dar al-Saqi, 2011, p. 143-151.

58 Probablement dans le christianisme aussi, et de manière plus forte avec la doctrine du péché originel, et dans le bouddhisme qui considère le monde réel comme une illusion. Le soufisme est une autre forme de nihilisme, car il incite à se méfier de ce monde et à en désespérer. Néanmoins, et contrairement au nihilisme guerrier, il se retire du monde alors que le djihadisme cherche à l'anéantir après en avoir soustrait le sens. En plus, le soufisme est inconcevable sans intermédiaires et intercesseurs.

59 *Les Légendes des derniers, op. cit.*, p. 122-143.

60 Il n'est pas interdit de se représenter un nihilisme arabe athée. Mais après au moins deux générations vivant sous le joug de régimes despotes “laïques”, l'islam est devenu une force de contestation qui a totalement asséché les sources du nihilisme athée. En réalité, il existe bien un nihilisme arabe antireligieux, et anti-islam en particulier, mais il est extrêmement pauvre en propositions intellectuelles et politiques et incapable de produire de nouvelles valeurs. Il est courant que les régimes en place prennent ses représentants sous leur aile ou que ces derniers aillent vivre à

l'étranger, où ils entretiennent de bonnes relations avec les courants racistes d'extrême droite. Il se pourrait toutefois qu'un courant nihiliste athée apparaisse suite aux révoltes arabes qui ont vu les islamistes occuper de plus grands espaces dans le champ public de leurs pays.

61 Voir par exemple l'ouvrage *Gestion de la barbarie* de Abu Bakr Naji (Versailles, Éditions de Paris, 2007). La phase la plus critique que va traverser la nation sera lorsqu'on associera aux Frères un projet laïque.

62 Dans son article (en anglais) “L’islamisme et le soulèvement syrien”, Nir Rosen montre bien qu’une des raisons principales qui a évité à Homs de sombrer dans les massacres confessionnels de type bosnien est la puissante influence de personnalités religieuses de l’opposition : http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2012/03/08/islamism_and_the_syrian_uprising

63 Dans le même article, Nir Rosen raconte que Abou Sulayman, ancien trafiquant de drogue devenu salafiste dans la prison de Saydnaya (ce qui rappelle la trajectoire de Abou Musaab al-Zarkaoui en Irak), avait tenté d’ériger un émirat à Jabal al-Zawiya sans y parvenir, grâce à un front constitué contre lui. Un des leaders combattants de la région en dit : “Lorsque les gens ont entendu dire qu’il voulait fonder un émirat, tout le *jabal* [montagne] s’est retourné contre lui”, et d’ajouter : “Nous sommes tous frères, d’ici à Deraa. Nous sommes avant tout des révolutionnaires !”

64 Remarque ajoutée en mars 2014 : L’Armée libre n’a pas été vaincue, elle s’est peu à peu disloquée vu le manque de soutien en armement, contrairement aux formations djihadistes qui ont bénéficié de beaucoup de financements des riches des pays du Golfe et des ressources saisies dans les zones qu’elles contrôlent (Raqqa, la banlieue est d’Alep...). Il est encore vrai qu’une force militaire organisée, avec une orientation politique patriotique, est la plus habilitée à affronter et à vaincre les formations djihadistes nihilistes. Le régime assadien ne le pourra pas, non seulement parce qu’il a perdu toute capacité à rassembler mais aussi et surtout parce qu’il est lui-même une force nihiliste.

65 À propos du concept de l’arabité absolue, voir mon article “L’identité nationale et les réformes politiques en Syrie”, 2008. À lire ici en anglais : www.arab-reform.net/political-reform-and-reconfiguration-national-identity-syria

66 Voir l’ouvrage déjà cité *Gestion de la barbarie*, la barbarie étant une situation souhaitée pour l’effondrement de l’État et un cadre d’activisme des djihadistes. C’est la phase la plus critique que la nation devra affronter.

67 Daech n’apparaîtra qu’une année après la publication de ce texte. L’organisation est néanmoins l’incarnation par excellence de l’excès de nihilisme et du peu de révolution. Je dirais même qu’elle est purement nihiliste et absolument pas révolutionnaire. Elle est une force de mort, fasciste, radicalement opposée à la révolution et qui rend les plus grands services au régime.

68 Le rapport d’Amnesty International intitulé “Je voulais mourir” (en anglais) est disponible à cette adresse : <https://doc.es.amnesty.org/cgi-bin/ai/BRSCGI/MDE2401612?CMD=VEROBJ&MLKOB=30437270000>

69 Son rapport a été publié le 22 février à cette adresse : www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session19/A-HRC-19-69.pdf

70 Voir sur le sujet Sarah Leah Whitson de Human Rights Watch (en anglais) : www.hrw.org/news/2012/03/20/syria-armed-opposition-groups-committing-abuses. Voir également sur le sujet mon article (en arabe) : “Une révolution juste ne garantit pas des révolutionnaires justes”, paru dans *Al-Hayat* le 8 avril 2012.

71 Pour rappel, le texte a été écrit en mai 2012, à l’époque où rien ne prouvait que Jabhat al-Nusra était une véritable organisation et non pas une invention des services de renseignement. Quant à Daech, il a vu le jour en avril 2013, à la suite d’une scission au sein d’Al-Nusra.

L'IDÉE RÉPUBLICAINE ET LA RÉVOLUTION SYRIENNE

[72](#) Voir mon article (en arabe) “De la monarchie assadienne à la Troisième République”, www.kalamon.org/articles-details-100#axzz3K5DgpWyB

[73](#) Voir mon article (en arabe) “De l'islam à la société : une approche républicaine laïque”, <http://aljumhuriya.net/2757>

LE SULTAN MODERNE : LES SOURCES SOCIALES ET POLITIQUES DU COMMUNAUTARISME EN SYRIE

[74](#) C'est ainsi que j'ai pu obtenir le transfert de mon abonnement de Raqqa à Damas en 2001, grâce à l'intercession d'une amie appartenant à un parti communiste dont l'un des dirigeants était ministre des Communications !

[75](#) Notre seul camarade chiite fut libéré en 1982, un an et demi seulement après son incarcération, par suite de l'entretien accordé par le président à son père, membre d'un parti du Front national progressiste.

[76](#) N'ayant pas de tels intercesseurs, je n'ai pu obtenir un passeport lors des deux démarches que j'ai entreprises, en 2004 et en 2007.

[77](#) Cf. mon article “Le groupe résiduel : les sunnites syriens et la politique”, en arabe, publié en octobre 2012 sur le site <http://aljumhuriya.net/237>.

[78](#) Dans un entretien avec le journaliste Andrew Shadid, le 10 mai 2011, Rami Makhlouf a déclaré : “Nous croyons que nous ne pourrons pas garder le pouvoir si nous ne restons pas unis. Chacun de nous le sait.”

[79](#) Expression de Toni Negri et Michael Hardt dans *Empire* (Paris, Exils, 2000).

[80](#) D'après l'analyse lumineuse d'Ahmad Beydoun.

[81](#) Selon des formulations différentes de Georges Tarabichi, Aziz al-Azmeh et Kamal Dib.

[82](#) Dans son livre *Azma fî Sûriya* (Crise en Syrie), Beyrouth, Dar al-Nahâr, 2013.

[83](#) Cela alors qu'il condamnait une jeune blogueuse de dix-huit ans à cinq ans de prison.

SOURCES

Introduction : texte inédit.

La révolution des gens ordinaires : questions morales, culturelles et politiques : *Majallat al-dirâsât al-filastîniyya*, Beyrouth, juin 2011.

Les *chabbîha* et leur État : *Kalamon*, Beyrouth, hiver 2011.

Les racines sociales et culturelles du fascisme syrien : *Kalamon*, Beyrouth, été 2012.

La montée du nihilisme guerrier en Syrie : *Ma'lûma*, Centre culturel allemand, Beyrouth, été 2012.

“Al-Assad ou personne”, “Al-Assad ou nous brûlons le pays” : le régime du nihilisme politique : *Mulhaq an-Nahâr*, Beyrouth, 6 octobre 2012.

Un portrait, deux drapeaux et une bannière : une approche socio-symbolique d'une interaction et d'un conflit entre quatre Syries : site al-Jumhuriya, 15 juillet 2013.

L'idée républicaine et la révolution syrienne : site al-Jumhuriya, 25 janvier 2014.

Le sultan moderne : les sources sociales et politiques du communautarisme en Syrie : site al-Jumhuriya, janvier et février 2015.

Ouvrage réalisé
par le Studio [Actes Sud](#)

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako
www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.